

LA CRISTE LIBANAISE

Situation explosive à Tripoli
contrôle
par le mouvement islamique
hostile à la Syrie

Le reportage de JEAN GUEYRAS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 OA : Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 l. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 t. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 40

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Menace sur le Niger

La tentative de putsch, vite circonscrite, dont le Niger vient d'être le théâtre illustre une nouvelle fois la vulnérabilité des Etats du Sahel, dont les ressources naturelles sont limitées et les équilibres politiques et ethniques fragiles. L'événement est d'autant plus préoccupant que le régime de M. Kountché avait bénéficié, jusqu'à présent, d'une bonne « image de marque », le Niger ayant connu, pendant sept ans au moins, et contrairement à des voisins comme la Haute-Volta et surtout le Tchad, une paix relative.

Il est tentant de voir, dans cette affaire, la main de la Libye : elle revendique une petite portion du Nord-Est nigérien, et Niamey la soupçonne, non sans raison, de manipuler les nomades touaregs de ses territoires septentrionaux. Mais on ignore encore tout des intentions et de l'identité des auteurs du coup de force avorté. Et le fait est que le président Kountché connaît des problèmes intérieurs — crise financière et tensions politiques — qui l'avaient fait hésiter, la semaine dernière, à quitter Niamey pour assister au sommet franco-africain de Vitel.

Reste que l'ambition avouée du colonel Kadhafi de fédérer le Sahel « arabo-musulman » ne peut qu'encourager, même indirectement, ceux qui ne s'accrochent pas des régimes actuels de la région. Même s'il demeure discret en public, M. Kountché s'inquiète de l'occupation, depuis plus de trois mois, du Nord tchadien par l'armée libyenne. Et, depuis la prise du pouvoir en Haute-Volta, en août, par le capitaine Sankara, qui ne cache pas ses sympathies pour le colonel Kadhafi, il se sent, selon l'expression qu'on lui prête, « pris en tenaille ».

La mise à l'écart de M. Kountché favoriserait en tout état de cause une « déstabilisation » du Niger, dont le colonel Kadhafi aurait tout lieu de se féliciter. Ce serait là entre Paris et Tripoli un sujet supplémentaire de friction.

Bien que Niamey ait dénoncé, il y a plusieurs années, son accord de défense avec la France, Paris se range fermement derrière le président Kountché, en qui on voit un facteur important de stabilité dans la zone sahélienne. Dans les milieux officiels de N'Djaména, on s'inquiéterait encore davantage, le cas échéant, de la perte d'un allié si sûr.

Quelles que soient les motivations de ses auteurs, le putsch avorté de Niamey intervient donc à point pour rappeler la partie de bras de fer qui se joue dans la région entre la France et la Libye. Des forces françaises ont été dépêchées au Tchad pour y « geler » la guerre, en stoppant une nouvelle avancée libyenne vers le Sud. Mais quelle sorte de riposte imaginer au cas où, s'appuyant sur des partisans locaux, Tripoli chercherait à contourner l'obstacle en encourageant des entreprises de subversion dans la région, ou, plus simplement, en tirant parti de changements qui s'y produiraient ?

(Lire nos informations page 6.)

L'OPEP sur un fil

LIRE PAGE 40 L'ARTICLE DE VÉRONIQUE MAURIS

Le P.C.F. veut atténuer la portée de ses critiques à l'égard du gouvernement

M. Marchais invite la majorité à l'« union » et à la « contre-offensive »

La manœuvre est ordinaire : les socialistes reprochaient au P.C.F. de traîner les pieds, il se porte au premier rang pour donner le signal de la « contre-offensive ». « La gauche ne sera victorieuse que si toutes les forces qui la composent agissent pour aller de l'avant », proclame, vendredi, l'« Humanité », au-dessus d'un éditorial de M. Georges Marchais, qui se termine par le mot d'ordre « union ».

L'adversaire désigné est évidemment l'opposition. M. Marchais cherche ainsi à atténuer la portée des critiques de son parti à l'égard du pouvoir, en affirmant que seules comptent les campagnes lancées par la droite.

Il n'y a pas plus, de trois jours, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, déclarait que la défaite du maire communiste sortant et de la liste de la gauche à Sarcelles « interpellait » la majorité quant à sa fidélité à la politique voulue par les Français en 1981. Le directeur de l'« Humanité » incriminait les manquements à cette politique.

Mais, ce même lundi 3 octobre, M. Lionel Jospin rappelait à l'ordre les communistes et les mettait en garde contre les dangers du « grand écart ». Le message, si l'on en croit

aussi bien l'éditorial de M. Marchais que les propos du porte-parole communiste dans le débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale, a été reçu.

Il l'a été, au moins, en apparence : et c'est précisément de celle-ci que se préoccupait le premier secrétaire du P.S. Les socialistes sont sensibles à l'effet, dans l'opinion, des désaccords qui s'expriment — de façon plus ou moins vive, mais toujours trop perceptible, — au sein de la majorité. Seront-ils, à cet égard, satisfaits ?

En premier lieu, M. Marchais réaffirme que la gauche, « à mi-parcours de la législature », n'a « vraiment pas à rougir » de son bilan. Ce bilan étant celui de la majorité tout entière, le P.C.F. ne peut que le coïncider. En second lieu, toutefois, le secrétaire général avance un élément nouveau : les difficultés qui subsistent sont dues, explique-t-il, à la « crise ».

Il s'agit bien sûr, pour le P.C.F., de la crise du monde capitaliste, qu'il a pour vocation d'analyser et de dénoncer ; mais il n'est pas indifférent qu'il en rappelle maintenant l'existence.

PATRICK JARREAU

(Lire la suite page 8.)

M. GEORGES MARCHAIS
invité du « Grand Jury
R.T.L.-le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 9 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Georges Marchais, qui revient d'Italie, où il a rencontré son homologue M. Berlinguer, et qui doit visiter plusieurs pays africains avant la fin du mois, répondra aux questions d'André Pesseron et de Jacques Amalric, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Pestre, de R.T.L. Le débat était dirigé par Alexandre Balout.

Les poubelles d'Antony

Après Dreux, après Sarcelles
la bataille pour les élections partielles se durcit
L'affrontement prend un tour malsain

Joli débat politique. Une compagnie de C.R.S. au cas où... Deux agents de la force publique, un inspecteur de police, un magistrat pour chacun des vingt-six bureaux de vote, des délégués du préfet. Les urnes seront transparentes, anti-fraude et, officiellement ramplies, on les confiera, sous surveillance policière, à des scrutateurs au-dessus de tout soupçon. Le casque lourd n'est

cependant pas encore requis pour l'annonce des résultats.

La démocratie, ou plutôt l'usage qu'on en fait, prend un visage désagréable. Les temps-ci où l'on se dit : « Dimanche donc, on votera à Antony (Hauts-de-Seine). Un troisième tour de scrutin sous haute surveillance policière et judiciaire, un cours d'instruction civique accéléré.

La liste d'union de la gauche, élue au second tour au mois de mars dernier et conduite par M. André Aubry, conseiller général (P.C.), maire sortant, fut un effort invalidé. Le tribunal administratif, et après lui le Conseil d'Etat, constatait que la scrutin avait donné lieu à ce qu'on appelle en langage juridique, donc courtois, des « irrégularités graves », des « fraudes électoralistes établies ». Ou en langage moins courtois, qu'on avait « bourré les urnes ».

Troisième tour, un tour préparé par une campagne féroce, à certains égards indigne, à tous égards inquiétante. Quel débat d'idées ! La droite, engagée cette campagne au ras des pâquerettes, n'y est pas allée de main morte. Par exemple, elle envoyait au front le plus diplomate de ses orateurs, M. Charles Pasqua (senateur R.P.R.) venu dire, dans la fièvre d'un meeting : « Il convient d'enlever Antony aux voleurs, aux truands, aux truands universels, aux truands rouges ». Faisons le ban. Non sans souligner que le sénateur compte bien pour cela sur un hussard de la garde chiracienne, M. Patrick Devedjian, tête de liste à Antony et accessoirement, — on cite encore M. Pasqua — « voltigeur de pointe dans un champ de mines, cibles préférées des coccas ».

La gauche foulant « au nom de la morale civique » les oubliettes des griffes, pourtant soigneusement vidées par quatre lois d'amnistie successives, n'a, elle, rien voulu ignorer du « passé de fait divers », légalément inexistant, de l'« individu », du « récidiviste », du « parjure » M. Devedjian, de ce « parachutiste conduisant le déferlement d'éléments de droite et d'extrême droite sur la ville ».

Elle n'a rien laissé passer pour dénoncer « la tentative revancharde de la droite ». Une droite que M. Jean-Pierre Chevènement, venu jeudi soir 8 octobre, au meeting de la gauche unie, appellera « une bande

fascisante ». « Le loup d'Occident, le loup du GUD, le loup du Club de l'hortologie, se cache sous la pelure de mûre-grand. Alors ne jouez pas au Petit Chaperon rouge », ajoutera le maire de Belfort.

A fascista rouge, fascista blanc. A rousse bonnet, bonnet blanc.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 9.)

Point de vue

Tombeau de l'intellectuel

par JEAN-FRANÇOIS LYOTARD (*)

Le porte-parole du gouvernement socialiste a appelé les « intellectuels » à ouvrir le débat sur la « mutation » dont la France a besoin pour rattraper son retard en matière économique et sociale (1).

Qu'entend-il au juste par intellectuels ? Son appel sollicite plutôt des concepteurs, des experts, des décideurs, des intelligences, certes, mais qui assument ou auront à assumer des responsabilités administratives, économiques, sociales, culturelles ou qui du moins débattent ou débattent de ladite « mutation » sans perdre de vue ces responsabilités. Les intellectuels sont plutôt, me semble-t-il, des esprits qui, se situant à la place de l'homme, de l'humanité, de la nation, du peuple, du prolétariat, de la créature ou de quel que soit de cette sorte, c'est-à-dire s'identifiant à un sujet doté d'une valeur universelle, décrivent, analysent de ce point de vue une situation

ou une condition et prescrivent ce qui doit être fait pour que ce sujet se réalise, ou du moins pour que sa réalisation progresse.

Les « intellectuels » s'adressent à chacun pour autant qu'il est le depositaire, l'embryon, de cette unité : leurs déclarations se réfèrent à lui dans la même mesure, et elles procèdent de lui pareillement. La responsabilité des « intellectuels » est indissociable de l'idée (partagée) d'un sujet universel. Elle seule peut donner à Voltaire, à Zola, à Péguy, à Sartre (pour rester en France) l'autorité qu'on leur a reconnue.

(Lire la suite page 2.)

(1) Le Monde du 26 juillet 1983.

(*) Professeur de philosophie à l'université de Paris-VIII, auteur de nombreux livres parmi lesquels *L'Économie libidinale* (1975) et *La Condition post-moderne* (1979).

AU JOUR LE JOUR

Schizophrénie... Un sondage Gallup-Faits et opinions révèle que 36% des Français jugent « difficilement supportable » ou « intolérable » le poids de la bureaucratie. Simultanément, un sondage Sofres indique que 52% des Français rêvent que leurs

Coupure

enfants deviennent fonctionnaires. Donc, les Français détestent la fonction publique et ils l'adorent. Ce n'est pas la France qui est coupée en deux, ce sont les Français.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

Tombeau de l'intellectuel

Le philosophe et la politique

L'intellectuel est l'analyste et le prophète de l'universel, estime Jean-François Lyotard, et non pas un expert. Mais l'artiste, le philosophe, l'écrivain, ne savent pas quel est le destinataire de leur message, et quand un politique se met en quête des intellectuels, il risque de ne pas trouver ce qu'il cherche. Les deux articles de Jean Baudrillard (le Monde des 21 et 22 septembre) ont provoqué un certain nombre de réponses. Nous donnons de larges extraits de deux d'entre elles, celle d'André Mandouze et celle d'Yvon Quiniou, qui reprochent à l'auteur ce qu'ils appellent l'un son « plaidoyer en faveur d'une droite inhumaine », l'autre son « nihilisme... bavard ».

(Suite de la première page.)

L'appel de M. Max Gallo souffre donc d'une confusion dans les responsabilités. Il néglige des dissociations qui sont de principe dans les tâches de l'intelligence, et qui sont aussi, en partie, des élargissements de fait dans les professions d'aujourd'hui.

Les nouvelles techniques, essentiellement liées aux techno-sciences du langage, ainsi que la concentration des administrations civiles, économiques, sociales, militaires, ont modifié la nature des responsabilités intermédiaires et supérieures, et y ont appelé en nombre des esprits formés aux sciences exactes, aux technologies de pointe, aux sciences humaines.

Les meilleures performances possibles

Ces nouveaux cadres ne sont pas en tant que tels des intellectuels. L'exercice professionnel de leur intelligence a pour enjeu non pas d'incarner autant que possible dans le domaine de leur compétence l'idée d'un sujet universel, mais d'y réaliser les meilleures performances possibles. Celles-ci se définissent par le meilleur rapport input/output (dépense/revenu, en simplifiant) relatif à une opération. C'est un critère technique au sens large (incluant le financement, le temps gagné ou perdu, l'évaluation de l'opération par un public, etc.). Un esprit engagé dans de telles responsabilités peut, et probablement doit, être conduit à inventer de nouveaux dispositifs. En ce sens, il interroge assurément ce qui est le plus performant dans son domaine. Mais il n'interroge pas les limites de celui-ci ni la nature de la performance, comme le fait, par hypothèse, un sujet qui a vocation à l'universalité. Il accepte le découpage des réalités et le critère d'évaluation des actions tels qu'ils sont donnés.

Je simplifie, évidemment. La prolifération des nouvelles technologies ne cesse de déstabiliser ce découpage. Mais il reste que, à l'instinct où un écrivain, un artiste, un savant, un philosophe assume une responsabilité de cette sorte, il accepte *ipso facto* l'enjeu qui lui est attaché : être performant dans le domaine imparti.

C'est aussi le cas pour les tâches culturelles. On dirige une maison de la culture, un département au ministère de la culture, on prend part à une commission d'aide à la création : sera-ce un grand dramaturge ou un grand peintre, l'enjeu qu'on doit se fixer comme responsable culturel est d'une tout autre nature que celui de la « création ». L'idée même d'activité culturelle, présumée que celle-ci n'est pas indissociable de celle-ci, est elle-même, de par sa nature, de moyens d'expression, et qu'il faut l'éduquer. Et d'abord le faire venir, donc le séduire, etc. (à la différence de ce qui a lieu dans l'enseignement). Le succès dans la responsabilité culturelle s'estime en principe à des résultats qui sont des modifications jugées positives dans la conduite des destinataires. Qu'il soit difficile de les estimer est une autre question.

Un artiste, un écrivain, un philosophe en tant que tel n'est responsable qu'à l'égard de la question : qu'est-ce que la peinture, l'écriture, la pensée ? Qu'on vienne lui dire : votre œuvre est inintelligible à la plupart, il est en droit, il a le devoir de ne pas tenir compte de l'objection. Son destinataire n'est pas le public, je le dirais : pas même la « communauté » des artistes, écrivains, etc. A vrai dire, il ne sait pas quel est son destinataire, et c'est cela être un artiste, un écrivain, etc. : lancer un « message » dans le désert. Il ne sait pas davantage quel est son juge, puisqu'en faisant ce qu'il fait il interroge aussi les critères admis de jugement, et de la peinture, de l'écriture, etc. Et donc, du même coup, les limites qui déterminent les domaines reconnus, les genres, les disciplines. Disons qu'il expérimente. Il ne cherche nullement à cultiver, éduquer, former qui que ce soit. Toute incitation à soumettre son activité aux enjeux culturels lui paraît justement irréconciliable.

Les responsabilités de la « création »

Il n'est donc pas pour autant un « intellectuel » non plus. Il n'a pas besoin de s'identifier à un sujet universel et de prendre en charge les responsabilités de la communauté humaine pour assumer celles de la « création ». (Je mets des guillemets pour protester contre les connotations de théologie chrétienne et d'esthétique romantique dont ce mot reste chargé. Trouverons-nous jamais le terme propre pour désigner une activité essentiellement dépourvue et dépourvue ?) La révolution de la physique théorique par Einstein et les Danois a tout au contraire contribué à élargir l'idée moderne d'un sujet (et d'un objet) universel de la connaissance.

Les recherches des futuristes se sont certes accommodées d'une idéologie, qui était le fascisme, mais on accordera que celle-ci n'était pas indispensable à celles-ci. Quand Apollinaire écrit que les artistes d'aujourd'hui ont à se rendre inhérents, il signifie clairement que les avant-gardes ne sont pas faites par les « intellectuels », trop humains. Le Retour de l'U.R.S.S. est d'un « intellectuel » (ou peut-être d'un citoyen écrivain), les *Faux Monnayeurs* d'un « créateur », mesurer les deux livres à la même aune parce qu'ils sont du même auteur serait un déni de justice opposé à chacun d'eux. De l'un à l'autre, la conséquence n'est pas mauvaise, elle est nulle.

Le transfert des responsabilités

La même personne peut bien remplir les deux ou les trois fonctions, on en a vu bien des cas (Malraux par exemple), elles n'en sont pas moins hétérogènes les unes avec les autres dans tous leurs aspects. Ce n'est pas tout. Cette personne est en outre un citoyen, qui jouit des droits des simples citoyens et en exerce aussi les responsabilités. Celles-ci ont pour enjeu la question : quel est le meilleur être-ensemble et comment y parvenir ? C'est une question toute différente de celle qui commande l'activité d'un intellectuel, celle d'un cadre ou celle d'un « créateur ». Elle aussi sollicite pourtant l'activité de l'intelligence.

Mais il est évident que des responsabilités assumées selon l'idée d'un sujet universel d'une part, dans l'ordre des décisions administratives, culturelles, ou autres d'autre part, ou dans l'ordre de l'activité « créatrice », en fin de compte à celui qui les assume aucune autorité particulière dans sa tâche de citoyen. Car rien ne prouve que la meilleure performance définisse le meilleur être-ensemble ou même y contribue. Ni que la « création » de son côté soit propice à la communauté civile ou que les « créateurs » aient des lumières particulières à communiquer à celle-ci. Ni enfin que le point de vue de l'universalité soit convenable à l'élaboration et à la résolution des questions posées au citoyen de tel pays à tel moment.

La tentation reste et restera toujours grande de mettre le nom qu'on a pu conquérir dans une responsabilité particulière, on empêcherait les guerres. On n'attend pas, aujourd'hui, de l'enseignement, par tout déconsidéré, qu'il forme des

citoyens plus éclairés, mais seulement des professionnels plus performants. L'ignorance n'est plus un tort, et l'acquisition des connaissances est une qualification professionnelle qui promet un meilleur salaire.

Il ne devrait donc plus y avoir d'« intellectuels », et s'il y en a, c'est qu'ils sont aveuglés à cette donnée nouvelle dans l'histoire occidentale depuis le dix-huitième siècle : il n'y a pas de sujet-victime universel, faisant signe dans la réalité, au nom duquel la pensée puisse dresser un réquisitoire qui soit en même temps une « conception du monde » (chez des noms). Même « le plus défavorisé », dont Sartre a cherché à épouser le point de vue pour se guider dans le labyrinthe des injustices, n'était somme toute qu'une entité négative, anonyme et empirique. Je ne dis pas qu'il n'y a pas à se méfier de son sort, ou le droit, par une responsabilité éthique et civique. Mais ce point de vue ne permet que des interventions défensives et locales. Au-delà, il peut égarer, comme il a égaré Sartre.

M. Max Gallo ne trouvera pas ce qu'il cherche. Ce qu'il cherche est d'un autre âge. Ma conclusion n'est pourtant pas que les peintres peignent, que les philosophes philosophent, que les scientifiques cherchent, que les cadres gèrent, que les artisans cultivent, et que les politiques (dont je n'ai pas parlé à dessein, pour ne pas embarrasser M. Max Gallo) fassent de la politique. Ma conclusion est plutôt optimiste dans le principe, même si elle paraît pessimiste dans le fait (mais ces notions viennent elles-mêmes de Lumières). Le déclin, peut-être la ruine, de l'idée universelle peut affaiblir la pensée et la vie des observations totalisantes. La multiplicité des responsabilités et leur indépendance, voire leur incompatibilité, obligent et obligent ceux qui les assument, peinent ou grandes, à la simplicité, à la tolérance, à la « sagesse » ; et ces qualités cessent d'être le contraire de la rigueur, de l'honnêteté et de la force, elles en seront le signallement. Les intelligences ne se taisent pas, elles ne se retirent pas dans leurs chères tours, elles essaient de se mettre à la hauteur de la nouvelle responsabilité, qui rend les « intellectuels » importuns, impossibles, séparés, l'intelligence de la paranoïa qui a fait la « modernité ».

Le déclin de l'idée universelle

Il en va de même pour la pensée des Lumières qui a donné vie pendant un siècle aux politiques libérales. Elle est tombée en désuétude. On en prendra la juste mesure en considérant la situation de l'Ecole, qui était son point fort, dans les sociétés les plus avancées. Les « intellectuels » que furent les Aufklärer et leurs héritiers, au dix-neuvième siècle pensèrent qu'en propagant l'éducation on renforcerait la liberté du citoyen, on classerait les particularismes, on empêcherait les guerres. On n'attend pas, aujourd'hui, de l'enseignement, par tout déconsidéré, qu'il forme des

citoyens plus éclairés, mais seulement des professionnels plus performants. L'ignorance n'est plus un tort, et l'acquisition des connaissances est une qualification professionnelle qui promet un meilleur salaire.

Il ne devrait donc plus y avoir d'« intellectuels », et s'il y en a, c'est qu'ils sont aveuglés à cette donnée nouvelle dans l'histoire occidentale depuis le dix-huitième siècle : il n'y a pas de sujet-victime universel, faisant signe dans la réalité, au nom duquel la pensée puisse dresser un réquisitoire qui soit en même temps une « conception du monde » (chez des noms). Même « le plus défavorisé », dont Sartre a cherché à épouser le point de vue pour se guider dans le labyrinthe des injustices, n'était somme toute qu'une entité négative, anonyme et empirique. Je ne dis pas qu'il n'y a pas à se méfier de son sort, ou le droit, par une responsabilité éthique et civique. Mais ce point de vue ne permet que des interventions défensives et locales. Au-delà, il peut égarer, comme il a égaré Sartre.

M. Max Gallo ne trouvera pas ce qu'il cherche. Ce qu'il cherche est d'un autre âge. Ma conclusion n'est pourtant pas que les peintres peignent, que les philosophes philosophent, que les scientifiques cherchent, que les cadres gèrent, que les artisans cultivent, et que les politiques (dont je n'ai pas parlé à dessein, pour ne pas embarrasser M. Max Gallo) fassent de la politique. Ma conclusion est plutôt optimiste dans le principe, même si elle paraît pessimiste dans le fait (mais ces notions viennent elles-mêmes de Lumières). Le déclin, peut-être la ruine, de l'idée universelle peut affaiblir la pensée et la vie des observations totalisantes. La multiplicité des responsabilités et leur indépendance, voire leur incompatibilité, obligent et obligent ceux qui les assument, peinent ou grandes, à la simplicité, à la tolérance, à la « sagesse » ; et ces qualités cessent d'être le contraire de la rigueur, de l'honnêteté et de la force, elles en seront le signallement. Les intelligences ne se taisent pas, elles ne se retirent pas dans leurs chères tours, elles essaient de se mettre à la hauteur de la nouvelle responsabilité, qui rend les « intellectuels » importuns, impossibles, séparés, l'intelligence de la paranoïa qui a fait la « modernité ».

JEAN-FRANÇOIS LYOTARD.

* Les interviewés sont de la rédaction du Monde.

Domaines du Château de Beaune (Côte-d'Or) "92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"



BOUCHARD PÈRE & FILS

Bouchard Père & Fils - au Château 21200 Beaune - Tél. : (80) 22.14.41 - Télex : Bouchar 350830 F

Répliques à Jean Baudrillard

« Gauche divine » ou « droite inhumaine » ?

« CEUX qui se taisent en savent plus long sur l'ordre ou le désordre ironique des choses. » En plaçant cette phrase dans le dernier paragraphe de sa torrillante dénonciation de la « gauche divine » (1), Jean Baudrillard n'a peut-être pas mesuré à quel point l'ironie des choses, qui tient une si grande place dans son univers, lui a mis en mauvaise posture pour justifier sa « prise de parole » à retardement dans le débat sur « le silence des intellectuels de gauche ».

J'ai bien peur que, pour la plupart des lecteurs de ce journal, qui ne font pas partie des cercles réservés d'une certaine sociologie, le style employé par Baudrillard n'ait eu un effet rapidement dissuasif. Domage. Domage surtout pour les membres de cette « classe politique » qu'il fustige et pour les membres de ce parti - le socialiste - dont il s'abaisse à proclamer « la grande illusion ».

Domage, oui, car il n'est jamais mauvais, quand on dispose d'une part ou de la totalité du pouvoir politique, d'entendre un homme venu d'ailleurs essayer d'expliquer pourquoi, à son avis, tout n'est pas pour le mieux dans une France qui - pour des raisons bien plus profondes que les insuffisances des hommes politiques - n'est pas, en dépit de leurs efforts, la meilleure possible.

Un exemple précis. Il était bon qu'un sociologue mit en garde contre la tentation d'« informer les vivants » les victimes d'une « nouvelle servitude involontaire ». Mais il aurait fallu partir d'autres prémisses que polémiques, avoir d'autres perspectives qu'apocalyptiques et de suggérer d'autres moyens de survivre qu'un

par ANDRÉ MANDOUZE

retour... à Machiavel. Reprenons brièvement ces trois points :

1) Baudrillard présente le socialisme comme étant « le plus incapable de saisir (les) évidences (des mécanismes de fonctionnement de la société) ». La condamnation est sans démonstration comme sans appel parce qu'elle relève d'un intégrisme qu'on croyait jusque-là réservé au domaine religieux. Même si notre gouvernement avait plus d'aptitude à expliquer ce qu'il a fait de bien et de considérable, il perdrait sa peine ;

2) Baudrillard parle ironiquement de la gauche « divine », mais une certaine sociologie au discours extérieurement modeste n'est en fait qu'une autre forme de théologie de notre monde sécularisé. A preuve, cette phrase, prise parmi bien d'autres : « Les socialistes... ne voient pas qu'ils occupent l'espace virtuel d'une fin de l'histoire qu'ils se contentent de gérer comme ils peuvent ».

Tout à l'opposé, l'expert en sociologie apocalyptique a vu, lui, et décidé : « ...C'est fini, il y a plus de vertu politico-intellectuelle ». Pourquoi ? Parce que nous avons laissé passer l'heure du salut : « La perte du sens, la fin de l'histoire, l'agonie du politique, la transparence et l'indétermination du social lui-même, la puissance de la simulation, l'omniprésence et l'obscurité des médias, c'est autour de tout cela qu'a tourné une certaine surfusion intellectuelle et théorique de ces années 60-70, qui, elles, furent véritablement une sorte d'état de grâce (...) C'est tout cela qui était en jeu en 1968 aussi, et n'oublions pas que 68 est

ce qui a retardé de dix ans l'avènement du socialisme » ;

3) Nous survivons donc, indûment, à Machiavel. Reprenons brièvement ces trois points :

1) Nous survivons donc, indûment, à Machiavel. Reprenons brièvement ces trois points :

2) Nous survivons donc, indûment, à Machiavel. Reprenons brièvement ces trois points :

3) Nous survivons donc, indûment, à Machiavel. Reprenons brièvement ces trois points :

Je ne sais si Jean Baudrillard me saura gré d'avoir, par ma vulgarité de lecture de mandarin sans fantaisie, conduit peut-être certains lecteurs, fascinés ou déorientés par son style brillamment obscur, à l'évidence finale, à savoir que ce pamphlet contre la « gauche divine » n'est en fait qu'un long plaidoyer en faveur d'une droite que je serais tenté d'appeler non point « humaine » mais « inhumaine », dans la mesure où j'avoue rester parfaitement sourd à un discours plateletier, du type : « Le cours des choses... reste pour l'essentiel d'une immorale haineuse et d'une grande indifférence politique ». Des hommes, ici, il n'est point question. (...) Même si parfois la gauche a le tort de croire que, comme Dieu, elle peut tout en la décidant, je la préfère cent fois à une droite qui, sous couleur de science sociologique et par déception soixante-huitarde, n'ose même pas dire son nom.

(1) Voir le Monde des 21 et 22 septembre 1983.

Le socialisme impossible ?

par YVON QUINIOU (*)

REMERCIONS Jean Baudrillard : son propos est le meilleur exemple de l'épuisement (théorique, idéologique, voire psychologique) de la pensée politique dans une fraction de l'intelligentsia française. Car il revient à invalider dans le principe l'idée même de politique sous couvert d'une analyse critique de sa forme socialiste.

Si la politique s'identifie avec la maîtrise collective des hommes sur leur propre histoire, alors il n'y a de vraie politique, conforme à son essence, que socialiste : le reste est gestion d'intérêts particuliers, programmation technique, jeux de ruse et d'ambition, etc. Or que nous dit Baudrillard ? Sous une forme moderne et chatoyante, il nous rejoue le vieux thème nocturne d'une nature humaine rivée à sa propre imperfection : l'égoïsme foncier, l'individualisme radical, l'arrogance. Certes, il n'est point question explicitement de psychologie : le pessimisme moderne préfère nous enfermer dans une « règle du jeu » aussi évanescence que le « lien social » de C. Lefort ou que la « violence fondatrice », aux effets indéfiniment continués, de R. Girard. Ce n'est pourtant là qu'une manière « sociologique » de déguiser un postulat anthropologique, dont le fondement théorique est rien moins qu'assuré : l'homme est mauvais, il préfère son intérêt à la prise en compte de l'intérêt de tous.

Dans cette optique, c'est l'idée même de pratique politique qui est impossible : à quoi bon préconiser l'ordre des choses, si l'immoralité est « fondamentale » ? Nos classiques, au moins, quand ils portaient la conséquence jusque-là - ce qui n'était pas le cas des mil-

leurs, à commencer par Kant, qui a toujours soutenu qu'il fallait faire comme si le progrès était possible, - avaient l'excuse de la croyance idéologique : le futur des hommes, la maison divine des chrétiens, lui de tel : les références à la modernité, au règne de l'information, à l'environnement des signes, ne seraient masquer un désespoir premier, dont le contenu est finalement très mince : le monde est comme il est, il va comme il va et après tout toujours « la même gâchise » (Mao) régnera.

Ce nihilisme pourtant est - curieusement - très bavard, voire militant. A ce niveau, il formule le plus grave contresens que l'on puisse énoncer sur la perspective socialiste : le socialisme porterait l'absolu du social - au surplus un social affaibli, de faible information. C'est oublier à quel point le sort de l'individualité humaine - mais toutes les individualités - a été au cœur de son combat, et cela dès sa première formulation théorique - en commençant par Marx : supprimer les conditions sociales qui font de l'homme un être mutilé et timide, réduire le temps de travail consacré à la production matérielle pour libérer celui où le développement des facultés intellectuelles peut devenir une « fin en soi », mettre à la disposition de tous les moyens d'accéder aux formes supérieures de l'existence (intelligence, langage, création, art), tel a toujours été le sens d'un projet qui n'a jamais fait du social le but du social et qui n'a donc jamais versé dans la circularité absurde d'une politique qui serait à elle-même sa propre fin.

(*) Agrégé de philosophie.

APR 10 1984

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

Déclarations conciliantes du chef du gouvernement et de M. Jomblatt

M. Claude Cheysson a démenti, le jeudi 6 octobre, les informations selon lesquelles il aurait invité à Paris M. Walid Jomblatt, le chef du Parti socialiste progressiste libanais. Répondant à une question posée au cours du débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale, le ministre des relations extérieures a précisé : « Il m'arrive de recevoir des représentants politiques libanais. Si M. Jomblatt vient à Paris, il sera reçu par moi ». M. Cheysson a ajouté que le chef de l'Etat libanais est toujours tenu au courant de ces entretiens.

M. Jomblatt avait déclaré, dans la matinée, au cours d'une conférence de presse tenue à Rome, qu'il se rendrait en France dans les prochains jours sur l'invitation de M. Cheysson et qu'il profiterait de l'occasion pour « s'expliquer » avec le parti socialiste français. Il a, d'autre part, rendu hommage au

contingent français au Liban, qui, a-t-il dit, « n'a pas suivi une politique agressive ».

Le chef du P.S.P. s'est entretenu successivement avec le président du conseil italien, M. Craxi, le cardinal Khoriche, patriarche d'Antioche, et le cardinal Achille Silvestrini, responsable des affaires étrangères au Vatican. Cette visite a été jugée, dans l'entourage du pape, comme « un geste de bonne volonté » indiquant que M. Jomblatt ne rejetait pas la recherche de solutions négociées au Liban. Assomplissant sa position, le chef druze a nié qu'il ait établi une administration druze dans le Chouf. Il a précisé : « Nous avons créé un comité populaire pour assurer un minimum de sécurité, la distribution de l'eau et de l'électricité. Ce n'est pas un acte séparatiste. Ce comité sera dissous dès qu'un accord sera conclu ».

Le gouvernement libanais paraît, lui aussi, faire preuve d'esprit de conciliation. M. Chafic Wazzan, le premier ministre, a déclaré jeudi que l'accord israélo-libanais du 17 mai dernier pourrait être remis en cause en raison de la violation par Israël de ses engagements. Il a reproché à Jérusalem le « retrait

soudain et partiel de ses troupes » derrière le fleuve Awali, ouvrant ainsi la voie aux affrontements druzo-chrétiens dans le Chouf. M. Wazzan a rappelé à ce propos que l'accord du 17 mai n'avait pas été ratifié par le président de la République.

D'autre part, l'agence palestinienne Wafa a annoncé le 6 octobre que M. Yasser Arafat a adressé un « message urgent » à M. Youri Andropov, attirant son attention sur l'évolution dangereuse au Proche-Orient. L'agence indique que les forces loyalistes du Fath sont « complètement assiégées » par l'armée syrienne dans la ville libanaise de Baalbeck, tandis que les forces de Damas s'apprêtent à attaquer les fedayin à Tripoli.

A Washington, enfin, le Pentagone a annoncé jeudi qu'il allait vendre au Liban pour 102 millions de dollars d'obus d'artillerie, de mines et autres munitions. La veille, Washington avait indiqué que les Etats-Unis ont l'intention de céder à Beyrouth un lot supplémentaire de deux cent cinquante-trois véhicules blindés de transport de troupes et des mitrailleuses lourdes. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Des missiles soviétiques SS-21 en Syrie ?

Les Soviétiques se préparent à installer en Syrie des missiles sol-sol SS-21, d'une portée de 120 kilomètres, ont indiqué, jeudi 6 octobre, à Washington, des sources proches des services de renseignement américains qui ont refusé d'être identifiés.

Selon la chaîne de télévision C.B.S., ces missiles ont été récemment repérés alors qu'ils étaient chargés sur un cargo dans un port de la mer Noire. C'est la première fois, ont ajouté les mêmes sources, que ces missiles, observés jusqu'à présent en Allemagne de l'Est seulement, seraient installés dans un pays non membre du pacte de Varsovie. Ils ont une capacité nucléaire, mais peuvent être aussi employés pour le tir d'armes classiques ou chimiques, et rien n'indique, ajoutent ces mêmes sources, que les engins fournis à la Syrie soient destinés à des usages autres que « conventionnels ».

Bien que le SS-21 ait acquis une image nouvelle par suite de l'intention soviétique d'en accélérer le déploiement en R.D.A. pour faire pièce aux futurs Pershing-2 de l'Otan, son installation en Syrie, si elle est confirmée, pourrait n'être que la simple modernisation d'armements déjà existants. Apparu en 1978 comme un missile mobile, portant à 120 kilomètres une

charge nucléaire ou classique avec une précision de l'ordre de 300 mètres, le SS-21 remplace l'ancien missile Frog-7, portant à 70 kilomètres, et dont près de cinq cents exemplaires ont été fabriqués depuis sa première apparition en 1965. Or la Syrie avait déjà vingt-quatre Frog-7, auxquels s'ajoutaient neuf fusées Scud pouvant effectuer des bombardements classiques au sol jusqu'à 300 kilomètres. Le SS-21 ne correspond donc pas à un accroissement important des capacités déjà existantes, du moins en ce qui concerne la portée. Ajoutons qu'au Proche-Orient l'Irak dispose, lui aussi, depuis plusieurs années de missiles Frog et Scud, et que Cuba est équipé de cinquante engins Frog.

Israël dispose pour sa part de missiles américains Lance, portant à 110 kilomètres, soit l'équivalent des SS-21. D'autre part, on croit savoir que la gouvernerne de Jérusalem se serait porté candidat pour acquérir et équiper d'ogives classiques une partie des cent huit missiles Pershing-1 A que les Etats-Unis vont évaluer d'Allemagne fédérale dans le cadre de leur prochain remplacement par des Pershing-2. Il est possible que les armées américaines d'Israël soient encouragées, pour appuyer cette demande, des « fuites » sur la prochaine installation de SS-21 en Syrie.

M. T.

Egypte

L'armée s'est largement « occidentalisée » depuis dix ans

Le Caire. — Pour la deuxième année consécutive, depuis l'assassinat du président Sadat, la commémoration de la victoire du 6 octobre 1973 s'est déroulée dans une relative discrétion. Le traditionnel défilé militaire n'a pas eu lieu à la cité El Nasr (banlieue du Caire), ce qui ne signifie pas que l'armée ait été reléguée au second plan.

La modernisation et le maintien du potentiel combattif de cette armée demeurent une des pierres angulaires de la politique du gouvernement, deux ans après l'accession du président Mubarak au pouvoir et dix ans après la guerre d'Octobre. Toutefois, l'armement, les priorités et les objectifs de la plus puissante force de frappe du monde arabe (450 000 hommes et 550 000 réservistes) ont considérablement changé depuis la traversée du canal de Suez et la prise de la ligne Barlev le samedi 6 octobre 1973.

Soviétique pour sa quasi-totalité en 1973, l'armement égyptien a grandement évolué au cours d'une décennie, le matériel d'origine occidentale ayant progressivement supplanté celui de Moscou.

Deux éléments ont principalement joué en faveur de ce changement : le caractère obsolète de l'armement soviétique, peu avancé au niveau de l'électronique, et l'embargo décrété par Moscou sur les pièces de rechange depuis l'abrogation

tion par l'Egypte, en mars 1976, du traité d'amitié et de coopération entre les deux pays.

La prépondérance croissante des armes occidentales est surtout remarquable au niveau de l'armée de l'air où, sur quelque 630 avions de combat, plus de 150 sont américains ou français. Encore moins nombreux que les Mig-17, 21 et 23, Sukhoï-20 et autres Tupolev, les Mirage-V (65) Alpha-Jet (20) F-16 (40) et Phantom (35) n'en constituent pas moins la principale force de frappe de l'armée de l'air égyptienne en 1983. Les seuls appareils non occidentaux acquis par Le Caire au cours de cette période sont 40 F-6 chinois, version modifiée du Mig-19.

Avec la livraison fin 1985 de 20 Mirage-2000 (fin option sur 20 autres), 25 Alpha-Jet, 60 à 80 F-7 chinois (version modifiée du Mig-21) et l'éventuelle acquisition de 40 F-16, les appareils soviétiques auront virtuellement été relégués au rôle de réserves.

La situation est encore plus nette pour les hélicoptères où les Gazelle, Commando, Sea-King, Boeing Vertol, français, britanniques et américains ont supplanté, en nombre et en capacité, la centaine de Mi-6 et 8 soviétiques encore opérationnels.

La défense anti-aérienne, si elle demeure toujours tributaire des SAM-2, 6, 7 et 9 soviétiques, n'en intègre pas moins de nouvelles batteries de missiles Crotale (France) et Hawk (Etats-Unis), tandis que la marine a acquis des vedettes britanniques, des sous-marins italiens et chinois et des batteries de missiles côtiers Otomat (Franco-italien).

Facilités militaires accordées aux Etats-Unis

Même l'infanterie, où la tactique de combat soviétique continue à prévaloir, a entamé le virage vers l'Occident avec l'acquisition de 439 chars M-60A3 (contre 1 500 T-54/55 et T-62 soviétiques) et 1 214 transports de troupes blindés M-113 (le tiers de l'infanterie mécanisée), ainsi que des missiles antichars Milan (France) et Swingfire (produits localement sous licence britannique).

Le virage vers l'Occident s'est aussi opéré au niveau des objectifs militaires et, pour l'état-major égyptien, le danger ne vient plus autant de l'Est (Israël), depuis les accords de paix, que de l'Ouest, c'est-à-dire de la Libye. Plus de 40 000 hommes, 200 chars et 100 avions sont concentrés sur la

frontière avec la Jamahiriya du colonel Kadhafi depuis 1977.

Au niveau stratégique, l'Egypte du président Mubarak continue à accorder des facilités militaires aux Etats-Unis comme l'on bien illustré les manœuvres conjuguées « Bright Star III » en août dernier avec 5 500 parascoutistes américains de la force de déploiement rapide. Ces manœuvres, qui ont déjà eu lieu à deux reprises au cours des vingt-quatre mois de pouvoir du président Mubarak, démontrent que l'Egypte est l'allié sur lequel l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe peuvent compter en cas d'agression. Pour mieux l'illustrer, l'Egypte apporte son aide à l'Irak contre l'Iran en lui vendant pour plus de 1 milliard de dollars d'armes.

Enfin, l'armée a converti une partie de ses effectifs qui se consacrent à des tâches civiles (infrastructure, boulangerie, élevage de poulets, construction, etc.) pour combler la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, grevée par l'émigration vers les pays arabes pétroliers.

Situation explosive à Tripoli contrôlée par le mouvement islamique hostile à la Syrie

De notre envoyé spécial

drillage discret à l'avantage d'éviter des déploiements massifs des miliciens, qui n'entraînent en action que ponctuellement, dès que la nécessité se présente.

C'est ainsi qu'au début de la semaine dernière, les towhid ont occupé le siège du parti communiste situé dans le quartier d'Al Mina, à la suite d'un incident qui avait opposé un de leurs membres à un militant communiste saupenné d'avoir prononcé des propos déshonorants à l'égard de la religion.

Le P.C. libanais, comme la plupart des anciennes formations politiques du Mouvement national, est autorisé à maintenir un bureau à Tripoli. Mais il a été privé de fermer ses autres permanences. Les communistes sont cependant les seuls, en dehors d'Al Towhid et des Chevaliers rouges de Baal Mohsen, à disposer de combattants aguerris. Et les forces palestiniennes de Tripoli, qui sont d'ailleurs très proches du mouvement islamique, ont dû déployer tout leur talent de persécution pour éviter une nouvelle confrontation sanglante. D'ailleurs, estimant cependant qu'une « explication » entre les militants communistes et ceux d'Al Towhid — tous deux pourtant représentés au sein du comité de coordination présidé par M. Rachid Karamé, le chef traditionnel sunnite de Tripoli — est inévitable. Dans certains quartiers de la vieille ville, notamment à Knabbé, fief d'Al Towhid, les murs sont couverts de slogans dénigrant le « communisme athée » et le « matérialisme sans Dieu ».

L'ascension du cheikh Chaabane

Le cheikh Chaabane, qui a créé le mouvement d'unification islamique, était encore, il y a un an, un obscur prédicateur formé à l'université d'El Azhar, au Caire. Ses sermons du vendredi, dans lesquels il stigmatisait aussi bien les « agents de la corruption » dans la société libanaise que les « nouveaux croisés qui souhaitent obtenir de nous, avec leurs avions, ce que les anciens croisés n'ont pu faire il y a mille ans avec leurs épées », l'ont rapidement rendu célèbre à Tripoli. Pour le cheikh Chaabane, les musulmans constituent un ensemble indissociable et « leur ennemi est l'ennemi de Dieu ». C'est ce qu'il explique à longueur de journée à ses disciples et parfois aux journalistes qu'il reçoit dans son appartement plus que modeste du quartier d'Abou-Samra.

Le regard sévère, la barbe pointue et sel (il a cinquante-deux ans), vêtu d'une ample robe, il expose à ses interlocuteurs les objectifs de son mouvement : le retour à l'islam et l'unification du monde islamique sur la base de la pensée islamique. Ennoblant son discours d'innombrables citations tirées du Coran, il affirme « la volonté des musulmans de vivre en tant que musulmans », de même que « les Occidentaux, qui ont envahi notre pays, ont eux aussi, le droit de vivre selon leurs convictions ». « Ils ne doivent cependant pas nous imposer leur idéologie pas plus que nous n'imposons au monde nos propres croyances ».

Le chef du mouvement islamique s'insurge lorsqu'on laisse entendre que les chrétiens pourraient être l'objet de persécutions au Liban. Pour lui, la coexistence avec les chrétiens est possible. Il cite en exemple le sort des communautés chrétiennes de Tripoli (quatre-vingt mille sur un total de quatre cent mille habitants), qui ne sont ni persécutées, ni « courent aucun danger », mais « se comportent en spectateurs pendant que nos fils s'entre-tuent ». Le cheikh Chaabane estime que l'islam protège aussi bien les chrétiens que les musulmans, car il est avant tout « fraternité, miséricorde et justice ». Il pense que le Liban ne s'unira que si les musulmans arrivent à contrôler le pouvoir, car l'islam « est la religion de l'unification ».

Comment expliquer l'irrésistible ascension du cheikh Chaabane dans un pays qui n'est pas traditionnellement religieux et comment a-t-il réussi à réunir sous sa bannière des organisations aussi différentes que les Joumoud Allah (les Soldats de Dieu), représentant diverses tendances des Frères musulmans de Tripoli, la Résistance populaire, un mouvement d'inspiration laïque groupant les sunnites de Tebbané, alliés aux palestiniens, et le Mouvement des jeunes, directement lié au Fath ? Et comment surtout expliquer que Damas, dont l'armée contrôle Tripoli et ses abords, ait pu tolérer que la ville soit placée sous la haute surveillance d'éléments bédouins dont le seul dénominateur commun est d'être anti-syriens ?

La réponse est simple, déclare un homme d'affaires tripolitaïn, lui-même très proche de Damas :

« Les Syriens, ici, sont des mal-aimés. Par leur comportement à la fois maladroit et arbitraire, ils ont perdu la sympathie de la plupart des Tripolitains, à l'exception des quelques vingt mille obscurités de Baal Mohsen, dont une grande partie d'ailleurs ont la nationalité syrienne. Ils n'ont donc pas beaucoup de marge pour choisir leurs alliés. Les towhid leur ont d'ailleurs rendu un immense service en débarrassant Tripoli de leurs principaux ennemis : les baasistes pro-irakiens du docteur Abdel Meguid Rifai et son allié, M. Farouk Mokkadem, chef du Mouvement du 24 octobre, qui représentent du Nord-Liban la tendance favorable aux autorités légales de Beyrouth ».

Une fragile alliance

Il semblerait donc que l'alliance implicite qui lie les islamistes aux Syriens est purement conjoncturelle. En se retirant le 28 juillet dernier de certaines positions stratégiques qu'elle occupait dans Tripoli pour se concentrer aux abords de la ville, l'armée syrienne avait presque donné le feu vert au Towhid, l'autorisant à éliminer ses adversaires, qui étaient aussi les siens. Le mois d'août fut mis à profit par les diverses factions rivales, qui s'étaient partagées les positions abandonnées par les Syriens pour se préparer à la bataille. Celle-ci commença le 30 août, sous un prétexte futile, et ne devait durer que quarante-huit heures.

Les towhid étaient trop forts pour leurs adversaires et surtout bien mieux préparés, sous la direction de M. Khalil Accaoui, responsable militaire d'Al Towhid. Ce dernier est très proche de M. Arafat, puisqu'il avait été le chef de la résistance populaire mise sur pied par les Palestiniens il y a deux ans.

Les troupes du cheikh Canaan Nagy, commandant du secteur d'Abou-Samra, fief du Baas pro-irakien, sifflent d'assaut les bureaux et la résidence du docteur Abdel Meguid. Rapidement, toutes les permanences de Tripoli du Baas pro-irakien tombaient les unes après les autres ou bien se ralliaient au mouvement d'unification islamique. Du haut de la citadelle de Saint-Gilles, qu'il avait occupée après le départ des Syriens, M. Farouk Mokkadem, isolé par la défaite de ses alliés, jugea plus prudent de capituler sans essayer de se battre contre des forces qui, manifestement, lui étaient de loin supérieures. Il fallut quand même remettre la citadelle aux forces de sécurité intérieure, mais les towhid investirent aussitôt le château et hissèrent à son sommet le drapeau islamique en signe de victoire, de paix et, peut-être aussi, de défi à l'égard des « nouveaux croisés ».

Depuis, Al Towhid, qui n'a pas mis en cause l'autorité politique de M. Rachid Karamé, est le principal responsable de la sécurité à Tripoli. Il a jusqu'à présent réussi pleinement dans sa mission, malgré quelques « bavures », dont une interférence à l'armement lourd qui a opposé dans la nuit de mardi à mercredi 5 octobre les islamistes aux milices alaouites (pro-syriennes), situées sur les hauteurs, et qui constituait une véritable épée de Damoclès surplombant la tête des Tripolitains.

Jusqu'à quand l'alliance de facto qui s'est établie entre les Syriens et les towhid durera-t-elle ? Certains affirment qu'elle ne saurait survivre à une éventuelle confrontation syro-palestinienne dans la région de Tripoli. Répondant mardi à nos questions, le cheikh Saïd Chaabane a affirmé que, dans ce cas, ses troupes s'interposeraient entre les belligérants pour mettre fin aux combats. Il n'a cependant pas caché que ses sympathies allaient aux Palestiniens, « opprimés depuis 1948, massacrés en Jordanie, puis au Liban », et qui ont « le droit à la vie autonome que le peuple israélien ». Le cheikh Chaabane s'est montré sévère à l'égard de la Syrie, du régime, a-t-il dit, « ne veut guère mieux que ceux de l'Egypte, de l'Irak, de la Jordanie et des autres pays arabes, qui sont tous des créations de l'impérialisme ». S'adressant apparemment aux dirigeants de Damas, il a ajouté : « Pourquoi toutes les concentrations de troupes dans le nord du Liban, alors que les Israéliens se trouvent bien loin ? Qui donc la Syrie veut-elle combattre ? Elle veut combattre son propre peuple. Pour le compte de qui ? Pour le compte de l'Amérique et d'Israël ».

Cette prise de position violemment antisyrénne, la première en son genre faite publiquement par le cheikh, risque de précipiter une confrontation entre le mouvement islamique et les Syriens, qui avaient toléré jusqu'à présent, voire encouragé, ses activités. Une guerre syro-palestinienne ne manquera pas dans ces conditions d'embraser la ville de Tripoli.

JEAN GUEYRAS.

DIPLOMATIE

**Un commentateur soviétique
répond de manière plus nuancée
aux propositions de M. Reagan
sur les armements stratégiques**

Alors que M. Rowny, chef de la délégation américaine aux conversations pour la réduction des armements stratégiques (START), expose officiellement à ses homologues soviétiques les nouvelles propositions du président Reagan visant à diminuer progressivement le nombre des ogives nucléaires (*le Monde* du 6 octobre) l'agence soviétique Novosti affirme qu'il est encore difficile d'évaluer en détail les propositions de M. Reagan en raison de trop nombreuses « formules vagues », mais reproche au président américain de vouloir « se constituer un arsenal stratégique plus petit en nombre tout en disposant d'un effet beaucoup plus déstabilisant ». M. Semelko note ensuite que le déploiement des euromissiles de l'OTAN « serait un moyen de contourner un accord sur la limitation des armes nucléaires », car, ajoute-t-il, « les systèmes nucléaires américains avancés situés près des frontières de l'U.R.S.S. et de ses alliés ont un caractère stratégique. Par conséquent la proportion de ces systèmes avancés dans l'équilibre stratégique entre les parties augmenterait considérablement si le nombre des lanceurs stratégiques était réduit ». Enfin l'agence soviétique estime « inutile » de fusionner

les deux négociations de Genève sur les armements intercontinentaux (START) et intermédiaires (F.N.I.), en raison des positions adoptées par les Etats-Unis dans l'une et l'autre.

A La Haye, d'autre part, l'Assemblée de l'Atlantique nord, qui regroupe des parlementaires de tous les pays de l'alliance, a invité « instamment », dans une résolution adoptée jeudi 6 octobre, les gouvernements de l'OTAN à œuvrer pour « une réduction unilatérale du nombre total des armes nucléaires de courte portée déployées en Europe ». Cette idée, qui pourrait faire l'objet d'une proposition de décision de la part du groupe consultatif spécial de l'OTAN à la fin de ce mois, rejoint, dans le domaine des armes tactiques, celle de la « construction destructrice » que M. Reagan a fait sienne en ce qui concerne les armements intercontinentaux. Elle pourrait d'autant plus s'appliquer aux armes à courte portée — au nombre de six mille actuellement en Europe — que beaucoup d'entre elles, selon l'Assemblée atlantique, sont « périmées et n'apportent donc plus de contribution significative à la dissuasion ». Au cours de la même discussion, la délégation parlementaire française a repoussé un amendement sur la bombe à neutrons et insisté pour introduire dans un projet de résolution sur les euromissiles un amendement précisant que les forces françaises et britanniques « ne peuvent être concernées par ce débat ». — (A.F.P., A.P.)

M. Mauroy entre au conseil de présidence des villes jumelées

En cours de la vingt-neuvième session du conseil international de la Fédération mondiale des villes jumelées-citoyennes (F.M.V.J.), qui s'est tenu récemment à Lille, M. Pierre Mauroy a été coopté comme membre du conseil de présidence de l'organisation.

Outre la désignation du premier ministre, le conseil a entériné deux autres mouvements : M. Jean-Marie Bressand a été élu président délégué à l'organisation et aux finances à M. Giulio Dolci, vice-président du conseil régional du Val d'Aoste (Italie), et le maire de Rabat, M. Badreddine Smouli, ancien ministre, a été élu membre du conseil de présidence. M. Bressand aura désormais, à la tête de la F.M.V.J., le titre de président délégué fondateur. Le président mondial de la Fédération est M. Henrique Tierno Galvan, maire de Madrid.

Le choix de M. Mauroy pour compléter le conseil de présidence de la F.M.V.J. ne relèverait de la simple courtoisie (l'un de ses prédécesseurs à Matignon, M. Chaban-Delmas, présida en son temps la Fédération) voire de la prudence budgétaire, s'il ne s'inscrivait dans la longue lutte d'influence qui oppose, au sein du mouvement des villes jumelées, M. Gaston Defferre — très lié au conseil des communes d'Europe — à l'état-major des cités unies,

et singulièrement à M. Bressand. Le maire de Marseille, de même que beaucoup d'élus sociaux-démocrates ouest-allemands, reprochent entre autres choses à la F.M.V.J. d'avoir organisé de nombreux jumelages avec des villes des pays de l'Est ou du tiers-monde, dont les responsables municipaux ne sont pas désignés par des élections libres et pluralistes.

En s'assurant la bienveillance du premier ministre, le fondateur du mouvement des villes jumelées peut espérer limiter, au sein du gouvernement, mais aussi du P.S. (auquel sont liés de nombreux maires étrangers par l'intermédiaire de l'Internationale socialiste), les effets de l'opposition du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation à son mouvement. Un premier signe encourageant pour la F.M.V.J. : M. Mauroy, dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion à Lille, a souligné que les organisations internationales non gouvernementales (O.I.N.G.) constituent « un progrès irréversible », que le gouvernement français « fera ce qui est en son pouvoir » pour favoriser. Il a même indiqué que, s'agissant de la F.M.V.J., il conviendrait peut-être d'« aller plus loin » en la dotant d'une structure « plus conforme à son vocation, à sa dimension et à son rayonnement international ». — (A.F.P., A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

• **TIRANA RECONNAÎT LE RÉGIME DE PHNOM-PENH.** — L'Albanie a reconnu la République populaire du Kampuchéa comme étant « le seul gouvernement légitime du Cambodge », a annoncé, jeudi 6 octobre, l'agence albanaise Ata. Le dirigeant albanaise M. Enver Hoxha, qui avait auparavant reconnu et soutenu le gouvernement khmer

rouge, a adressé un message à M. Heng Samrin, chef de l'Etat du régime prôvenantien, l'assurant de son total appui et dénonçant « les crimes monstrueux commis par la bande criminelle de Pol Pot et de ceux qui lui accordaient leur appui », c'est-à-dire les Chinois. — (A.F.P.)

Suisse

• **FIN DU PROCES DE LA PRISE D'OTAGES DE L'AM-**

ASIE

Inde

APRÈS DEUX GRAVES ATTENTATS

Le gouvernement fédéral prend en charge l'administration du Pendjab

De notre correspondant

New-Delhi. — Le président Zail Singh a signé jeudi soir 6 octobre une proclamation plaçant l'Etat du Pendjab sous le contrôle direct du gouvernement fédéral, après une attaque particulièrement meurtrière d'extrémistes sikhs. Dans la journée de jeudi, des militants « durs » du mouvement sikh avaient pris d'assaut le train Delhi-Amritsar ainsi qu'un autocar assurant la liaison entre la capitale indienne et la ville sainte du Pendjab. Au total, ces deux incidents auraient fait neuf morts, dont un membre des forces de sécurité.

Alors que la situation dans l'Etat se dégradait au long de la journée, le gouvernement de M. Gandhi a eu recours à l'article 356 de la Constitution indienne, qui autorise le gouvernement central à suspendre l'assemblée régionale d'un Etat où l'ordre public ne peut plus être assuré. Les pouvoirs présidentiels prennent effet immédiatement après le renvoi du gouvernement régional de M. Darbara Singh, rappelé à La Nouvelle-Delhi « pour consultation ».

M. Gandhi a ainsi été poussé au fond de l'impasse. Toutes les tentatives de son gouvernement pour trouver une solution à l'agitation sikh au Pendjab se sont épuisées à l'indignation des dirigeants de l'Akali Dal, la principale organisation sikh. Le président en exercice de l'Akali Dal, Sant Harchand Longowal, a approuvé la décision du premier ministre, dans la mesure où celle-ci répond à sa revendication majeure, le renvoi de M. Darbara Singh. Pour le mouvement sikh, qui condamne les violences d'hier, le gouvernement central de M. Gan-

dhi est ainsi placé devant ses responsabilités.

La mesure prise par La Nouvelle-Delhi représente un échec pour la politique du premier ministre, qui a toujours cherché à ménager cet Etat prospère et influent. Depuis le début de l'année, la situation n'a cessé de se détériorer et la violence de croître. L'Akali Dal se révèle incapable de contrôler les éléments les plus fanatiques de ce mouvement politico-religieux, tels les nihalang. Il y a deux jours, la police a procédé à l'arrestation de deux dirigeants de factions considérées comme extrémistes de l'Akali Dal, MM. Jagdev Singh Tal-Pendjab et Sukhjit Singh, en plus du rédacteur en chef de l'Akali Paritika, accusé de répandre la « haine communautaire ».

Ce serait ce débordement du cadre simplement nationaliste sikh dans les eaux troubles du « communisme » — les neuf personnes assassinées de jeudi appartenant à la communauté hindoue — qui aurait poussé M. Gandhi à présenter au président Zail Singh la proclamation lui permettant, d'après la Constitution, de prendre directement en main les affaires de l'Etat.

Beaucoup d'Indiens verront dans la décision du premier ministre le signe qu'elle veut en finir avec une crise qui ne cessait de devenir plus sanglante et plus complexe. La suspension du régime parlementaire au Pendjab survient à un moment où dix-sept partis d'opposition sont réunis dans la capitale du Cachemire, Srinagar, afin de débattre « de la lente érosion des pouvoirs accordés aux gouvernements régionaux depuis que M. Indira Gandhi a été élue en janvier 1980 ». (Interim).

Pakistan

Les avocats manifestent à Lahore contre le régime militaire

Aux cris de « Zio est un traître », « Il faut sauver le Pakistan ! » quelque deux mille avocats ont sorti, jeudi 6 octobre, la province du Pendjab de sa léthargie politique, en organisant à Lahore la première grande manifestation de rue près de deux mois après le lancement de la campagne d'agitation contre le régime militaire.

Accompagnés de plusieurs centaines d'opposants (étudiants, militants syndicalistes), les avocats, en robe ou costume noir, ont défilé de la Haute Cour au siège du quartier général de la loi martiale, sur la principale artère de Lahore. Les forces de l'ordre ont préféré éviter la confrontation en laissant la manifestation se dérouler dans le calme.

Avant de regagner la Haute Cour, où ils tenaient leur convention nationale annuelle, les avocats ont interrompu leur défilé pour prier à la mémoire « de leurs frères et sœurs » de la province du Sind « tombés sous les balles de l'armée » au cours des dernières semaines.

A l'issue de leur convention, les avocats ont adopté une résolution appelant « tous les partis politiques à intensifier leur lutte et à s'étendre à tous les coins du pays », afin de tirer le Pakistan de « la situation extrêmement dangereuse pour son intégrité » provoquée par la révolution militaire dans les campagnes du Sind. Ils ont également exigé « la restauration immédiate de la Constitution parlementaire de 1973, la levée de la loi martiale, la tenue d'élections dans un mois et la libération de tous les prisonniers politiques ».

Jusqu'alors, l'agitation antigouvernementale dans la province du Pendjab, la plus riche et la plus peuplée du pays, et dont sont issus les principaux cadres de l'armée et de l'administration, s'était limitée aux arrestations volontaires quotidiennes de militants et de politiciens d'opposition à Lahore et dans quatre autres villes.

Rien ne permet toutefois d'affirmer que l'élan donné à la contestation, jeudi à Lahore, par les avocats, opposants de la première heure au régime de la loi martiale, débouchera sur une mobilisation populaire en faveur de la démocratie. La campagne d'agitation donne, après huit semaines, des signes d'essoufflement. La veuve de l'ancien premier ministre Ali Bhutto a cependant renouvelé son appel au mouvement dans un communiqué rendu public jeudi à Londres. — (A.F.P.)

Egypte

• **ELECTIONS.** — Le parti national démocratique du président

AMÉRIQUES

Deux cent soixantième manifestation devant l'ambassade d'Argentine à Paris

On continue...

Qu'il pleuve ou qu'il vente, ils sont quelques-uns à n'avoir pas manqué une seule fois la manifestation hebdomadaire devant l'ambassade d'Argentine, depuis le 5 octobre 1978. Quelques mois avant cette date, à Buenos-Aires, des milliers de « disparus » avaient décidé de se retrouver tous les jeudis après-midi au pied d'un obélisque qui se dresse devant la Casa Rosada, la présidence de la République. La pire période de la répression militaire était passée, mais l'Argentine, traumatisée, n'osait pas encore la savoir. Aussi les « mères » ont-elles été, pendant un temps, la conscience de ce pays de vingt-cinq millions d'habitants, criant en silence leur refus de l'oubli, quand tous faisaient encore le gros dos.

C'est pour témoigner leur adhésion aux « folles » de la place de Mai (les qualificatifs dédaigneusement lancés par un journaliste de la télévision argentine devant rapidement populaire), qu'un petit groupe de militants socialistes français décide de convoquer toutes les semaines une manifestation silencieuse à l'angle de l'avenue Kléber et de la rue Cuvier, où est située l'ambassade d'Argentine à Paris.

Le 6 octobre était la deux cent soixantième de ces rendez-vous. Le fait qu'une dizaine de Françaises et de Français, dont deux religieuses, ont eux aussi « disparu » en Argentine a contribué à souder le noyau permanent de manifestants. L'Association des chrétiens contre la torture (ACAT) est rapidement devenue un autre pilier des « mères du jeudi » devant l'ambassade d'Argentine. Des hommes politiques de gauche ou d'extrême gauche, des syndicalistes, des artistes, des intellectuels, ont participé, semaine après semaine, à la démonstration silencieuse. Réunies des organisations : si, au début, la manifestation était honorée de la participation de témoins, il ne devait ensuite honorable d'y être vu !

Le jeudi 6 octobre, une partie plus subtile se jouait. Yves Montand était là, avec Simone Signoret. Il y avait aussi un cardiologue, Léon Schwartzberg, l'écrivain André Glucksmann, MM. Pompidou et Baraban, secrétaire général de la FEN et du Syndicat national des instituteurs, le philosophe Michel Foucault, le chanteur Balavoine, l'écrivain argentin Julio Cortázar, trois députés socialistes... Après ses déclarations fracassantes sur le thème « le goulet, voilà l'enfer », Yves Montand était donc venu devant l'ambassade d'un pays qui est la mauvaise conscience de l'Occident ! Dans un aparté remarqué, M. Véronique Neizert, député (P.S.), entreprit bien de convaincre le chanteur que l'on doit toujours être attentif à « la capacité de récupération de la droite ». Mais Yves Montand n'était pas venu à Canossa. Il persiste et signe : « C'est votre long silence sur l'Est qui a fait le jeu de la droite ».

Le 30 octobre, les Argentins ont leurs urnes. Péronistes, radicaux ou gouvernement d'union nationale ? Les civils devraient succéder aux militaires à la Casa Rosada. Les généraux de Buenos-Aires ont eu beau s'autocensurer, à y a quelques jours, nul n'imaginait que l'affaire des « disparus » sera si enterrée (si l'on ose écrire) par un gouvernement démocratique. Alors va-t-on continuer à manifester à Paris ? L'organisateur, M. Pierre Berdis, président du Club des droits socialistes de l'homme, avait cru pouvoir annoncer que la manifestation allait cesser. Mais les parents des « disparus » ne l'ont pas entendu de cette oreille : tant qu'un gouvernement argentin, quel qu'il soit, n'aura pas donné des éclaircissements sur le sort de ces milliers de personnes dont nul n'a plus de nouvelles, il faut continuer. Alors, on continue...

JEAN-PIERRE CLERC.

Cuba

M. Bofill a été interné dans un hôpital psychiatrique

M. Bofill, l'opposant cubain arrêté le 24 septembre dernier après avoir reçu deux journalistes français à son domicile (*le Monde* du 29 septembre), a été interné à l'hôpital psychiatrique Mazzorra de La Havane, dans la section des internés politiques.

C'est ce que l'épouse de ce dernier vient de révéler à l'organisation internationale de la résistance. Ancien vice-doyen de la faculté des sciences de La Havane, ancien professeur de marxisme, M. Bofill avait été arrêté une première fois à l'université pour s'être indigné des violations de droits de l'homme à Cuba. Il avait été condamné à dix ans de prison pour « diversion idéologique » et libéré au bout de cinq ans. Arrêté une nouvelle fois, et relâché il y a environ un an, il avait tenté plusieurs démarches auprès de personnalités françaises en visite à Cuba et s'était même réfugié en avril dernier à l'ambassade de France, qu'il avait quittée après que

l'ambassadeur eut reçu l'assurance que ses autorités cubaines que le fugitif ne serait pas inquiété.

L'Internationale de la résistance, qui donne ces précisions, ajoute que, dans une lettre datée du 28 septembre, M. Bofill écrit que les représailles contre son mari « font suite aux innombrables démarches des organismes internationaux en sa faveur ».

• **Dispersion d'une manifestation au Chili.** — La police antiterroriste a fait usage de ses armes, le mercredi 5 octobre, pour disperser environ dix mille jeunes gens qui manifestaient dans le centre de Santiago en criant : « La démocratie, dès maintenant ! ». Après avoir brûlé un portrait du général Pinochet, les manifestants avaient tenté de marcher sur le palais présidentiel. Il y a eu douze blessés, selon les témoins. — (I.U.P.)

Italie

• **LE GRAND MAÎTRE DE LA FRANC-MACONNERIE EN ETAT D'ARRESTATION PROVISOIRE.** — Le général Giovanni Ghinazzi, grand maître de la franc-maçonnerie italienne, a été mis jeudi 6 octobre en état d'« arrestation provisoire » (équivalent de la garde à vue) pour témoignage réticent, alors qu'il déposait devant la commission parlementaire d'enquête sur la loge P2 de Licio Gelli. — (A.F.P.)

Tchad

• **LE RAPATRIEMENT DU CORPS DU COMMANDANT GALOPIN.** — M. René Galopin,

frère du commandant Pierre Galopin, négociateur français dans l'affaire Claustre, assassiné en 1975, a été reçu, mercredi 5 octobre, par le colonel Kanouké, vice-président de l'ancien GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) du Tchad, de M. Goukouni Oueddei. Au cours de cet entretien, qui s'est déroulé à Paris, M. Kanouké a réitéré la proposition du GUNT de remettre le corps du commandant Galopin à sa famille, précisant toutefois que ce transfert ne saurait s'effectuer par « N'Djamena ou par le corps expéditionnaire français au Tchad ».

Timor

• **LE C.I.C.R. SUSPEND SON AIDE À TIMOR.** — Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé mercredi 6 octobre qu'il suspendait ses activités humanitaires dans le territoire du Timor oriental, annexé par l'Indonésie en 1976, à la suite des restrictions apportées par les autorités indonésiennes au déplacement de ses délégués. Rappelons que les activités militaires ont repris à Timor depuis le mois d'août. — (A.P.)

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

« Russia's nouveaux riches »

This week The Economist looks at how rich people can be in Russia.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

4001001500

manifestation
d'Argentine à Paris
continue...

Le mardi 6 octobre, une manifestation a eu lieu à Paris, organisée par le Centre d'information Ecureuil. Elle a été marquée par la présence de nombreux participants, dont des représentants de la communauté argentine. Les organisateurs ont souligné l'importance de cette manifestation pour sensibiliser le public français aux problèmes de la démocratie en Argentine.

Un été interné en psychiatrie
Un homme de 45 ans, originaire de Tunisie, a été interné de force en psychiatrie pendant plusieurs semaines. Ses proches ont dénoncé cette mesure comme une violation de ses droits fondamentaux.

Un homme de 45 ans
Un homme de 45 ans, originaire de Tunisie, a été interné de force en psychiatrie pendant plusieurs semaines. Ses proches ont dénoncé cette mesure comme une violation de ses droits fondamentaux.

Timor
Le Timor oriental continue d'être le théâtre de tensions militaires. Les forces indonésiennes maintiennent leur présence dans la région, malgré les appels à la paix.

Un homme de 45 ans
Un homme de 45 ans, originaire de Tunisie, a été interné de force en psychiatrie pendant plusieurs semaines. Ses proches ont dénoncé cette mesure comme une violation de ses droits fondamentaux.

1550

AMÉRIQUES

LA VIGOUREUSE IMMIGRATION HAITIENNE AUX ÉTATS-UNIS

II. — Une opposition importante mais divisée

De notre correspondante NICOLE BERNHEIM

Près de cinq cent mille Haïtiens ont émigré aux États-Unis. Intellectuels ou pauvres paysans, ils sont conscients et fiers de leur spécificité ethnique, linguistique et culturelle, mais à leur retour en Haïti, ils se trouvent en face d'une société américaine et à se définir par rapport au régime Duvalier.

(Le Monde du 6 octobre.)
New-York, les Haïtiens vont-ils se fondre dans le melting pot américain ? La réponse ne peut être qu'ambiguë : arrivés aux pieds de la statue de la Liberté, les fils de Toussaint Louverture se sont retrouvés flottant entre deux mondes : le noir et le blanc. Et plus d'un orgueilleux rejeton de grande famille mulâtre a eu la douloureuse surprise de se retrouver noir de ce côté-ci de l'eau.

Le racisme latent des Américains de la communauté blanche, mais l'assimilation à la communauté noire n'a pas été plus facile : les Haïtiens, même pauvres, ont refusé de vivre dans les ghettos, dont la violence et l'anarchie les ont effarés. Le psychisme tourmenté des Américains de couleur leur a souvent paru inintelligible. Expériences faites, les Haïtiens admettent aujourd'hui, mineurs, « mi-nonn-patissants ».

Après ce que les Noirs américains ont subi, s'ils n'étaient pas paranoïques, ils seraient complètement fous. An fil des années, une nouvelle compréhension est née entre les deux communautés. Les Haïtiens ont été reconnus comme des leaders noirs américains, de prendre fait et cause pour les « boat-people », même s'il entrerait pas mal de démagogie dans les exhortations qu'un Jesse Jackson lançait, il y a deux ans, à Miami. Les jeunes Haïtiens élevés aux États-Unis commencent à s'intéresser au mouvement noir américain et pourraient y jouer un jour un rôle important, comme l'ont fait, dans les années 60, les militants venus d'autres pays caribbes tels que Stokely Carmichael ou Shirley Chisholm.

Rivalités et soupçons

Mais la grande masse des immigrants haïtiens rêve de retourner au pays, certains l'ont périodiquement, et c'est l'une des raisons, sans doute, pour laquelle, bien qu'en immense majorité anti-Duvalieriste, la communauté reste prudente : elle redoute un refus de visa d'entrée et surtout des représailles possibles contre les familles. Des rumeurs incontrôlables assurent que les « macoutes » surveillent les organisations d'opposants et, depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan, évaluent des informations avec la C.I.A. sur les voyages des militants dans les coins « chauds » de l'Amérique latine ou de la Caraïbe.

Succès ! Invitation gratuite.
Si vous avez les ces signes, S.D.I. (SUCCESS DEVELOPMENT INSTITUTE) vous invite à participer GRATUITEMENT, avec votre conjoint et vos amis, à une soirée enthousiasmante, inoubliable, le MERCREDI 12 OCTOBRE. Lors de cette conférence passionnante, vous découvrirez comment chacun peut parler avec aisance en toutes circonstances, développer mémoire et confiance en soi, acquiescer à ses succès, d'une plus grande réussite dans la vie professionnelle, sociale et familiale. Cette conférence aura lieu au Centre PERSONA, 22, rue Royale, 75008 Paris, de 18 h 45 à 20 h 45, le 12 octobre. Renseignements : (1) 383-87-72.

Pourtant, un formidable potentiel d'opposition existe aux États-Unis et au Canada, qui ont, au fil des années, accueilli les vagues successives d'émigrés politiques ou d'expulsés. Mais c'est aussi un autre motif de divisions, chaque « vague » soupçonnant la suivante d'avoir entretenu des relations trop complaisantes avec l'ennemi.

A gauche, on accuse les représentants de l'ancienne élite du pays de ne rêver de renverser le régime Duvalier que pour le remplacer par un autre qui lui permettrait de renouer avec la bonne vie d'antan. Le malheur de cette opposition-là, dit-on, est qu'elle n'est pas « prête à payer le prix d'une véritable libération d'Haïti ».

M. Frank Laraque, professeur d'études noires au City College de New-York, estime pourtant que la gauche s'est renforcée dans l'émigration grâce aux contacts avec le mouvement noir américain et les mouvements de libération nationale du tiers-monde. Mais elle est handicapée par la fragmentation des tendances, l'absence de partis politiques et de syndicats forts à Haïti et le manque de ressources financières.

La situation d'allié privilégié que l'administration Reagan confère au régime Duvalier rend la tâche de l'opposition encore plus difficile, bien que la vraie reprise en main du pays par les Américains date, estime-t-elle, de l'administration Nixon et de l'arrivée au pouvoir de M. Jean-Claude Duvalier.

Jusqu'à quel point l'administration Reagan est-elle prête à « couvrir » les exactions du régime de Port-au-Prince ? Ce n'est pas clair. Gênés par les multiples rapports attestant que l'élite internationale considérable qu'Haïti reçoit sert essentiellement à assurer un train de vie fastueux aux dignitaires du gouvernement, les Américains semblent avoir, plusieurs fois, envisagé de remplacer M. Duvalier. C'est peut-être le sens qu'il faut donner à la folle tentative de débarquement à Haïti, au début de l'année 1982, de M. Bernard Sansario, un garagiste de Floride, sorti d'une école militaire américaine, et membre d'une famille jadis massacrée par François Duvalier.

Le rôle « révolutionnaire » de la diaspora

Cette opération ubuesque, dont la rumeur s'était, d'une façon incroyablement, répandue plusieurs semaines à l'avance, mais qui ne s'en est pas moins terminée d'une façon sanglante pour une petite poignée de partisans, n'aurait sans doute pu avoir lieu sans la bénédiction tacite de Washington... qui n'a pas hésité à abandonner son « poulain » lorsque son échec est apparu certain.

Divisée, hésitante, plus rieuse en personnalités brillantes qu'en leaders potentiels, l'opposition en exil a cependant, estimant nombre de ses représentants, aidé à accomplir une tâche essentielle : rendre inacceptable le régime Duvalier aux yeux de l'opinion internationale.

ble le régime Duvalier aux yeux de l'opinion internationale.

C'est un peu le point de vue de M. Jean Dominique, l'ancien propriétaire de Radio-Haïti, expulsé avec une charrette d'autres journalistes à l'autunno de 1980. Pour M. Dominique, une certaine opposition de gauche fut complètement fautive route en croyant que ses « discours marxistes ou castristes touchent l'opinion en Haïti ». Radio-Haïti avait plus d'impact révolutionnaire, assure-t-il, lorsqu'il a commencé ses reportages en créole dans les campagnes. C'est là qu'il a appris comment les « macoutes » opéraient pour forcer les petits agriculteurs à renoncer à leur titre de propriété au profit de dignitaires du régime qui aspirent à devenir de grands propriétaires. Des histoires, signale M. Dominique, que l'administration Reagan a toujours récuses lorsqu'un a tenté de lui faire admettre que les « boat-people » étaient des réfugiés politiques.

Pour l'ancien responsable de Radio-Haïti, la diaspora haïtienne qui revient périodiquement au pays, les bras chargés de cadeaux et la bouche pleine des merveilles d'une société libre et prospère, peut avoir, à terme, le même impact « révolutionnaire » auprès des masses haïennes que les Cubains de Floride lorsque Castro eut l'imprudence de les laisser venir rendre visite à leurs familles : deux ans après, commençait l'exode des « boat-people » cubains...

FIN

UNE SÉRIE AMÉRICAINE TÉLÉVISÉE SUR LA GUERRE DU VIETNAM

Une épreuve dure mais salutaire

De notre correspondante

était une noble cause... nous ne laisserons plus jamais nos soldats combattre dans une guerre que le gouvernement n'est pas décidé à leur laisser gagner.

Quelques épisodes mal connus...

P.B.S. n'est pas davantage élimable pour l'Indochine des Français : des images de la famine du début du siècle attestant que l'« exploitation » n'était pas un vain mot. On apprend aussi, au passage, quelques épisodes mal connus de l'occupation japonaise : notamment comment un général anglais, faisant peu confiance aux quérillers du Vietnam, qui avaient pourtant aidé les Alliés, décide, pour rétablir l'ordre, de réarmer les Japonais qu'il venait de faire prisonniers. Les Américains des services de renseignement, eux, s'intéressaient beaucoup à cet Ho Chi Minh qui paraissait très populaire. Ils le savaient communiste, mais ne s'en inquiétaient pas, jugeant que le nationalisme était son sentiment le plus profond. Pour

P.B.S., le grand gâchis est surtout venu de la méconnaissance totale qu'avaient les Américains d'un peuple qui se battait depuis si longtemps, et de leur ignorance des méandres du mouvement communiste mondial.

Deux millions cinq cent mille G.I.s ont combattu au Vietnam. Cinquante-huit mille y sont morts, dont les noms sont écrits en lettres d'or sur le marbre noir du gigantesque monument sur le Mall, de Washington. Ce qui risque de choquer la plus le public américain — outre les séquences de combats sanglants, — c'est l'opposition entre la déchirure de certains témoins et la bonne conscience à toute épreuve des Vietnamiens du Nord satisfaits d'avoir gagné leur « guerre patriotique ».

Pour Stanley Karnow, l'épreuve sera dure, mais elle peut aider à faire la lumière sur bien des points obscurs de la politique américaine. Il est cependant peu probable que l'administration Reagan apprécie ces minutes de vérité, alors que l'opinion comme le Congrès s'appuient sur l'exemple catastrophique du Vietnam pour refuser toute nouvelle aventure militaire.

N. B.

LAENNEC (1781-1826)
Un numéro spécial de la Revue du Palais de la Découverte édité à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Laennec, la seule publication des conférences présentées au colloque du Collège de France.
Laennec professeur au Collège de France, Laennec médecin, Laennec humaniste parisien, la diffusion française de l'œuvre de Laennec
346 pages - Franco France 48,50 F - Franco Étranger 62,00 F
Palais de la Découverte, av. F.-D. Roosevelt, 75008 PARIS

LOUIS VUITTON
MALLÉTIER À PARIS
MAISON FONDÉE EN 1854

Le magasin Louis Vuitton,
78 bis avenue Marceau 75008 Paris,
sera exceptionnellement fermé les
lundi 10 octobre, mardi 11 toute
la journée et mercredi 12 matin.
Réouverture mercredi 12 octobre à partir
de 14 h 15. Il sera exceptionnellement ouvert
le samedi 15 octobre (de 9 h 15 à 12 h 45 et
de 14 h à 18 h 30).

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 355-66-00

Ouvrant du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h

Métro Parmentier
Parking gratuit.
Catalogue gratuit sur demande

"JE VEUX CHOISIR AUJOURD'HUI MES REVENUS DE DEMAIN."

COMPTE LE PARGNE L'ÉTRAITÉ UAP CAPITALISATION

VOUS CHOISISSEZ CE QUE VOUS VERSEZ. CHAQUE ANNÉE VOUS SAVEZ CE QUE VOUS TOUCHEREZ.

Ouvrez votre CODEVI chez l'Ecureuil. C'est votre intérêt !

renseignez-vous

allo ! 522.95.00

Centre d'Information Ecureuil
13, Pl. du Havre (St-Lazare) 75008 Paris

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

Jean Pierre Changeux

L'homme neuronal

Fayard le temps des sciences

Le bilan de vingt ans de découvertes aussi révolutionnaires que celle de l'arme en physique, au début du siècle, ou celle du code génétique dans les années cinquante. Il constitue un manifeste.

Gérard Bonnot, Le Nouvel Observateur

On n'avait sans doute jamais tenté une synthèse aussi ambitieuse de nos connaissances sur le cerveau, ni formulé des hypothèses aussi audacieuses sur la réalité matérielle du psychisme.

Dominique Simonnet, L'express

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre L'épave de la Terre • Antoine Danchin L'eau et le monde • Emile Henocq Un monde de vieilles • François Jacob Le jeu des protéines • Marc Jeannerod Le cerveau machine • André Leroi-Gourhan Le feu du temps • André Leroi-Gourhan L'économie vivante • André Lwoff L'œuf et le germe • Philippe Meyer L'homme et le monde • Claude Olleventein Dans le monde de la vie • Jacques Ruffin Le monde de la vie • Daniel Widécher Les logiques de la dépression

Fayard

POLITIQUE

Le Sénat ne se « radicalise » pas affirme M. Poher

La « radicalisation » du Sénat n'est pas réelle : elle serait en tous les cas la « négation » de la Haute Assemblée : en tenant ces propos, jeudi 6 octobre, M. Alain Poher justifiait, a posteriori, la décision prise par la majorité sénatoriale de ne s'attribuer qu'une seule des deux présidences de commission que détenaient les socialistes. Pour compenser la perte de son poste de questeur, le groupe R.I. revendiquait pour l'un des siens une seconde présidence de commission. Fort de l'augmentation de ses effectifs, le groupe R.P.R. faisait valoir qu'il était, lui aussi, en droit d'exiger l'attribution d'une seconde présidence. L'annonce d'une solidarité U.D.F. au palais du Luxembourg et le souci de ne pas adopter le comportement « dur et intransigent » reproché à la gauche se sont conjugués pour permettre le respect d'un certain pluralisme à la tête des commissions permanentes.

Quant aux choix laissés par la majorité sénatoriale aux socialistes entre le maintien de M. Eckhoutte ou

celui de M. Schwint à la présidence d'une commission, il est apparu comme un geste « gratuit ». La majorité sénatoriale ne doutait pas que la faveur irait au premier, élu de Haute-Garonne, c'est-à-dire du même département que le président du groupe socialiste, M. Méric, plutôt qu'au second, sénateur rocardien du Doubs. Elle se trouvait, ainsi, satisfaite de ne plus voir la commission des affaires sociales présidée par un socialiste.

Pour son discours de rentrée, M. Poher a rappelé à ses collègues que le Sénat se devait de « faire connaître clairement son point de vue », de participer « à l'œuvre législative avec le souci de faire de bonnes lois, c'est-à-dire des lois républicaines et non pas des lois partisans ». « Nécessité impérieuse » pour le Sénat, le « débat démocratique » exige, a expliqué le président de la Haute Assemblée, « le respect scrupuleux des institutions » et implique « la stabilité des équilibres ». — A. Ch.

Les bureaux des commissions

AFFAIRES CULTURELLES

Président : M. Léon Eckhoutte (P.S., Haute-Garonne).

Vice-présidents : MM. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), Adrien Gouteyron (R.P.R., Haute-Loire), Michel Miroudot (R.I., Haute-Saône), M^{me} Brigitte Gros (Gauche dém., Yvelines).

Secrétaires : MM. James Marson (P.C., Seine-Saint-Denis), Jacques Habert (n.l., Français de l'étranger), Jacques Carat (P.S., Val-de-Marne) et René Tinant (Un. cent., Ardennes).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN

Président : M. Michel Chauby (R.P.R., Loire-Atlantique).

Vice-présidents : MM. Jean Colin (Un. cent., Essonne), Richard Pouille (R.I., Meurthe-et-Moselle), Bernard Legrand (Gauche dém., Loire-Atlantique), Pierre Noé (P.S., Essonne).

Secrétaires : MM. Francisque Collomb (n.l., Rhône), Marcel Daumay (ratt. adm. à l'Un. cent., Ille-et-Vilaine), André Ronvère (P.S., Gard), Raymond Dumont (P.C., Pas-de-Calais).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES DÉFENSE ET FORCES ARMÉES

Président : M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime).

Vice-présidents : MM. Yvon Bourges (R.P.R., Ille-et-Vilaine), Emile Didier (M.R.G., Hautes-Alpes), Pierre Matraja (P.S., Bouches-du-Rhône), Jacques Ménard (R.I., Deux-Sèvres).

Secrétaires : MM. Serge Boucheny (P.C., Paris), Michel d'Aillères (R.I., Sarthe), Francis Palmero (Un. cent., Alpes-Maritimes) et Gérard Gaud (P.S., Drôme).

AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Jean-Pierre Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine).

Vice-présidents : MM. Bernard Lemarié (Un. cent., Côtes-du-Nord), Victor Robini (Gauche dém., Alpes-Maritimes), Jean Chéroux (R.P.R., Paris), Robert Schwint (P.S., Doubs).

Secrétaires : MM. Roger Lise (ratt. adm. à l'Un. cent., Martinique), Hubert d'Andigné (R.P.R., Orne), Hector Viron (P.C., Nord) et M^{me} Cécile Goldet (P.S., Paris).

FINANCES

Président : M. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines).

Vice-présidents : MM. Geoffroy de Montalembert (R.P.R., Seine-Maritime), Jacques Descours Descares (R.I., Calvados), Tony Laruc (P.S., Seine-Maritime), Jean Cluzel (Un. cent., Allier).

Secrétaires : MM. Modeste Legouez (R.I., Eure), Yves Duraud (n.l., Vendée), Louis Per-

rein (P.S., Val-d'Oise), Camille Vallin (P.C., Rhône).

Rapporteur général : Maurice Blin (Un. cent., Ardennes).

LOIS

Président : M. Jacques Larché (R.I., Seine-et-Marne).

Vice-présidents : MM. Edgar Tailhades (P.S., Gard), Louis Virapoulle (Un. cent., la Réunion), Charles de Cuttoli (R.P.R., Français de l'étranger), Paul Girod (Gauche dém., Aisne).

Secrétaires : MM. Charles Lederman (P.C., Val-de-Marne), François Collet (R.P.R., Paris), Germain Authié (P.S., Ariège) et Pierre Salvi (Un. cent., Val-d'Oise).

● M. Le Pen dans le Nord.

M. Jean-Marie Le Pen a pris la parole jeudi soir 6 octobre devant trois cents personnes réunies à Marquise-Barcel, près de Lille. « Vous n'êtes que l'avant-garde de la grande armée des Français, a-t-il déclaré à l'adresse de son auditoire. Il faut procéder à la mobilisation générale. » La venue de M. Le Pen dans le Nord a suscité diverses protestations. Les élus de gauche de la circonscription ont déposé une gerbe au pied de l'Arbre de la liberté où ont lieu chaque année les cérémonies anniversaires de la Libération. A Lille, une manifestation organisée par une coordination d'immigrés a rassemblé une centaine de personnes.

Les poubelles d'Antony

(Suite de la première page.)

Voilà en tout cas un débat promptement posé dans le vote des insultes et du papier bleu, des accusations diffamatoires et des citations directes. Aux autocollants fabriqués avec de fausses déclarations prêtées à M. Devedjian, répond une bande dessinée inadmissible, censée illustrer la vie de M. Aubry.

Une ambiance détestable, une affaire emballée. Et encore tendra-t-on pour simple rituel les quelques échouffourées pré-électorales, bris de glaces ou cassages de gueules, bombages de murs à la peinture ou de visages au gaz lacrymogène, menaces téléphoniques de mort ou de licenciement.

Pourquoi alors cette féroce ? Certes pas pour le seul contrôle d'Antony, charmante cité, 55 000 habitants, mais tout de même pas la clé de la France politique. Plus certainement les enchevêtrements de quelques semaines, n'ont cessé de monter. Il y eut Dreux, il y eut Serres. Il pourrait y avoir Antony.

Le Poitiers de la gauche ?

Dans un bel effet lyrique, la représentation du M.R.G. au meeting de jeudi soir devait dire : « D'Antony, vous ferez le Poitiers de la gauche, un moment historique. » Poitiers ayant déjà un peu servi, M. Chevènement, lui, sera nettement plus sobre parlant de la « bataille d'Antony, bataille d'arrêt ».

Bataille d'arrêt ? Étape nouvelle d'une dynamique qu'il ne peut plus contrôler et qui les conduit en posture d'accusés à user de procédés totalitaires », répliqua M. Devedjian.

M. Patrick Devedjian, trente-neuf ans, avocat de Jacques Chirac, l'affirme : il n'est pas, lui, un totalitaire, un extrémiste, un fasciste et pas davantage — car l'attaque est venue sur ce terrain-là aussi — un prosélyte du terrorisme armé. M. Devedjian l'affirme : il n'a jamais été « militant du mouvement Occident ». Et s'il veut bien confesser un péché de jeunesse, s'être engagé pour l'Algérie française, c'est semblait-il, sans remords excessifs.

« Je me suis trompé. Et alors ? dans ce pays on aurait le droit d'être ancien stalinien et pas celui d'être un ancien Algérien française ? » Il veut bien, à la limite, admettre qu'il a

commis une autre erreur, en 1967, an « servant de prête-nom » pour la location d'une camionnette utilisée, il l'ignorait, par un commando d'extrême droite dans une expédition punitive contre des étudiants de Rouen, qui se solda par plusieurs blessés graves.

Un point, c'est tout. M. Devedjian n'a pas de passé. Un extrait de son casier judiciaire reproduit par voie de tracts à l'usage des électeurs en fait foi. Il est vierge. Car, dit ce tract, « comme Walesa, M. Patrick Devedjian a eu affaire aux méthodes communistes : inventions, montages, faux documents, pour essayer de déshonorer ceux qui mettent en danger leur domination ».

Il faut donc ne pas insister sur ce chapitre sous peine de rencontrer l'évocat. Le candidat, lui, semble parfois osciller un peu, revendiquer le droit à l'évolution, tout en niant toute évolution. Ainsi ne résiste-t-il pas à établir un parallèle assez osé : « Imaginons un chef d'État décoré par Vichy. Dirait-on pour autant, sans être ridicule, que c'est l'extrême-droite qui est arrivée à l'Elysée ? »

Bref, M. Devedjian, « premier Français de sa famille, fils d'immigrés — mon père on l'appelait le bougnoule — » admirateur de la politique de Robert Badinter et refusant la dénégologie pour parler de l'immigration et de la délinquance, « vit ses contradictions sans défiance ». Si l'un de ses colistiers est secrétaire du Club de l'Horloge, il est aussi président du club Perspectives et réalités d'Antony. « Et puis, d'ailleurs, si je ne partage pas les opinions du Club de l'Horloge, je ne pense pas que ce soit là une organisation d'extrême-droite. » Si les gens du Front national n'ont pas présenté de liste à Antony, « cela les regarde ». Lui, en tout cas, a refusé de céder à leurs exigences : « Une place dans les dix premiers noms de ma liste. »

M. Patrick Devedjian a deux certitudes. La première est que « tout ce qui s'oppose au P.C. est catalogué d'extrême droite » et qu'à ce jeu-là — qu'il n'a pas voulu — « le débat démocratique prend un drôle de tour ». La seconde certitude est qu'il va gagner : « Mon meilleur agent électoral est en piste depuis des mois. Il s'appelle Pierre Mauroy. »

M. André Aubry, lui aussi, a va gagner. Au sortir du meeting, jeudi soir, alors qu'il venait d'exposer à la

fois le bilan de son précédent mandat et son programme futur, le maire sortant en a convenu volontiers : « Évidemment, cette campagne vole bas. C'est la pire que j'ai connue. » Avant de décaler promptement toute responsabilité dans cet emballement : « Au mois de mars, nous avons été très naïfs. Nous étions préparés à nous défendre sur le bilan de notre gestion. Le débat n'a jamais porté là-dessus. Faute de pouvoir nous attaquer sur ce bilan, M. Devedjian et les siens ont utilisé leurs seules armes, le mensonge et la calomnie. »

M. André Aubry l'affirme. Ce n'est pas lui qui a ouvert le feu : « J'ai été victime au printemps d'une campagne de diffamation, d'une machination mise en place bien avant les élections. La droite a écrit sur moi une plaquette où il était écrit que j'étais sous le coup d'une instruction judiciaire pour avoir frappé un jeune de vingt-quatre ans. C'est absolument faux. J'ai déposé plainte. » Plainte aussi, car un tract l'accusant de népotisme au profit de son fils pour un marché municipal de 5 millions de francs sera distribué.

Le papier bleu toujours et puis, M. Aubry l'édmet : « Cette fois nos dossiers étaient prêts. »

Quant à la fraude, M. Aubry n'en dit rien sauf pour y voir « la résultante des provocations de la droite ». Avant de se retrancher derrière l'autorité de la chose jugée. Et de déclarer une fois encore : « Tout cela est lamentable ». Certes.

PIERRE GEORGES.

● Les élus de l'opposition du conseil régional de la Picardie ont créé une « association des élus et des responsables économiques, sociaux et culturels » de la région baptisée Union pour la Picardie. L'U.P.P., qui a pour ambition de rassembler les élus et responsables socio-professionnels « qui refusent l'emprise de l'actuelle majorité gouvernementale sur la région, ses départements et ses communes », concentre son action dans trois domaines : l'information, la formation et la réflexion. L'U.P.P. a notamment créé un Centre de formation régional de l'élite et du citoyen. L'Union pour la Picardie est présidée par M. Charles Baur (U.D.F.-M.D.S.), maire de Villers-Cotterêts, ancien président du conseil régional.

NOUVELLE FORD ORION INJECTION 7 CV

Aujourd'hui
présentation et essais
chez votre
concessionnaire Ford



Aujourd'hui Ford donne un nouveau nom à l'action : Orion Injection. Les moyens d'agir vite : moteur 1.6 l transversal de 105 CV Din (77 kW), injection Bosch K-Jetronic, allumage électronique, 186 km/h sur circuit fermé, 0 à 100 km/h en 9,6 secondes, boîte 5 rapports, 61 à 90 km/h, 7,7 l à

120 km/h, 10,2 l en ville (normes utac). La maîtrise de l'action : traction avant, 4 roues indépendantes, barre antiroulis, amortisseurs à gaz, pneus taille basse 175/70 HR 13, freins avant à disques ventilés, becquet avant, déflecteurs de roues.

Équipements d'exception : lève-vitres électrique à l'avant, verrouillage central, toit ouvrant bosculant transparent, vitres teintées, réglage électrique des rétroviseurs, sièges avant à support lombaire réglable, ouverture électrique du coffre, coffre modulable et dossiers arrière rabattables séparément (60/40).

Passer à l'action. Allez essayer la nouvelle Ford Orion Injection chez votre concessionnaire Ford.

La gamme Ford Orion	
Orion 1.3 GL	54 300 F
Orion 1.6 GL	58 400 F
Orion 1.6 Automatique	60 100 F
Orion 1.6 Injection	72 100 F

LA MAÎTRISE DE L'ACTION



POLITIQUE

LES PROJETS DE L'OPPOSITION

Un mot d'ordre : « dénationaliser ! »

« Nous dénationaliserons. » S'il est une proposition que l'opposition n'a pas mis longtemps à formuler, c'est bien celle-là.

L'U.D.F. comme le R.P.R. inscrivaient cette priorité dans leurs premiers catalogues de mesures à prendre au moment où jonerait l'alternance.

Dénationaliser les entreprises que le gouvernement avait nationalisées, l'opposition n'osait pas encore aller plus loin. Peu à peu, parce que l'opinion publique évoluait, parce que « certains tabous » sautaient, elle s'est

enhardie en suggérant qu'il faudrait peut-être aussi remettre en cause les nationalisations votées par le général de Gaulle.

Cette remise en cause n'était pas suffisante. Encore fallait-il dire comment dénationaliser. L'U.D.F. précisait qu'elle saisirait cette occasion pour « promouvoir une participation réelle et responsable par l'actionnariat populaire ». Le R.P.R. se proposait d'aller « très loin » dans la diffusion du capital des entreprises dénationalisées. Aujourd'hui, le Club 89, animé par MM. Michel Aurillac et

Alain Juppé, et l'U.D.F.-R., qui se veut le courant réformiste de l'opposition, s'efforcent d'être plus précis, en définissant le mode de gestion d'une entreprise « jusqu'à nationalisée », ou en notant les entreprises qui, à leurs yeux, devront être dénationalisées.

Les uns comme les autres s'efforcent de convaincre l'opinion qu'il ne s'agit pas, purement et simplement, dans ce domaine comme dans d'autres, d'un retour au passé, d'une restauration, mais plutôt de « remettre tout à plat pour une nouvelle donne ».

U.D.F.

Les animateurs de l'U.D.F.-R. (U.D.F. Réforme) - M^{me} Brigitte Gros, MM. Jean-Claude Colli, Paul Granet, Jacques Pelletier et Lionel Stoléru (1), - qui veulent, au sein de l'U.D.F., incarner le courant réformiste, ont présenté, mardi 4 octobre, à la presse, un projet en trente mesures pour la France de l'après-socialisme.

« Il est temps, écrivent-ils, de dire aux Français ce que nous leur proposons de faire avec eux pour construire l'avenir. L'opposition n'est pas là seulement pour critiquer, elle doit proposer. Il est vrai, ajoutent-ils, que personne ne peut prédire l'état de la France lorsque sonnera l'heure de l'alternance, mais ce n'est pas une raison pour nous taire : dire aujourd'hui notre projet, c'est donner aux Français la direction de notre volonté, de notre conception de la société, de notre action future, c'est gagner un peu la crédibilité d'abord, la confiance ensuite ».

En formulant son manifeste « réformiste », l'U.D.F.-R. veut se distinguer du courant « conservateur » qui, au sein de l'U.D.F., croit que « pour ne pas perdre ses élections il faut faire de la surenchère à droite ». « Il est temps que l'U.D.F. arrête de singer le R.P.R. et commence à être elle-même », affirment les auteurs du projet, qui plaident pour une « alternance douce ». Ils expliquent notamment : « Notre volonté de rupture avec la politique socialiste n'est pas une grande nouveauté : celle du courant conservateur, [mais] pour nous la volonté de rupture c'est profiter de l'alternance socialiste pour faire sauter tous les tabous qui, avant mai 1981, nous empêchaient de faire évoluer la société française (...). Il y a un bon usage à trouver de la parenthèse socialiste ».

Privatiser

L'U.D.F.-R., qui clame bien haut sa volonté de ne pas « reconstruire à l'identique », avance un projet en trois étapes : « dix mesures immédiates pour créer le choc psychologique de la confiance, dix engagements pour assurer la crédibilité du projet, dix chantiers pour préparer l'avenir de la France ».

Au nombre des mesures immédiates, l'U.D.F.-R. propose, notamment, la suppression du contrôle des changes, l'annulation fiscale pour le rapatriement des capitaux et le fléchissement du franc pendant un mois ;

la dénationalisation de huit entreprises en concurrence (dont Renault et les Télécommunications) et de toutes les banques à l'exception d'une grande banque de dépôt, du Crédit national et de la Caisse des dépôts ; la privatisation des chaînes de télévision et des radios...

L'U.D.F.-R. suggère ensuite que soient fixées par une loi-programme exceptionnelle « dix règles du jeu intangibles » durant les trois premières années de gouvernement : notamment une pause économique et sociale, une baisse des charges des entreprises, une maîtrise du système social, la liberté de circulation pour les capitaux, etc.

Enfin, les auteurs du projet souhaitent mettre en chantier « dix grandes réformes de la nouvelle alternance » : notamment une réforme constitutionnelle qui « favorise la marche vers une démocratie plus paisible » avec un mandat présidentiel de sept ans non renouvelable, des élections législatives partielles tous les deux ans, l'insertion de la loi électorale dans la Constitution, l'introduction du référendum d'initiative populaire, l'interdiction du cumul de plus de deux mandats électifs et des règles de financement des partis. En matière économique, l'U.D.F.-R. préconise que soit définie une nouvelle frontière entre les services publics et les activités privées, que soit instaurée dans l'entreprise une « démocratie professionnelle » et généralisé le travail à la carte ; enfin, elle recommande un réajustement entre les formules publiques et privées de couverture des risques, une diffusion plus large de la propriété chez les Français.

Les auteurs de ce projet réformiste espèrent faire naître au sein de l'U.D.F. un débat qui facilitera l'élaboration d'une plateforme. Ils ont demandé à M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, la mise en place d'une commission pour discuter de leur projet. Cette proposition semble avoir été accueillie favorablement.

C.F.-M.

(1) Respectivement, sénateur (G. dé.) de Yvelines ; membre du parti radical ; vice-président du parti radical et ancien secrétaire d'Etat ; président du groupe de la Gauche démocratique du Sénat ; membre du bureau politique du P.R. et ancien secrétaire d'Etat. Le groupe U.D.F.-R. (U.D.F. Réforme) a été créé au mois de juin.

CLUB 89

Le Club 89, fondé après la victoire de la gauche et présidé par M. Michel Aurillac, ancien député R.P.R. de l'Indre - M. Alain Juppé, adjoint au maire de Paris, en étant le secrétaire général, - tient, samedi 8 octobre à l'hôtel P.L.M. Saint-Jacques, à Paris, une convention qui doit enregistrer l'adhésion de cent clubs à travers le pays. M^{me} Simone Veil et M. Jacques Chirac y prendront la parole dans l'après-midi.

Le Club 89, qui se veut un laboratoire d'idées au bénéfice de l'opposition tout entière - M^{me} Simone Veil participera aux travaux de la convention, ainsi que M. Chirac, - est en fait plus proche du maire de Paris que des autres leaders de l'opposition. Il a déjà publié une douzaine de « cahiers de 89 », consacrés notamment à la défense, à l'école, aux relations internationales.

Dans un ouvrage qui sera mis en vente à la convention et qui est le résultat d'une synthèse élaborée par M. Michel de Guillemin-Chmidt, le problème de la « dénationalisation » est abordé au fond et dans ses modalités pratiques. Alors que les nationalisations effectuées par la nouvelle majorité dès sa victoire de 1981 étaient alors populaires, l'auteur estime qu'une évolution sensible s'est produite depuis lors. On peut lire dans cet ouvrage : « Suppression d'emplois aux préretraités et licenciements, chômage partiel, liquidation de branches déficitaires, échanges de filiales entre entreprises, les nationalisations se comportent désormais et se comporteront de plus en plus comme de vulgaires entreprises capitalistes : il apparaît aux yeux les plus myopes que les entreprises nationalisées ressemblent à un mauvais nageur qui fait couler l'enfant en difficulté qu'il s'agit de proposer imprudemment de sauver. (...) Et l'opinion de se demander si, après tout, l'argent consacré au rachat des entreprises nationalisées, puis une seconde fois aux échanges d'entreprises nationalisées, et enfin une troisième fois à la création de fonds propres dans des entreprises malgré tout exsangues, n'aurait pas pu être employé plus intelligemment, et si, d'une conception patrimoniale de la politique économique de l'Etat, il ne faudrait pas substituer une conception nationale. Après tout, ne faudrait-il pas rendre les entreprises publiques à la France et aux Français au lieu d'en faire le jouet de la direction du Trésor et de la

direction du budget, bons exécutants et mauvais concepteurs ? » Quant aux solutions, il est précisé :

« Dénationaliser ne peut signifier ni le retour pur et simple aux anciens actionnaires, ni la mise en vente des entreprises qui permettrait des prises de contrôle à faible prix de vastes actifs industriels et bancaires et les ferait probablement passer soudainement entre des mains majoritairement étrangères ».

L'ouvrage ajoute : « L'économie mixte restera pour de longues années un mode de gestion des entreprises jusqu'à ce que les nationalisations, mais avec des proportions variables de capitaux publics pouvant aller de la majorité à la minorité de blocage ou à la simple participation. Cette souplesse permet d'envisager diverses formules de participation de capitaux privés : remise d'actions au personnel, vente à des fonds de placement d'investisseurs institutionnels, « dévolution républicaine » que l'on peut imaginer directe comme le firent les Allemands pour Volkswagen après la guerre ou par l'intermédiaire de SICAV d'un type particulier, les SICAV pour l'économie nationale ».

« La diversité de ces modes de dévolution a deux avantages : elle évite l'effet cumulatif d'une erreur de prévision et permet de choisir la formule qui correspond le mieux aux besoins de l'économie et à l'acceptation de l'opinion publique. La dévolution au personnel est dans la logique de la participation. Les fonds de placement des investisseurs institutionnels permettent d'amorcer une évolution souhaitable des systèmes de retraite de la répartition vers la capitalisation, qui associe les intérêts des retraités et ceux du développement économique et de la croissance des entreprises. Quant aux SICAV pour l'économie nationale, elles devraient permettre la diffusion d'un capitalisme populaire, sans le risque individuel du choix de l'investissement ».

La solution proposée par le Club 89 « est en fait une réappropriation par la nation de biens qui lui échappaient par la voie de l'insatiation doublée d'une déviation des prérogatives syndicales dans le sens d'une véritable participation à la gestion ».

Il marque sa préférence pour l'entreprise à direction qui dissocie le contrôle de la gestion, qui peut développer un capitalisme populaire et national. Quant au champ des nationalisations, il sera défini par les termes mêmes de la Constitution de 1946 reprise sur ce point par celle de 1958 qui dispose que « tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ». Tout ce qui n'est pas dans cette définition devra donc être dénationalisé. Toutefois, le Club 89 envisage des mesures spécifiques pour lutter contre la constitution de monopoles ou de concentrations excessives de capitaux privés, en somme, une sorte de « législation anti-trusts ».

A. P.

PREMIER INVITÉ DE « RENCONTRE AVEC... » SUR FR3

M. Giscard d'Estaing : après l'image, le message

Vendredi soir 7 octobre, M. Valéry Giscard d'Estaing devait être le premier invité du nouveau magazine d'André Campana, « Rencontre avec... », sur FR3. Pour l'interroger pendant soixante-dix minutes, trois journalistes ont été sollicités : Christian Clerc (Figaro Magazine), Yvan Leva (Europe 1) et Michel Naudy (FR3), qui, au début de l'émission, devaient expliquer en quoi l'ancien président de la République les intéressait ou les irritait. Un peu plus d'un an après son passage à « L'heure de vérité » sur Antenne 2 (le 16 septembre 1982), c'est, vendredi, la deuxième apparition importante de M. Giscard d'Estaing à la télévision.

Comme à son habitude, l'ancien président de la République a soigneusement préparé cette intervention à laquelle il attache la plus grande importance. A tel point qu'il a même pris le risque de prononcer quelques jours plus tôt, devant les parlementaires de l'U.D.F. réunis à Divonne-les-Bains, un discours décevant pour ne pas déflorer les thèmes qu'il souhaite développer devant les téléspectateurs.

L'enjeu, il est vrai, n'est pas moins grand qu'il y a un an lors de son passage à Antenne 2. Au terme de seize mois d'un relatif silence, M. Giscard d'Estaing voulait alors établir le contact avec une opinion qui, dans une large majorité, avait rejeté et la politique et l'homme.

Il avait réussi, avec un certain bonheur, à redresser une image très négative. Il avait trouvé des formules qui sont restées célèbres : « les déçus du socialisme » - pour établir un premier contact de la situation en France, et il s'était proposé d'être « une voix qui exprime un certain nombre de points de vue fondamentaux sur ce que notre pays peut essayer d'être ou de devenir ».

Construire

Aujourd'hui, l'ancien président de la République pense que ces premières formules ont fait leur chemin et qu'il s'est plus nécessaire d'expliquer le présent. Il estime même qu'il pourrait expliquer les Français à trop répéter que « le socialisme, cela ne marche pas ».

« Sa vocation est autre, croit-il : il lui faut aider les Français à « construire » l'avenir. Il est donc temps pour M. Giscard d'Estaing de déli-

vrer un message qui lui permette d'occuper une place de choix dans le débat d'idées qu'espère ouvrir l'opposition.

Dans ce but, l'ancien président de la République ne peut se contenter vendredi de proposer « le libéralisme social ». Il ne suffit pas d'accueillir au mot libéralisme, le mot social pour rétablir un projet. Encore faut-il le développer et le rendre attractif.

Tel est, l'enjeu pour M. Giscard d'Estaing, qui entend présenter vendredi soir un « programme d'urgence » pour assurer le « redressement » de la France et un « projet sur l'essentiel », autrement dit, un système de « valeurs » qui seraient « claires, modernes et justes ». En établissant les bases de ce qui pourrait être un contrat pour l'avenir, l'ancien président de la République peut essayer de jouer les « novateurs », lui qui pense que MM. Chirac et Barre sont à ranger dans le groupe des « traditionnalistes ». Il peut tenter de se dégager de l'équivoque d'homme du passé que tendent à lui attribuer les sondages. Mais il doit aussi s'efforcer de ne pas apparaître comme trop éloigné du combat quotidien dans lequel sont très présents MM. Chirac et Barre.

Au-dessus de la mêlée, mais aussi proche des préoccupations des Français, tel veut apparaître M. Giscard d'Estaing. Il lui faut prouver qu'il peut atteindre par la force de ses idées une opinion qui, selon lui, n'a jamais été aussi disponible que depuis qu'elle a « rejeté » le socialisme.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. FIZBIN CONFIRME QUE RENCONTRES COMMUNISTES PRÉSENTERA UNE LISTE AUX ÉLECTIONS EUROPEENNES

M. Henri Fizbin, président de Rencontres communistes, écrit, dans le numéro 100 de Rencontres communistes-hebdo, paru le jeudi 6 octobre : « Le premier devoir d'un parti communiste qui participe d'un gouvernement de gauche, est de tout faire pour le renforcer, l'aider à agir au mieux et lui gagner le soutien populaire. (...) Nous ne pouvons accepter de laisser penser que le comportement du P.C.F., qui participe au gouvernement dans un morne non-soutien-critique, correspond à l'idée que nous nous faisons d'une véritable politique communiste ».

M. Fizbin confirme que, comme Rencontres communistes l'avait annoncé en avril dernier, « une liste présente par des communistes démocrates et unitaires soumettra aux suffrages des électeurs une politique communiste différente », lors des élections européennes de juin 1984. « Ce sera, écrit-il, une nouveauté sans précédent : un choix entre deux listes, deux politiques communistes sera offert. Les nombreux électeurs communistes, qui, fidèles à leurs convictions, n'entendent pas, pour autant, cautionner la politique du P.C.F., qu'ils désapprouvent sur de nombreux points, auront ainsi la possibilité de s'exprimer, et cela pèsera lourd pour dépasser la crise du mouvement communiste ».

La loi du flic
Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui comme hier le monde de la presse est un immense pouliair soumis à la seule loi du flic. Le procureur de la gauche, comme ses prédécesseurs, réduit les aides aux lecteurs. Il n'aime guère la presse. Dans sa majorité, celle-ci ignore la droite dit-on. N'est-ce pas logique puisque l'argent est au roi dans ce monde-là ? Et la presse de gauche se refuse à jouer les porte-paroles. Alors, le gouvernement est agacé. Il préfère porter ses regards vers la radio-télévision. Mais qu'il prenne garde ! S'il ne « comprime » pas la presse écrite néanmoins il la laisse « s'écrouler » par la puissance de l'argent. Or il se rappelle alors le mot de Chateaubriand : « Plus vous prétendez comprimer la presse, plus l'explosion sera violente ».

Il faut le dire et le redire, une liberté qui ne peut être exercée que par quelques-uns n'est plus alors qu'un privilège.
Georges Montaron

Cette semaine dans l'ÉMOIGNAGE CHRETIEN avec toute l'actualité, toute la vie... culturelle, politique, sociale, religieuse. TC : un des grands hebdomas qui font l'opinion. Le n° 10 F. Partout et 49 Fbg Poissonnière à Paris 75009.

● L'élection législative du Morbihan. - M. Michel Naël (U.D.F.), maire d'Auray, sera le candidat de l'opposition à l'élection législative partielle du Morbihan destinée à pourvoir au remplacement de M. Christian Bonnet. Le sénateur le 25 septembre dernier. Le bureau politique de l'U.D.F. réuni jeudi 6 octobre, qui avait à choisir entre M. Aimé Kergueris, suppléant de M. Bonnet à l'Assemblée nationale, et Michel Naël, a tranché en faveur de ce dernier.

● Mort d'un haut fonctionnaire en Nouvelle-Calédonie. - M. Georges-Alexandre Olivetti, sous-préfet, chef de la subdivision ouest de Nouvelle-Calédonie, s'est donné la mort, dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 octobre près de Nouméa, au sud de Nouméa. Vers 17 heures, mardi, M. Olivetti avait quitté son bureau en déclarant à son adjoint qu'il allait faire une course. Dans la soirée, l'alerte était donnée

et des recherches entreprises pour tenter de retrouver le haut fonctionnaire, parti au volant de sa voiture. Son corps devait être découvert mercredi vers midi (2 heures à Paris). M. Olivetti s'était tiré une balle dans la tête. Une enquête a été ouverte par le parquet de Nouméa. Le haut commissaire de la République, M. Jacques Ruyet, a confirmé que « la thèse du suicide ne fait pas l'ombre d'un doute », les enquêteurs disposant d'éléments précis qui n'ont pas été rendus publics. (Corresp.)

EN BREF

VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

CLAUDE CHEYSSON

Ministre des Relations Extérieures

DIMANCHE 9 OCTOBRE à 19h

CLUB DE LA PRESSE EUROPE

PAT BENATAR (présentant les Enfants du ROCK)
avec Alain Duhamel

337, K78
Carreyrou

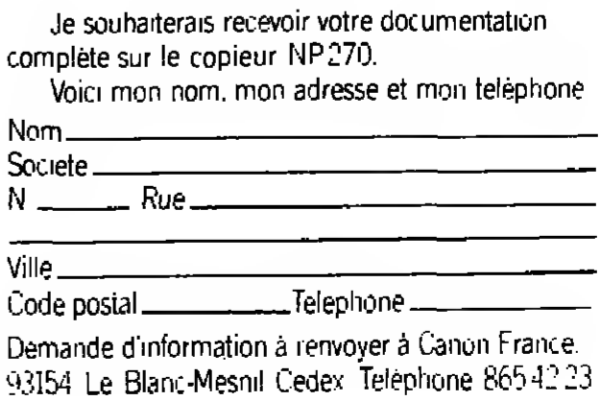
after 10.15.00

MAINE

you
mel



Canon
Haute technicité. Haute simplicité.



(importatore Italia carbon)

Le Monde

société

Une campagne nationale contre l'alcoolisme

Après s'être attaqué à la conduite en état d'ivresse le gouvernement prépare un plan de lutte plus ambitieux

« Il faut réduire le massacre du samedi soir », a déclaré le 6 octobre, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Mayet, directeur de la sécurité et de la circulation routière, qui commentait avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, le projet de loi sur « les conduites de l'état alcoolique » des conducteurs, présenté la veille en conseil des ministres.

Sur les deux mille personnes qui meurent en France chaque année dans des accidents de la route, cinq mille sont victimes de l'alcool au volant. Or la consommation d'alcool par habitant dans l'Hexagone est la première du monde : 14,8 litres, devant l'Espagne (14,1), l'Italie (13,4), l'Allemagne fédérale (11,7), l'Argentine (11,4)...

Depuis 1954, on a accru la sévérité des contrôles et alourdi les peines en cas de conduite en état d'ivresse. En particulier, une loi de 1978 autorisait le contrôle de l'haléine de tout conducteur par l'alcotest, même en l'absence d'infraction ou d'accident. Mais ces dispositions n'ont pas suffi : une fois passée la période d'acclimatation au nouveau test, l'effet bénéfique de la loi ne tarda pas à s'estomper. D'où le renforcement du dispositif qui vient de décider le gouvernement (Le Monde du 7 octobre).

Jusqu'à présent, les textes interdisaient deux « niveaux » d'alcoolisation : au-dessus de 1,20 gramme d'alcool par litre de sang, l'imprégnation alcoolique « était considérée comme un délit relevant des tribunaux correctionnels ; entre 1,20 gramme et 0,80 gramme elle n'était que contravention et relevait du tribunal de simple police. Aux termes du texte gouvernemental, seul le taux de 0,80 gramme d'alcoolémie sera désormais retenu et constituera le seuil du délit - et non plus de la simple contravention, -

ce qui aligne la France sur la plupart des pays européens. Autre innovation du texte : la preuve sera désormais fournie par des « éthymomètres », appareils mesurant le degré d'alcool contenu dans l'air expiré, beaucoup plus perfectionnés que les anciens alcootests. Pour établir avec certitude le taux limite de l'alcoolémie, il ne sera plus nécessaire de procéder à une prise de sang. Ces nouveaux appareils seront aussi utilisés pour mesurer le degré d'alcoolémie lors de chaque crime et délit commis « sous l'empire d'un état alcoolique ».

Le texte précise enfin les pénalités prévues pour ceux qui dépasseront les 0,80 grammes par litre dans le sang : un mois à un an de prison et une amende de 500 F à 8 000 F. « ou l'une de ces deux peines seulement », qui s'ajoutent à l'éventuelle suspension ou annulation du permis de conduire prononcée par le préfet ou par le juge.

Ces dispositions, qui devraient être adoptées par le Parlement dès la session d'automne, entreraient en vigueur au tout début de l'année 1984 et s'accompagneront d'une intense campagne de sensibilisation. En outre, le gouvernement prépare, pour la session parlementaire du printemps 1984, un autre projet de loi, beaucoup plus vaste, concernant le problème général de l'alcool en France et portant sur la prévention et le traitement de l'alcoolisme.

Un risque multiplié par huit

Le risque d'accident mortel est multiplié par huit lorsque le taux d'alcoolémie dépasse le seuil de 0,80 gramme. Bien souvent, les responsables d'un accident mortel ont un taux extrêmement élevé (plus de 2 grammes par litre). Néanmoins, la sensibilité à l'alcool est très variable, en fonction non seulement de l'âge

et du sexe - les femmes ayant un seuil de « résistance » plus faible - mais aussi de la fatigue et de l'éloignement du dernier repas.

D'une manière générale, l'altération des réflexes est quasi immédiate et commence à des seuils très faibles : 0,30 grammes. Les réflexes ne demeurent intacts que si un repas, par exemple, a été accompagné d'un quart de litre de vin à 11 degrés ou d'un demi-litre de bière à 5,5 degrés. Un repas précédé d'un apéritif, accompagné d'un demi-litre de vin à 11 degrés et suivi d'un digestif provoque, chez un homme de 75 kilos, une alcoolémie d'environ 1 gramme, et de 1,50 gramme chez une femme pesant 55 kilos - ce qui est donc incompatible légalement avec la conduite.

Entre autres effets, l'alcool provoque une chute de la qualité de perception visuelle, de la faculté de récupérer après éblouissement - un effet très souvent méconnu. Il perturbe en outre les capacités d'évaluation des vitesses, des distances et du risque. Il engendre des attitudes d'audace incontrôlées et perturbe les réflexes de correction, même en l'absence d'un état d'ivresse ressentie.

CLAIRE BRISSET.

● **Nomination des membres du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme.** - MM. Michel Fontan et Jean-Charles Sornia ont été nommés respectivement président et vice-président du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, qui comprendra en outre MM. Jean Buisson, Jean-Marie Cava, Marc Dauxon, Edix Fortin, Pierre Fouquet, André François, Claude Gai, André Grammont, Pierre Mayet, M^{me} France Mesle, Eliane Provost, MM. René-Jean Royer, Michel Saillard, Jean Serignan, Michel Sordel, Marcel Viot.

LE MEURTRE DE SIX PERSONNES A BEAUVAIS

Pour une peine de cœur

Beauvais. - « C'est le crime passionnel par excellence. Un coup de folie ! », a déclaré le lieutenant-colonel Marc Nicolas, commandant le groupement de gendarmerie de l'Oise en résumant le drame qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 octobre à Saint-Martin-le-Nouveau, près de Beauvais (Le Monde du 7 octobre). Le suspect numéro un, un jeune garçon boucher âgé de vingt-trois ans, Pascal Dolique, venait d'avouer après douze heures d'interrogatoire, avoir tué à coups de couteau toute une famille, au total six personnes. Une tuerie effroyable pour une peine de cœur, par dépit amoureux, par désespoir sentimental.

Les circonstances exactes de ce sexuplexe meurtrier ne sont pas encore clairement établies. Que s'est-il exactement passé vers 2 ou 3 heures du matin dans cette tranquille bourgade picarde de huit cents habitants qui a été réveillée jeudi en pleine horreur ? Sur la route de Frocourt, un voisin proche du lieu du drame, un agriculteur de soixante ans, M. Roland Bizet, a été écorché par une crise cardiaque alors qu'il téléphonait à la police après avoir vu pénétrer chez lui le meurtrier à demi nu et ensanglanté. Pascal Dolique était habillé, hagar. Il a attendu patiemment que les gendarmes viennent l'appréhender.

Ce jeune garçon n'avait jamais fait parler de lui auparavant. Il était employé depuis le mois de mars dernier dans la boucherie de M. Gérard Thomas. Ce dernier était satisfait de ses services, excepté ces derniers temps où il avait fait quelques bêtises qui lui

De notre envoyé spécial

avaient valu un avertissement. Une attitude qui a coïncidé avec ses premiers débordements amoureux. Depuis près de dix-huit mois, Pascal Dolique « fréquentait », Carolina Labrousse, une belle blonde de dix-neuf ans aux cheveux longs. Il s'était même presque installé chez ses parents. Il lui parlait mariage. Mais, depuis deux mois, Carolina travaillait dans une entreprise de Beauvais. L'amour s'est effiloché. Caroline voulait vivre sa vie. Pascal ne l'a pas supporté. Il avait dit à ses copains qu'il voulait se suicider.

Selon des proches des victimes, la rupture définitive était intervenue il y a quelques jours. Mercredi, vers 8 heures, Pascal est revenu dans le petit pavillon des parents de Carolina près de la rue du Bout-d'en-Bas. Caroline ne voulait plus l'entendre. Il est donc reparti pour revenir, dans la nuit, à enlever sa bien-aimée. Elle a résisté. Il l'a frappée avec un gourdin. Les parents de la jeune fille sont intervenus. La tuerie a commencé, on ne sait pas très bien comment.

Apocalypse meurtrière

Pascal, armé d'un couteau à désosser, a frappé la mère, Jeanne-Jacques, quarante ans, agent technique chez Massey-Ferguson, sa femme Francine, trente-sept ans, employée aux Nouvelles Galeries de Beauvais, le petit Fabrice, onze ans, et Carolina. Seul Jean-Yves, dix-sept ans, grièvement blessé à l'abdomen, parviendra à s'enfuir. Ses jours ne sont pas en danger.

La fin de la tragédie n'est pas encore clairement élucidée. Les grands-parents maternels, Georges Becquet, soixante-deux ans, et son épouse Christiane, soixante-trois ans, un couple de cultivateurs habitant à proximité et se trouvant sans doute chez leur fille, seront poignardés dans la rue. La meurtrière, parti à la recherche de Jean-Yves, expliquera d'abord au gendre des Becquet, qui habite lui aussi tout à côté, que Jean-Jacques Labrousse avait massacré toute sa famille. C'est la gandra, M. Hubert, qui découvrira le carnage. Les corps étaient rassemblés au rez-de-chaussée. Celui de M^{me} Labrousse était à demi carbonisé. Pascal a-t-il voulu effacer par le feu les traces de cette nuit d'horreur dont il ne reste qu'un seul rescapé ?

Jaudi, les lieux du drame étaient devenus le rendez-vous des badauds attirés par ce voyage au bout de l'enfer. « C'est pire que Messac », à la trépanation, s'exclame le fils d'une voisine. Chacun épie les allées et venues des gendarmes qui toute la journée procéderont aux constatations et à l'enquête de voisinage. Personne ne comprend pourquoi ce garçon sans histoires a exterminé cette famille tranquille et discrète. Pascal, originaire de Saint-Martin-d'Auteuil (Oise), a basculé dans cette apocalypse meurtrière que rien ne laissait présager. Il y a quelques jours encore, il apportait à sa promise un bouquet de fleurs...

MICHEL BOLE-RICHARD.

FAITS ET JUGEMENTS

Le meurtrier du curé de Saint-Michel-l'Observatoire condamné à vingt ans de prison

(De notre envoyé spécial.)

Digne. - En condamnant, jeudi 6 octobre, Manuel Albarracín, meurtrier du curé de Saint-Michel-l'Observatoire (Le Monde du 6 octobre), à vingt ans de réclusion criminelle, les jurés de la cour d'assises des Alpes-de-Haute-Provence se sont montrés plus sévères que ne l'avait été l'avocat général, M. Jean-Michel Durand, qui avait requis la réclusion à perpétuité, insistant sur la « frénésie criminelle et la sauvagerie » de l'accusé.

An terme d'un réquisitoire impitoyable M. Durand avait déclaré n'avoir pas, « en sa qualité de responsable des personnes et des biens », le droit « de prendre des risques, de faire un pari, de miser » sur l'éventuel rachat d'Albarracín.

S'ils ont reconnu Albarracín coupable de « meurtre aggravé de torture », les jurés lui ont cependant accordé des circonstances atténuantes, après que ses deux conseils, M^{me} Philippe Voulant et Daniel Borde, du barreau de Marseille, eurent plaidé contre. « L'appel à la peur du ministère public », demandant que le meurtrier soit « puni, mais non pas éliminé ».

J.-M. D.-S.

● **L'uniforme du gardien de la paix.** Mis en cause dans l'affaire de l'attaque du fourgon blindé du 11 juin, à proximité de la gare du Nord, qui rapporta 3 353 000 F aux agresseurs, le gardien de la paix Joseph Mondoloni, quarante-trois ans, a été placé sous mandat de dépôt par M^{me} Martine Anzani, premier juge d'instruction à Paris. Il a été inculpé de complicité de vol à main armée et de recel. L'uniforme du gardien de la paix avait été retrouvé à l'intérieur du fourgon abandonné par les malfaiteurs. Les auteurs de l'agression, qui ont été arrêtés récemment, ont déclaré que M. Mondoloni leur avait prêté son uniforme contre une rémunération de 100 000 F.

● **Un parlementaire attaqué dans le métro parisien.** - M. Yves Sautier, député (U.D.F.) de Haute-Savoie, âgé de soixante-deux ans, a été victime d'une agression, mercredi 6 octobre vers 0 h 30, dans un couloir désert de la station République. Son agresseur, un jeune Noir, a pu s'enfuir avant l'arrivée d'employés de la R.A.T.P. alertés par les cris de M. Sautier. Souffrant d'une déchirure de la corne et de diverses contusions, M. Sautier a déposé plainte contre X...

Inculpation d'un promoteur en Savoie

M. Pierre Schnebelon, promoteur immobilier, vient d'être inculpé par le juge d'instruction d'Albertville (Savoie), M. Jean-François Thony, d'infraction au code de l'urbanisme, en particulier en ce qui concerne la législation sur les permis de construire (nos dernières éditions).

M. Schnebelon, en tant que P.D.G. de la SEOMO, avait ordonné l'ouverture du chantier de construction du restaurant d'altitude de la future station de sports d'hiver de Val-Frèjus, à 2 900 mètres, au-dessus de Modane, en l'absence de permis de construire. Mi-septembre, le procureur d'Albertville, M. Jean-Olivier Viout, fut alerté par des associations de montagnards, et les gendarmes se rendirent aussitôt sur place pour dresser procès-verbal. Le 29 septembre, alors que les travaux continuaient, une information judiciaire était ouverte et, le 4 octobre, MM. Viout et Thony se rendaient sur les lieux pour signifier un ordonnance de fermeture du chantier.

Aménageur de Tignes et de Val-Thorens, M. Pierre Schnebelon a été choisi par la commune de Modane pour l'équipement de Val-Frèjus, station internationale qui doit faire la jonction entre la Maurienne et la station italienne de Bardonecchia. Dans l'immédiat, deux mille lits ont été autorisés, avec possibilité de porter ce chiffre à quatre mille cinq cents.

● **Nominations à la Cour de cassation.** - Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni jeudi 6 octobre sous la présidence de M. Mitterrand, a nommé trois conseillers à la Cour de cassation. Il s'agit de MM. Jacques Souppes, président de chambre à la cour d'appel de Lyon, Gérard Amathieu, président de chambre à la cour d'appel de Paris, et André Chazetel, procureur général près la cour d'appel de Caen.

An cours de sa précédente réunion, le C.S.M. avait nommé M. Jacques Souppes, jusqu'alors président du tribunal de Poitiers, président du tribunal de Nantes.

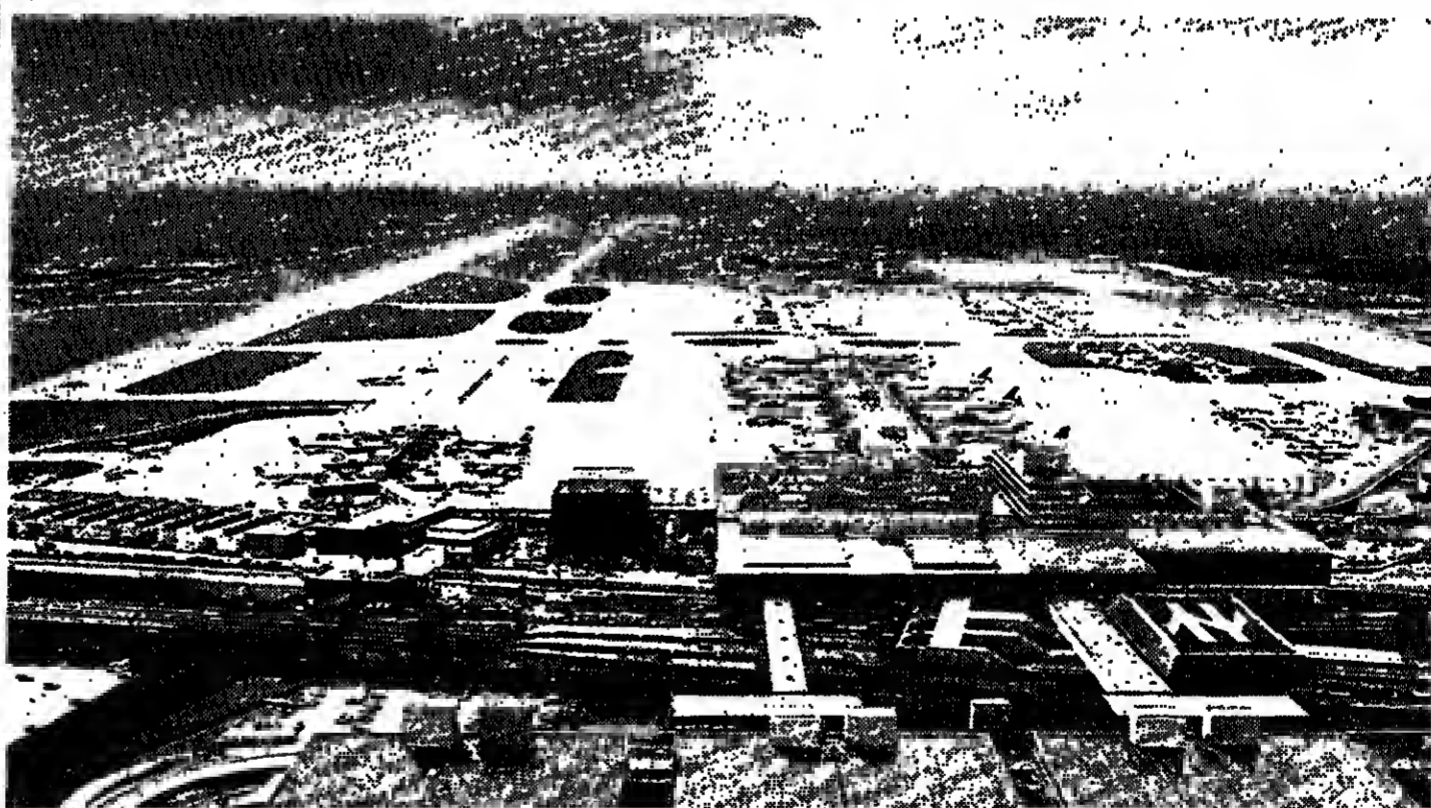
Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ?

RAYONNAGES ÉTAGÈRES À VOS MESURES

Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE avec le système LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves « le Monde » du 29-3-1978

208, avenue du Maine, PARIS-14^e TEL : 5460-57-40 (mitre Alféa)

Si vous croyez encore que Londres-Gatwick est un petit terrain flanqué de deux ou trois hangars, nos pilotes le voient autrement.



Londres-Gatwick : quatrième aéroport international dans le monde.

Vu d'en haut, Londres-Gatwick ressemble à un grand aéroport international. Au sol, il confirme largement cette impression.

On y trouve des bars, des restaurants, des banques, des magasins, des boutiques hors-taxe... tout ce que vous offre un aéroport international.

Et plus encore : une gare ferroviaire à l'intérieur même de l'aérogare. Une gare d'où un train part tous les quarts d'heure pour vous conduire, dans les meilleures conditions et en 38 petites minutes, à Victoria Station, au cœur de Londres (c'est d'ailleurs à Victoria Station que vous pourrez enregistrer vos bagages lors de votre retour).

British Caledonian vous permet de passer une journée complète dans la capitale britannique en vous proposant le premier

vol du matin au départ de Paris-CDG 101 et le dernier vol du soir au départ de Gatwick.

Frequences	LUN & VEN	OUJ	OUJ	OUJ	OUJ	OUJ	VEN & DIM
	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG
PARIS (CDG) LONDRES (Gatwick)	0800	1000	1200	1500	1700	1900	2200
	0755	0955	1155	1455	1725	1955	2155

Frequences	OUJ	OUJ	OUJ	OUJ	OUJ	OUJ	DIM
	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG	CDG
LONDRES (Gatwick) PARIS (CDG)	0730	0930	1230	1530	1730	1935	2030
	0630	1130	1425	1655	1715	2130	2225

Ces vols Paris-Londres sont programmés de façon à assurer une correspondance pratique avec nos liaisons vers l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient. Londres-Gatwick vous offre également plus de 20 liaisons directes en Grande-Bretagne et en Irlande.

Rien d'étonnant à ce qu'une association de journalistes britanniques spécialisés ait récemment désigné Gatwick comme le « meilleur aéroport international du monde ».

Jugez par vous-même. Demandez à votre Agent de Voyages de réserver votre place sur un vol British Caledonian.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

DÉFENSE

UN RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR LES SOUS-OFFICIERS

- Pas assez de candidats bacheliers dans l'armée de terre
- Trop peu de retours volontaires à la vie civile

Les armées françaises devraient profiter des circonstances économiques actuelles pour attirer, au sein du corps des sous-officiers, davantage de candidats bacheliers qu'elles n'en ont recrutés jusqu'à présent, notamment dans l'armée de terre. D'autre part, cette même situation économique joue contre le nécessaire rajustement de ce corps de sous-officiers, puisque les cadres engagés ne sont pas encouragés, à l'issue de leur contrat, à retourner dans le civil à cause du chômage.

Telles sont les principales conclusions d'un rapport rédigé, au nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, par M. Guy-Michel Chauveau, député socialiste de la Sarthe. Ce document parle

M. HERNU CRÉE DES COMMISSIONS RÉGIONALES DE LA FONCTION MILITAIRE

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a annoncé, mercredi 5 octobre à Paris, la création de commissions régionales du Conseil supérieur de la fonction militaire (C.S.F.M.), qui est une instance de concertation, sous sa présidence, pour tout ce qui concerne les statuts des personnels militaires et le style de vie sous l'uniforme.

Pour réaliser, au niveau local, une participation accrue des personnels militaires au fonctionnement du C.S.F.M., a notamment expliqué M. Hernu, des instances régionales seront créées : ceux des membres titulaires des commissions régionales qui auront été tirés au sort pour siéger au Conseil supérieur seront ainsi en mesure de traduire les préoccupations des militaires qu'ils représentent. Titulaires et suppléants de ces commissions, soit de l'ordre de mille cinq cents personnes, recevront ainsi communication de toutes les informations.

Institué il y a quatorze ans, le C.S.F.M. est composé de quarante-cinq cadres des trois armées, de la gendarmerie et de leurs services. Plus récemment a été créé un Conseil permanent des retraités.

Le C.S.F.M., dont les membres se voient garantir leur libre expression, ses nouvelles instances régionales et le Conseil permanent des retraités devraient recevoir, sous peu, une série de projets de textes législatifs et réglementaires à la rédaction desquels ils seront associés et qui concerneront les cadres et les engagés. Le projet de suppression de trente et un mille cinq cents postes dans les effectifs militaires, durant la loi de programmation 1984-1988, a vivement inquiété les armées. M. Hernu a donné l'assurance que cette réduction serait obtenue par une diminution temporaire du recrutement, de telle façon qu'il n'y ait aucun dégauchement autoritaire de cadres, et que leur avancement sera préservé.

mentaire répond à un souci manifeste, déjà l'an dernier, par le ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui avait incité l'armée de terre à ce que, progressivement, la moitié du recrutement des sous-officiers issus des écoles (à la différence des sous-officiers sortis du rang) provienne de candidats bacheliers, comme dans l'armée de l'air.

Alors que les sous-officiers de la marine (28 137 officiers maritimes) et de l'aviation (41 551 en 1983) représentent 45 % des effectifs de leur armée respective, les sous-officiers représentent seulement 20 % des effectifs de l'armée de terre (62 900 sous-officiers de carrière et sans contrat). Dans l'armée de terre, note le rapporteur, les sous-officiers sont chargés de tâches de commandement alors que, dans la marine et dans l'aviation, la majorité des sous-officiers accomplissent des tâches techniques, sans fonction d'encadrement.

Compte tenu de l'instruction généralisée jusqu'à dix-huit ans, écrit encore M. Chauveau, « il serait néfaste que la qualité du corps des sous-officiers soit inférieure à celle de la majorité des recrues (...). Or, il est tout à fait nécessaire de maintenir une corrélation entre le nombre de bacheliers recrutés par l'armée de terre et le nombre de baccalauréats délivrés à l'échelon national qui représente actuellement environ 25 % pour une même classe d'âge, alors que les pourcentages de titulaires du baccalauréat recrutés dans les écoles de l'armée de terre (par la voie directe) étaient de 17 % en 1982 ».

Le rapporteur observe : « C'est dans l'armée de l'air que l'on constate le meilleur niveau de recrutement, puisque près de la moitié des sous-officiers recrutés y sont bacheliers (...). L'objectif de porter, à terme, à 50 % le volume des élèves sous-officiers qui seront bacheliers apparaît plus comme trop ambitieux, en raison d'une conjoncture économique qui doit être mise à profit pour améliorer la qualité du recrutement », principalement dans l'armée de terre.

Pour le déroulement de carrière des sous-officiers, M. Chauveau rappelle que le législateur avait souhaité maintenir un important flux de départs à la retraite proportionnelle pour obtenir une population d'une relative jeunesse grâce à un recrutement régulier. « Une telle politique ne peut se concevoir, écrit-il, que dans la mesure où les sous-officiers, quittant ainsi le service entre trente-cinq et quarante-sept ans, peuvent accomplir une seconde carrière dans le secteur civil pour retrouver, au moins, leur niveau antérieur de rémunération ».

« Or, depuis 1981, la persistance de la tension sur le marché de l'emploi et des craintes liées des projets de réglementation du cumul d'une pension de retraite et d'une activité rémunérée ont influé sur le comportement des sous-officiers anciens qui diffèrent leur départ à la retraite et demandent de plus en plus à servir au-delà de la limite d'âge inférieure. Cette observation, à en croire le député de la Sarthe, est vraie aussi bien dans l'armée de terre que dans l'aviation.

Dans un passé récent, note-t-il à propos des sous-officiers de l'armée de terre, le nombre maximum de départs a été enregistré en 1974, avec un volume voisin de 6 700. Un tel flux de départs aurait pu, sur une longue période, provoquer un très net rajeunissement de l'encadrement. Mais ces dernières années, en raison de l'effet conjugué de la mise en place des nouveaux statuts et des difficultés de réinsertion dans le milieu civil, les départs se sont limités à 4 500. Cette nouvelle situation pourrait à l'inverse se traduire par une tendance au vieillissement de l'encadrement. Selon M. Chauveau, la marine a une meilleure politique de « fuites ».

RELIGION

La mort du cardinal Cooke

« Défenseur de la vie » jusqu'au bout

Le cardinal Terence Cooke, archevêque de New-York, est décédé jeudi 6 octobre à l'âge de soixante-deux ans. Il était atteint d'une leucémie aiguë. Sa mort ramène les effectifs du Sacré Collège à cent trente et un membres, dont cent neuf, âgés de moins de quatre-vingts ans, voteraient en cas de conclave.

Le cardinal Cooke avait impressionné son entourage par sa décision, alors qu'il se savait condamné, de ne pas quitter son poste. Dans une lettre pastorale, qui devait être lue dans toutes les églises de l'archidiocèse de New-York, l'ancien archevêque de New-York écrivait : « La vie n'est pas moins belle parce qu'elle est accompagnée de la maladie ou de la vieillesse. Je suis heureux de poursuivre, jusqu'à la fin, mon apostolat de défense de la vie ».

Responsable du diocèse catholique le plus riche du monde, et le deuxième aux États-Unis par le nombre de baptisés, le cardinal Cooke avait été un choix plutôt inattendu pour succéder au légendaire cardinal Francis Spellman, réputé autant pour ses prouesses financières que pour ses positions conservatrices, et qui restera dans l'histoire comme l'évêque qui a bûlé les troupes américaines au Vietnam.

Fils d'un chauffeur irlandais, Terence Cooke naît dans un taudis de Manhattan et, ayant perdu sa mère à l'âge de neuf ans, est confié à une succession d'écoles catholiques avant d'entrer au petit séminaire. Obéissant, effacé et gros travailleur, cet élève modèle est remarqué par ses supérieurs, qui l'envoient, après son ordination en 1945, à l'Université catholique d'Amérique, à Washington, puis à l'université de Chicago.

Moins conservateur que Francis Spellman

Après plusieurs années de ministère dans les services caritatifs de l'archidiocèse de New-York, le jeune prêtre est remarqué par le cardinal Spellman, qui en fait son secrétaire privé en 1957, vice-chancelier un an plus tard et chancelier en 1961. Il a décrit sa relation avec le cardinal comme celle d'un fils à son père. Cette loyauté sans faille reçoit sa récompense : le Père Cooke est nommé vicaire général de New-York en 1965, évêque auxiliaire la même année et, sur l'avis du cardinal, mais contre celui d'une majorité des prêtres diocésains - archevêque de New-York quatre mois après la mort de Mgr Spellman, en 1967.

D'avantage pasteur qu'administrateur, le cardinal Cooke s'est montré

plus libéral que son prédécesseur dans le domaine social (les problèmes de racisme, d'immigration, de pauvreté), tout en partageant ses positions théologiques et morales traditionnelles. Plus conciliant aussi pour les questions militaires, l'archevêque de New-York était responsable *ex officio* des aumôniers militaires - Mgr Cooke essayait de ménager les susceptibilités de chacun. En 1981, toutefois, il avait provoqué une controverse en écrivant, dans sa lettre annuelle aux aumôniers militaires, que l'arme nucléaire peut être considérée, dans certains cas, comme « non pas satisfaisante, mais tolérable ».

Autre point sensible, qui ne fut pas résolu par Mgr Cooke : la présence massive d'hispanophones à New-York. Malgré les demandes répétées de cette communauté, qui constitue plus de la moitié des catholiques du diocèse, aucun évêque auxiliaire d'origine latino-américaine ne fut nommé.

Peu de temps avant sa mort, le cardinal Cooke a encore fait parler de lui en refusant de bénir le traditionnel défilé de la Saint-Patrick, le 17 mars 1983, en manière de protestation contre sa « politisation » - sous-entendu, contre les sympathies de ses organisateurs pour l'I.R.A., le cardinal était pourtant le septième archevêque du New-York de souche irlandaise.

ALAIN WOODROW.

CLUB est une invention britannique synonyme de confort, de calme, de classe. Sur British Airways, la classe Club ne fait pas exception : accueil spécial,

enregistrement rapide, parcours silencieux avec cocktails pour se détendre, cuisine gourmande, et le plus serviable des équipages. La vraie classe, c'est la classe Club British Airways.

Le monde entier aime British Airways.

**British
airways
Club**

La vraie Classe.



DUPUY COMPTON ET ASS. MAR 1977

du 8 au 22 octobre

EXPO-ORIENT 83
— 20%
sur les tapis d'Orient
faits main.

1.500 tapis d'Orient faits main
sélectionnés aux meilleures sources.

50 superbes reproductions
jacquard de tapis d'Orient,
dans les matières les plus nobles,
en exposition.



Le Nouveau
PLACE CLICHÉ

93, rue d'Amsterdam Paris (8^e) Tél.: 526.15.16.

nté de Klaus Barbie r de cassation mes contre l'humanité

Le tribunal fédéral de la Cour suprême de la République fédérale d'Allemagne a rendu, jeudi 6 octobre, son verdict dans l'affaire Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo à Salzbourg, accusé de crimes contre l'humanité. Le tribunal a condamné Barbie à la prison à vie. Cette décision est la première d'un procès qui dure depuis plus de dix ans. Barbie, 67 ans, a été arrêté en Bolivie en 1978 et transféré en Allemagne. Il a été jugé pour des crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale et après. Le tribunal a rejeté ses demandes de révision et de cassation. Barbie a été condamné à la prison à vie pour des crimes contre l'humanité. Le tribunal a également condamné deux autres personnes à la prison à vie. Les autres accusés ont été acquittés. Le procès a été suivi avec beaucoup d'intérêt en Allemagne et dans le monde entier. Klaus Barbie est considéré comme l'un des plus grands criminels de guerre de la Seconde Guerre mondiale.

JEAN-MARC THELLEIRE

Les grandes écoles

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, a annoncé, jeudi 6 octobre, la création de grandes écoles de l'enseignement supérieur. Ces écoles seront créées à partir de 1985. Elles auront pour mission de former des cadres supérieurs. Les grandes écoles de l'enseignement supérieur sont des établissements d'enseignement supérieur qui ont pour mission de former des cadres supérieurs. Elles sont créées à partir de 1985. Elles auront pour mission de former des cadres supérieurs. Les grandes écoles de l'enseignement supérieur sont des établissements d'enseignement supérieur qui ont pour mission de former des cadres supérieurs. Elles sont créées à partir de 1985. Elles auront pour mission de former des cadres supérieurs.

Monde

économistes
silence
des Normands
des Savoyards
forme d'autonomie
septembre.
L.F. Coeurneur.
régime habituel

2 MOIS
octobre 1983

12415 F

LETTRES

LAURÉAT INATTENDU

L'écrivain britannique William Golding obtient le prix Nobel

Le prix Nobel de littérature a été attribué, jeudi matin 6 octobre, à l'écrivain britannique William Golding, pour ses romans qui, avec la clarté de l'art narratif réaliste et avec la diversité, l'universalité du mythe, illustrent la condition humaine dans le monde d'aujourd'hui.

Surpris, comme tout le monde, par cette récompense, le lauréat s'est déclaré très heureux. « A cause d'un patriotisme démodé, je suis content qu'un Britannique ait remporté le prix Nobel de littérature pour la première fois depuis trente ans », a-t-il déclaré.

Pendant un quart de siècle, on a soumis l'homme que vous avez devant vous à un processus de monification littéraire », déclarait William Golding lors d'une conférence intitulée « Croyance et créativité » (1). « Cet homme n'est plus tout à fait un être humain. C'est un

livre pour les lycéens... Dans une lettre, un petit garçon s'adressait à moi ainsi : « C'est beau de pouvoir écrire à un auteur pendant qu'il est vivant. Si vous êtes encore vivant, répandez-vous à mes questions ».

Ce livre pour les lycéens, c'était *Sa Majesté des Mouches* (1954), le premier roman que Golding publia. Roman allégorique (inspiré d'un best-seller de la littérature enfantine : *Coral Island*, paru en 1858) dans lequel des enfants, évacués d'Angleterre alors qu'une guerre atomique fait rage, se retrouvent sur une île à la suite d'un accident d'avion : d'un groupe innocent, ils se transforment bientôt en une horde peinteurlurée qui chasse les porcs sauvages avant de chasser l'homme.

Le microcosme que forme l'île aux enfants peut être appréhendé de deux façons : une lecture politique y perçoit la montée du nazisme (la sauvagerie de Jack, le meneur, et son comportement font penser à ceux de Hitler) : une lecture méta-

physique y trouve l'image d'un homme prisonnier d'une cruauté qui est en lui comme le stigmate de sa condition (après sa confrontation avec « la Bête », une tête de cochon empalée que dévorant les mouches, Simon comprend que la bête ne se cache pas en quelque dieu extérieur mais qu'elle « fait partie de nous »).

Cette obsession unique — la présence du mal au cœur de l'homme, exprimée dans le langage complexe de l'allégorie et du symbole, sous-tend tous les romans de Golding. De même que Simon meurt sous les coups de ses camarades pour avoir compris que la bête est co eux, de même, dans *Les Héritiers* (1955), un petit groupe de préadolescents, « le Peuple paisible », périt, décimé par une tribu d'hommes primitifs, victime expiatoire de l'homme déchu. S'il isolait dans l'espace les personnages de *Sa Majesté des Mouches* et dans le temps ceux de *Héritiers*, Golding dans son troisième roman, *Chris Martin* (1956), atteint le dépouille-

ment suprême : un homme, sur un rocher, perdu dans l'océan ; au long des pages sa lutte pour survivre, puis sa défaite. Mais son échec n'a rien d'héroïque ; parce que le mal est en lui, parce qu'il ne peut subsister qu'en absorbant les choses et les êtres, il fait l'expérience de la chute.

L'art et la métaphysique sont indissolublement liés dans les romans de Golding : on pourrait y mettre en exergue cette formule de D.H. Lawrence : « Même l'art dépend d'une métaphysique... c'est une métaphysique qui gouverne les hommes tout le temps ». Et Golding de préciser : « Je suis un homme religieux incomplet ». Dieu est à l'affût dans tous ses livres ou, en tout cas, un Être puissant, suranné, Majesté sans nom (Majesté des mouches) qui dehors s'appelle « la Bête » ou « le Ciel » et dans la conscience s'appelle « les anciens, les esprits » — comme pour Metty dans *Paradis sauvage*, — ou encore « peur », peur du noir dehors et dedans. Une peur qui est aussi désir.

L'obscurité est la manifestation de la présence de Dieu : le désir des ténèbres — « le désir de toutes les impossibilités des ténèbres » — se confond avec celui de Dieu.

C'est pourquoi « l'incompétence de Golding est à l'origine de la poésie de son œuvre : c'est elle qui en fabrique le mystère ». (2) Point de Dieu ommé qu'on peut adorer, donc (encore que dans une conférence Golding ait déclaré : « Je crois en Dieu »), mais des images fulgurantes, mystérieuses, hallucinées, qui sont la projection de la peur et du désir, de la folie peut-être. Ces images que, « plongeur », il ramène des profondeurs, cette folie, éclatent dans *Paradis sauvage* (1979 — traduit littéralement, le titre serait : *Ténèbres visibles*), roman étrange et dérangeant que Golding publia après plus de dix ans de silence. Il suivit *Chute libre* (1959), *La Nef* (1964) et *La Pyramide* (1967), et précédait de peu *Rites de passage* (1980) qui paraît en français ces jours-ci.

Tous les personnages de *Paradis sauvage*, depuis Metty, monstre et du blitz, être fantastique surgi de l'au-delà, jusqu'à Sophie, l'une des belles jumelles meurtrières, tous connaissent parfois des états seconds au cours desquels leur sont révélées les ténèbres d'une autre vérité. Que Sophie découvre alors le sens de l'ouvrage — « A l'origine était l'ouvrage » — qui doit accompagner l'effacement du monde et s'efforce d'apaiser l'apocalypse, que Metty, figure de Christ-Rédempteur, comprenne que le sens de sa destinée est en contraste de se sacrifier pour le rachat d'un être, telles sont les oppositions directrices du roman. Mais, près de vingt-cinq ans après la publication de *Sa Majesté des Mouches*, l'obsession de Golding reste la même : celle de la souffrance, de la destruction et de la cruauté d'un monde où les êtres, comme des mouches dévorées et actives, sont condamnés, parce que le mal est en eux, à s'entre-tuer et à mourir.

Aujourd'hui, déclarait Golding, je n'hésiterais pas à soutenir de nouveau les vues philosophiques et théologiques sur la nature de

l'homme et l'univers dans lequel il vit que j'ai avancées dans ce livre *Sa Majesté des Mouches*. Je suis pessimiste en ce qui concerne l'avenir et optimiste quant au cosmos ! « Dieu, poursuivait-il, agit de façon mystérieuse : le diable aussi semble-t-il. Parfois, ils paraissent œuvrer de concert. Parfois, nul ne répond, même si vous les appelez : l'un et l'autre à grands cris. Ils se sont endormis ou sont partis chasser — peut-être se chasser l'un l'autre. » Et puis, parlant à nouveau de sa vision de Dieu, il précisait que, comme tout un chacun, il ne faisait que se reporter au souvenir de moments particuliers : « Romancier vieillissant, qui patauge dans les difficultés de la vie du vingtième siècle et la confusion de croyances à demi formées ».

En dépit de cette confusion, sa préoccupation profonde ne varie pas : « Ce qu'est l'homme, ce qu'est l'homme aux yeux de Dieu, voici ce que je brûle de savoir... les thèmes qui expriment le mieux mon dessein, ceux qui sont le plus familiers à mon imagination, ont surgi de cette préoccupation : je les ai choisis de sorte à progresser dans cette connaissance. Ils ont représenté l'homme réduit à la dernière extrémité, l'homme utilisé comme matériau de construction, mis au laboratoire, l'homme dont on se sert pour détruire ; l'homme isolé, l'homme obsédé, l'homme qui se noie dans l'étendue de la mer ou dans celle de son ignorance ».

Non qu'il soit jamais parvenu à la « sagesse ». « Ce qui me caractérise, dit-il, c'est un sens perpétuel de l'étonnement. Je déclare qu'il est possible de vivre longtemps étonné, et, de plus en plus, je m'aperçois qu'il est également possible de mourir ainsi. Sur ma tombe, il faudra graver : « Il s'étonna ».

CHRISTINE JORDIS.

(1) Conférence prononcée au British Council en avril 1982 ; le texte est repris dans un recueil d'essais intitulé *The Moving Target*.
(2) Hélène Cixous, dans un article paru dans *Les Langues modernes*, septembre 1966.

Gaschgai Assad-Baghi*

-20% SUR TOUS
jusqu'au 12 novembre

LES TAPIS D'ORIENT

* Crédit gratuit 6 mois à partir de 3500 F d'achats

En matière de tapis d'Orient, il y a le vrai et ce qui paraît vrai. Seul l'initié sait percevoir la différence. C'est pourquoi, même lorsqu'il s'agit de tapis persans, notre acheteur François Ollivier, expert auprès des douanes françaises, multiplie les exigences.

Aujourd'hui, il est un des rares Français à aller sur place, en Iran. Et à juger sur pièce. Chaque tapis qu'il vous propose satisfait tous les critères qui justifieront votre investissement : qualité de nouage, ancienneté, dessins uniques, coloris...

Ainsi il a constitué une collection inimitable par sa richesse, sa diversité, son histoire. Toutes qualités qui permettent au Bon Marché de s'affirmer premier spécialiste de tapis d'Orient et de tenir son rang en multipliant sur chaque achat les preuves de confiance.

Par exemple, le Bon Marché reprend à trois fois leur prix d'achat les tapis d'Orient qu'il a vendus il y a dix ans et plus, s'ils comptent au moins 250000 nœuds au mètre carré.

* 220x148. Ce tapis Persan ancien 19^e siècle à triple médaillons et décor de « Boteh » a été noué par l'une des tribus Gaschgai de la province du Fars.

AU BON MARCHÉ

Rive gauche

105, boulevard des Capucines - Paris 17

* Achat et crédit au Bon Marché par la Banque Société ont apporté personnel 20%, frais de crédit (sans assurance VMA) au client pris en charge par le Bon Marché.

La colère d'Artur Lundkvist

De notre correspondant

Stockholm. — « William Golding est un petit phénomène anglais sans intérêt particulier. » Le jugement n'est pas porté par n'importe qui : il vient de l'un des membres les plus éminents de l'Académie suédoise, M. Artur Lundkvist, « l'homme qui lit tout » et qui a exercé longtemps une influence décisive sur les choix de cette royale assemblée de brillants esprits. Mais voilà : l'avis du patron n'est plus aujourd'hui parole d'évangile, ses collègues ne lui obéissent plus pieusement et osent se rebeller. Et cela provoque, disputes et éclats de voix.

Cette année, les académiciens avaient, après plusieurs mois de réflexion, retenu finalement deux noms : William Golding et Claude Simon. Aucun écrivain français n'avait été couronné depuis Jean-Paul Sartre en 1964, et les suédois n'avaient pas du tout apprécié la décision de l'auteur des *Heures de la nuit*. Il a été difficile d'oublier l'affront. Toutefois, Claude Simon figurait sur la liste des « nobélisables » depuis quelques années déjà.

Lors d'un premier vote interne cet automne, Golding obtint sept voix contre cinq à son concurrent français. Ce résultat défavorable à son poulain a rendu furieux Artur Lundkvist.

« D'autant plus, confia-t-il à l'agence de presse suédoise, que mes collègues ont refusé de procéder à un second tour de scrutin la semaine dernière. » Il a claqué la porte et refusé de participer à l'ultime réunion, le mercredi 5, où l'on a, semble-t-il, quand

même voté une deuxième fois, mais par conséquent en son absence...

Aujourd'hui, il affirme avoir été victime d'un coup monté : « On ne m'a pas donné l'occasion de m'exprimer. Le choix de Golding ne faisait pas du tout l'unanimité au sein de l'Académie, comme on essaie de le faire croire. On ne peut pas dire qu'il soit un « grand », tandis que Claude Simon, lui, a eu une importance considérable pour toute la littérature mondiale. Il a marqué tous les écrivains latino-américains. »

Et Artur Lundkvist de regretter que l'Académie ne soit plus ce qu'elle était. « Les membres se taisent, se contentent de suivre le courant, alors que normalement chacun devrait avoir sa propre opinion et avoir au moins le courage de la défendre ! »

Les personnes mises en cause se refusent à tout commentaire, mais la poussée de colère d'Artur Lundkvist aura eu, tout cas, permis d'en savoir un peu plus sur les délibérations et querelles des académiciens. Et c'est la première fois dans l'histoire du prix Nobel de littérature que le choix de l'Académie est contesté publiquement par l'un de ses dix-huit membres.

« Pas de commentaire », a déclaré M. Lars Gyllenstein, le secrétaire perpétuel de l'Académie, qui a ajouté que les statuts du prix imposent au jury de se taire pendant cinquante ans !

ALAIN DEBOYE.

Célèbre grâce à Peter Brook

Né en 1911 en Cornouailles, William Golding a fait ses études à Oxford. Engagé dans la Royal Navy pendant la guerre, il participe au débarquement en France. En 1945, il est nommé professeur à Salisbury et il enseigne l'anglais et la philosophie pendant près de vingt ans.

Son premier roman, le plus connu, *Sa Majesté des Mouches* qui remonte à 1954, est une évocation du mal, qui est en chacun de nous, enfant ou adulte ; porté à l'écran par Peter Brook, le film contribua à faire connaître l'auteur, avec quelque retard en France, puisque le livre ne fut traduit qu'en 1964, dix ans plus tard. Grâce au succès de ce livre, Golding put devenir un écrivain à plein temps et abandonner le professorat.

En trente ans, cet homme rigoureux, qui a toujours mené une carrière rectiligne et sans grandiloquence, n'a publié qu'une dizaine de romans. *Rites de passage* lui valut en 1980 le Booker Prize, le Goncourt anglais, et il a écrit l'an dernier un livre d'essais très apprécié par la critique britannique *The Moving Target*. (« La Cible mouvante »).

Il est le huitième Britannique à être distingué par le Nobel, après Rudyard Kipling (1907), Bernard Shaw (1925), John Galsworthy (1932), Thomas S. Eliot (1948), Bertrand Russell (1950), Winston Churchill (1953), Elias Canetti (1981).

Le redressé
est prioritaire



04 11 10 15 20

LA BELGIQUE MALGRÉ TOUT

COMMENT peut-on être Belge ? Comment peut-on se sentir membre de cet ensemble national composite, défilé à la logique des Etats et qui, pourtant, existe depuis plus d'un siècle et demi, contre vents et marées ? Un défi qui, pour tout dire, fut lancé à l'origine de cette « Europe des nationalités », comme pour prouver qu'on pouvait insuffler l'air du temps à deux et même trois communautés culturelles, linguistiques, et leur donner, contre toute vraisemblance, l'envie de vivre la même aventure.

Toutes proportions gardées, la Belgique, telle qu'elle naquit en 1830, avait tout pour devenir une sorte de Liban de l'Europe. Pour tant, quelques années après, elle a vécu dans une relative paix intérieure, parfois troublée par quelques controverses importantes — comme la fameuse « question royale », après la seconde guerre mondiale, mais non pas strictement intercommunautaires.

Le redressement économique et financier est prioritaire par rapport au débat institutionnel nous déclare M. Jean Gol, chef du gouvernement par intérim

« La mort du roi Léopold III a remis en mémoire les pages tragiques de l'histoire belge, mais aujourd'hui la monarchie apparaît comme le seul élément d'unité du pays. Est-ce que ce jugement vous paraît exact ? »

— Je crois que les Belges ont toujours la volonté de vivre ensemble et sont sans doute condamnés à vivre ensemble. Il existe tant de liens historiques, politiques, économiques, sociaux, que c'est vraiment une vue catastrophiste de penser que ce pays est sur le point de se disloquer. Si la monarchie est un élément de l'unité du pays, on ne peut pas pour autant négliger le facteur régional qui non seulement est apparu dans les institutions en 1980 mais qui est maintenant fortement présent au niveau de la psychologie de nos concitoyens. Avec une certaine avance dans la partie flamande du pays par rapport à la communauté française de Belgique et à la Wallonie. Mais je crois que la question de temps et que la prise de conscience communautaire et régionale va se combiner à la volonté d'union de la Belgique.



Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE.

Les institutions de 1980 ont fait place à ces éléments puisque désormais la Belgique est non seulement un Etat gouverné par un gouvernement central et un Parlement, par les ministres nommés par le roi, en fonction des équilibres politiques au Parlement mais qu'en outre il existe aujourd'hui deux grandes communautés et trois régions, dont deux au moins sont organisées : la Flandre et la Wallonie. Bruxelles doit aussi être une région organisée mais n'a pas encore pu l'être pour des raisons politiques.

— Vous parait-il politiquement possible que Bruxelles devienne la troisième région du royaume ?

— La Constitution le prévoit, et l'espère, que lorsque l'on fera une nouvelle réforme de l'Etat, le problème de Bruxelles sera réglé. En même temps que l'on précisera la compétence des régions et le rôle et les degrés d'influence de l'Etat central. Je suis persuadé que cette réforme n'aura pas lieu et ne doit pas avoir lieu sous la législature actuelle, car pour l'instant le redressement économique et financier du pays est prioritaire par rapport au débat institutionnel ; il est d'ailleurs dans l'intérêt de tous les Belges, quelles que soient leur région ou leur communauté. Mais on n'échappera pas à un nouveau débat constitutionnel que le gouvernement a d'ailleurs décidé de faire préparer par un centre d'études de la réforme de l'Etat. Sous la législature suivante, on devra à la fois préciser les compétences des régions et des communautés (certains songent à un élargissement) et la place de l'Etat central, car il n'existe pas d'Etat, même et surtout fédéral, dans lequel l'Etat central n'ait pas un poids réel. En même temps, sinon on n'en sortira pas, il faudra préciser les institutions définitives de la région bruxelloise.

— Le problème de Bruxelles est-il politique, géographique, linguistique ?

— Le problème de Bruxelles est très complexe. Bruxelles est à la fois la capitale du pays, une région, qui a ses intérêts économiques, commerciaux, quo vic en commun propre

taires. Cependant que, sans faire encore beaucoup de bruit, se mettaient en place les éléments du drame actuel, à commencer par la montée d'une Flandre longtemps tenue pour une sorte de Belgique anabale, culturellement, économiquement, politiquement, rôle dans lequel allait la relayer, à partir des années 50, la Wallonie. La région francophone ne s'est jamais vraiment remise du déclin de ses activités sidérurgiques et minières, de sa démographie, de ses finances.

Ouverte avec les tensions « linguistiques », notamment dans le domaine universitaire, du début des années 60, la période de confrontation entre francophones et néerlandophones ne paraît guère, aux observateurs les plus pessimistes, pouvoir s'achever autrement que par une scission de l'Etat belge. Elle a en tout cas provoqué la mise en place d'une régionalisation très poussée, par étapes suc-

cessives (ce qui n'a parfois fait que multiplier les échelons de décision, les lenteurs administratives et le nombre des fonctionnaires), et aussi certaines conversions spectaculaires au fédéralisme, de la part d'anciens partisans de l'Etat unitaire, comme Paul-Henri Spaak, voire à un séparatisme qui n'ose pas encore tout à fait dire son nom, ou à un « rattachisme » qui est un peu à la Belgique ce qu'est l'Enosis à Chypre.

Le moindre paradoxe n'est pas qu'on ait fur et à mesure que se creusaient les divisions de la Belgique s'affirmait aussi sa vocation d'artisan de l'unité européenne. Bruxelles, siège et enjeu de tant de querelles intestines, devenait en même temps la capitale du Vieux Continent, et d'ailleurs aussi celle de l'OTAN. Tout comme ce pays, si volontiers moqué par ses voisins, en particulier français, avec plus d'injustifiable condescendance que d'affection, donnait un second souffle à ces arts du vingtième siècle

par excellence que sont la bande dessinée — y compris en inventant un nouvel humour — la chanson, le roman — pas seulement policier — la poésie, la peinture, même et surtout dans ses modes d'expression les plus surréalistes.

De cette accumulation de trésors qui ne devaient pas seulement à un passé prestigieux, certains ont encore voulu tirer espérance de voir Flamands, Wallons et Bruxellois, sans parler de la petite communauté germanophone, préférer la coexistence à peu près pacifique au divorce par consentement mutuel. Voici donc en tout cas, aussi loin que possible des clichés que prodigent sur son compte ceux qui ne la connaissent guère, cette « Belgique malgré tout », cette nation quand même, ce « plat pays » qui, au fond, l'est si peu.

BERNARD BRIGOLEUX.

Quinze siècles de querelles communautaires

« SIRE, il n'y a pas de Belges », écrivait Jules Destrée dans une lettre au roi Albert I^{er} en 1912 ; la phrase de l'homme d'Etat wallon n'a jamais été aussi souvent citée qu'au cours des dix dernières années par ceux qui sont résolument pour la séparation entre le Nord et le Sud.

De toute évidence, le sentiment national belge a considérablement fléchi depuis la fin de la guerre. Ne dit-on pas que seuls les « anciens Belges », ceux qui ont fait les grandes guerres pour défendre le sol de leur patrie, entrent encore à l'unité du pays ? Que les jeunes sont davantage attachés à leur région, et tournent leur regard vers l'Europe plutôt que vers la rue de la Loi, siège du gouvernement central ? Que l'union ne se fait guère qu'autour d'un champion cycliste comme Eddy Merckx. Que Wallons et Flamands se proclament Belges quand il s'agit de la Tour de France ou quand la Belgique se classe bien dans une rencontre internationale de football ?

Les Belges ne se sont pas brusquement divisés. La frontière linguistique, inscrite dans la loi en 1963 (et que l'on accuse d'avoir définitivement séparé Flamands et Wallons) a été en fait instaurée il y a quinze siècles déjà, au moment des invasions franques. La pénétration romaine s'était arrêtée sur un front allant de Tournai à Cologne et la « zone d'occupation » garda les idiomes romans, tandis qu'au nord

les populations continuaient de parler le thiois, langue germanique.

Dix siècles plus tard, le rayonnement de la langue française était devenu tel que les classes dirigeantes, la noblesse, la bourgeoisie et le clergé l'adoptaient, le flamand n'étant plus parlé que par les manants. Lorsqu'elle secoua le joug hollandais en 1830, la Belgique était déjà gouvernée en français. Le roi Guillaume des Pays-Bas parlait cette langue et avait d'ailleurs accordé plus d'attention au développement économique de la Wallonie qu'à celui de la Flandre. Il avait été à l'origine de la création des usines Cockerill à Liège. Vengeance de l'histoire, l'entreprise fait aujourd'hui l'objet de querelles entre Flamands et Wallons. Mais ce sont les premiers qui ne veulent plus participer aux investissements de cette coûteuse industrie du sud.

La montée des nationalismes

La Belgique indépendante de 1830 continua donc à être dirigée par des francophones, comme elle l'avait été sous le régime hollandais et sous l'occupation napoléonienne. Rien ne changea jusqu'à l'éveil très lent du nationalisme flamand qui coïncida avec celui de la classe ouvrière. Jusqu'aux années 1880, il n'y avait eu que le surpas de quelques intellectuels, comme l'écrivain Henri Conscience, dont le *Lion de*

Flandre voulait réveiller le peuple flamand. Sur son monument une seule phrase : « Il appartient à lire à son peuple ».

De 1880 à 1890, le nationalisme flamand connut son véritable essor, en même temps que le mouvement ouvrier. C'était la première explosion sociale, moins marquée par le marxisme que par les chrétiens. Un prêtre d'Alost, l'abbé Daens, prêcha la révolte contre les possédants tous francophones et on assista dès lors à l'alliance entre la revendication ouvrière et le « flaminganisme ». Les Flamands, au départ, réclamaient le droit d'être administrés et jugés dans leur langue et la création d'écoles supérieures en néerlandais. Pour devenir ingénieur, médecin ou avocat, le jeune Flamand devait jusque-là aller apprendre le français en Wallonie pour recevoir l'enseignement en français à l'université de Gand.

Vint la guerre de 1914. Dans les tranchées de l'Yser, les soldats flamands étaient commandés en français. Les Allemands, maîtres du pays, exploitèrent habilement les mécontentements de la population flamande (comme ils le firent en 1940) et installèrent un gouvernement de collaborateurs. Au lendemain des hostilités, le roi Albert comprit qu'il fallait, pour préserver l'unité de la nation, lâcher du lest aux néerlandophones. En 1932, l'égalité entre les communautés était devenue réelle dans les textes : l'université de Gand devenait flamande ; les administrations et la justice aussi... Restait la vie économique, toujours aux mains des francophones.

« Un complexe de décolonisés »

L'étape décisive pour la Flandre vint au lendemain du second conflit mondial. La question royale creusa le fossé entre les deux communautés et si, lors de la consultation populaire de 1949, 57 % des Belges se prononcèrent pour le retour d'exil de Léopold III, les Flamands avaient voté « oui » à 72 %, alors que 58 % des Wallons et 52 % des Bruxellois (en majorité francophones) s'étaient prononcés contre le souverain. Celui-ci, dans la campagne sans pitié menée par ses opposants, était, quantifié de « roi des Flamands » et il dut abdiquer. En 1955, la « guerre scolaire » confirma la division, le Nord étant en majorité favorable à l'enseignement libre catholique, le Sud préférant l'école officielle.

En 1960-1961 enfin, la grande grève fut rapidement abandonnée par les Flamands, tandis que les Wallons la poursuivaient pendant sept semaines jusqu'à l'épuisement total. Quand le travail reprit, le Sud se sentait trahi par le Nord et ce fut le départ d'un mouvement fédéraliste radical sous la conduite du syndicaliste liégeois André Renard.

Depuis, l'hostilité n'a cessé de croître entre une Wallonie appauvrie par les crises du charbon et de la sidérurgie et une Flandre devenue riche, grâce à l'industrialisation de l'après-guerre ; entre une Wallonie socialisée à démographie en recul et une Flandre catholique à démographie en progrès. Sur les dix millions d'habitants, quand on déduit les étrangers, il y a environ cinq millions cinq cent mille Flamands et quatre millions de francophones. Cette différence se traduit au Parlement, où les sénateurs et députés flamands sont plus nombreux, ainsi qu'au gouvernement, le premier ministre étant, depuis quelques années, toujours flamand.

On comprend que les francophones aient à leur tour cherché à se protéger contre une « domination » flamande souvent exagérée par ceux qui la dénoncent, mais souvent maladroite aussi car beaucoup de Flamands, prenant leur revanche sur le passé, ont une espèce de « complexe de décolonisés ».

PIERRE DE VOS.

(Lire la suite page 24.)

Une institution unique

— Quand vous étiez un dirigeant du Rassemblement wallon, vous avez dit qu'un véritable pouvoir régional était nécessaire au développement économique de la Wallonie. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— La région wallonne est moins bien armée que la communauté et la région flamandes pour être un instrument efficace de lutte contre la crise, dans la mesure où les francophones n'ont pas eu jusqu'ici « l'espérance qu'ils changeraient d'avis » — la sagesse de fusionner les institutions communautaires et les institutions régionales, et d'avoir une institution unique qui, pour les Bruxellois francophones et les Wallons, gère à la fois la culture, la santé, l'éducation, l'enseignement et le domaine économique et social. Cette fusion donnerait à notre communauté et à la région wallonne une force plus grande, éviterait une déperdition des moyens financiers et rééquilibrerait l'Etat belge.

— Deuxièmement, la région wallonne et la communauté française auraient dû avoir leur capitale unique à Bruxelles. L'exécutif wallon ne l'a pas voulu. C'est une grande erreur pour des raisons d'image de marque et d'efficacité. Il y avait lieu d'être proche du pouvoir central, non pour en être dépendant, mais pour veiller de plus près aux équilibres indispensables. Les Flamands, eux, l'ont très bien compris.

— Dans la région wallonne, qui hennissent à sa tête actuellement un exécutif composé proportionnellement, c'est-à-dire où se retrouvent les trois grandes familles politiques, une partie importante de la population craint l'évolution vers plus de régionalisation et plus d'autonomie, parce qu'elle a le sentiment que la région serait livrée à une autorité et à un pouvoir quasi absolu du front commun syndical.

— Une majorité de la Wallonie estime être dans la situation de devoir choisir entre la peste et le choléra, entre un Etat national dans lequel le poids de la Flandre est particulièrement dominant et une Wallonie livrée à un pouvoir de gauche très intolérant.

Pendant la grève des services publics, les chrétiens sociaux ont apparu plus souples que les libéraux. Ne craignez-vous pas des tensions au sein de la coalition ?

— Dans un véhicule il y a toujours un frein et un accélérateur. Le gouvernement a voulu à la fois maintenir les objectifs qu'il s'est fixés, boucler son budget sans crédits supplémentaires par rapport à ce que nous avions prévu en juillet et en même temps ne pas aller à l'affrontement avec le secteur public. Nous voulions donc résoudre le conflit par la négociation. Que certains aient joué un rôle plus marqué dans la volonté de maintenir les objectifs budgétaires et que d'autres aient tiré un peu plus dans le sens de la négociation, c'est inévitable et normal. Ce qui est important, c'est que les deux objectifs aient été atteints.



LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE

en BELGIQUE depuis 112 ans présent également dans 77 autres pays.

La BANQUE NATIONALE DE PARIS resserre les liens de coopération entre la BELGIQUE et la FRANCE et contribue au développement des relations commerciales entre ces deux Pays et le Monde.

BNP à : Bruxelles, Anvers, Courtrai, Gand, Liège.



BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège social : 16, bd des Italiens 75009 Paris
Tél. : 244.45.46 - Télex : 280 605

CBR

CBR produit en Belgique et aux Pays-Bas des ciments Portland, du ciment de haut fourneau et du ciment blanc. Ses filiales en Belgique, en France, aux Pays-Bas et en République fédérale d'Allemagne produisent et vendent des éléments de construction en béton précontraint et architectonique pour ouvrages d'art et bâtiments, des parpaings et des éléments armés en béton cellulaire (Yong), du béton prêt à l'emploi, des granulats concassés et des granulats légers (Argex) et des équipements de postcontrainte (Cipec). En outre, le ciment blanc est exporté vers plusieurs pays européens et africains, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord.

Le groupe CBR, qui occupe 6.000 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs français. Il est présent en France par sa filiale LB-Morin, dont la division Béton manufacturé vend des éléments de construction en béton précontraint (éléments de façade, poutres et ossatures, escaliers, etc.) fabriqués dans ses usines de Boran-sur-Oise, de Gilly-sur-Loire et de Montreuil (Paris); la division CIPPEC, au Plessy-en-Yvelines, a une importante activité dans le secteur de la postcontrainte, des joints de chaussée et des matériaux d'appui pour ouvrages d'art. LB-Morin a signé plusieurs réalisations remarquables en France, dont le siège du Crédit Lyonnais à Lyon, l'Ambassade du Canada et le Centre National d'Etudes des Télécommunications à Paris (l'immeuble Picasso et le Palais d'Abrazas à Marne-la-Vallée, la Cité Air France à l'aéroport Charles de Gaulle à Roissy).

La division internationale de CBR fournit des prestations d'assistance et d'ingénierie à l'industrie cimentière dans plusieurs pays, notamment en Algérie pour les cimenteries de Bouira et de Constantine.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

La Société Générale des Minerais a été créée en 1919. A l'heure actuelle, l'une de ses missions consiste, pour une bonne part, à assurer l'approvisionnement en matières premières des usines de la Métallurgie Hoboken-Overpelt, ainsi que la vente des métaux de cette société et des produits chimiques qui dérivent de leur fabrication.

Elle s'est également engagée dans le trading des métaux non ferreux et matières premières apparentées.

Dans son rôle commercial, elle s'appuie sur un réseau international, constitué de filiales et agences en plein développement. A cet égard, ses efforts actuels portent plus particulièrement sur le continent américain et Extrême-Orient. La Société Générale des Minerais «Sogemet», établie à Neuilly-sur-Seine, et dans le capital de laquelle elle détient une importante participation, fait partie de ce réseau. Mentionnons également que Sogemet (Metals) Limited, sous-filiale londonienne de la SGM, s'est vu reconnaître le statut de «ring dealing member» au London Metal Exchange.

Par ailleurs, la SGM a conclu avec la Société Zairoise de Commercialisation des Minerais (Sozacom) une convention de coopération aux termes de laquelle elle apporte à cette société une assistance technique. C'est dans le même contexte qu'elle a été appelée à assurer le financement des exportations de certaines matières produites par la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines).

Un autre secteur d'activités dont l'importance s'est accrue au cours des dernières années, consiste dans la manutention (déchargement, chargement, transbordement) et le stockage de matières pondéreuses en vrac au Port d'Anvers. Disposant de 800 m de quai et de terrains très étendus, la SGM y exploite des installations ultra-modernes parmi les plus puissantes et les plus performantes au monde, comportant, notamment, 5 ponts-porches, une station automatisée de chargement de trains, un réseau complet de bandes transportées et 3 roro-pelles.

FRANKI

s.a. Franki n.v., société créée à Liège il y a 72 ans, est aujourd'hui la maison mère du plus important groupe mondial de fondations.

Le groupe FRANKI, très largement implanté sur tous les continents par l'activité de ses filiales établies dans plus de 25 pays, a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs belges.

Au brevet communément appelé «Pieu Franki» auquel la société doit sa notoriété mondiale, le groupe a ajouté progressivement la gamme complète des techniques spéciales de fondations.

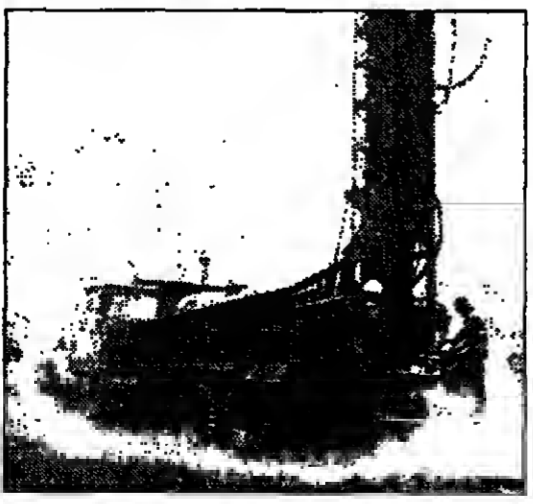
Franki offre des services spécialisés en géotechnique et exécute tous travaux de pieux battus, pieux forés, murs eniboués, consolidation des sols, amélioration des sols et reprises en sous-œuvre.

Le groupe Franki dispose de ses propres machines de battage et de forage, conçues, développées et construites en ses ateliers de Liège.

Dans le cadre de sa vocation de spécialiste en engineering souterrain, le groupe Franki dispose de deux autres activités diversifiées qui représentent actuellement près de 50% de son chiffre d'affaires:

- Génie Civil en Travaux Publics et Constructions Industrielles, avec deux secteurs en développement, les travaux hydrauliques et portuaires et le Génie Civil souterrain (tunnels, métros, travaux miniers).

- Forages et sondages à grande profondeur pour la recherche et l'exploitation des ressources rares telles que pétrole, gaz, géothermie, minerais et eau.



LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

UNE SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La Société Générale de Belgique, établie à Bruxelles en 1822, anime le Groupe Industriel le plus important de Belgique. Celui-ci couvre des activités variées qui vont des métaux non ferreux à l'ingénierie, en passant par l'énergie, le diamant, les fabrications métalliques, mécaniques et électriques, l'industrie chimique, l'industrie de la construction, la sidérurgie, sans oublier les transports maritimes, les assurances, les banques et les sociétés de crédit.

Les fonds propres s'élèvent à FB. 274 milliards, tandis que les capitaux permanents atteignent FB. 34,6 milliards. Les actions émises par la société, dénommées «parts de réserve», sont dans une très large proportion réparties dans le grand public. D'importantes opérations de restructuration ont été entreprises au cours des dernières années, dans la perspective d'une simplification du portefeuille et de la concentration des intérêts de la Société sur un nombre limité de sociétés pivots. Ces opérations avaient également pour objectif le rétablisse-

ment de l'équilibre bilantaire de la Société, ainsi que le renforcement de ses moyens d'action. Une augmentation de capital, prévue pour novembre 1983, devrait permettre de franchir un nouveau pas décisif dans cette voie.

L'instrument essentiel de la Société Générale de Belgique est la participation financière, avec ses compléments naturels: l'octroi de garanties et de certains crédits aux sociétés qui lui sont liées. Elle est de plus représentée au sein des organes d'administration de ces dernières et participe par cette voie à la définition et à la mise en œuvre de leur politique générale. La Société Générale de Belgique peut donc être classée parmi les sociétés à portefeuille actives, étroitement associées au développement des entreprises qui relèvent de son groupe. C'est pourquoi, son Conseil de Direction, — qui est l'organe de décision final dans toutes les affaires importantes intéressant le groupe, — entend renforcer les liaisons et valoriser les synergies entre les sociétés qui composent celui-ci.



COMPAGNIE ROYALE ASTURIENNE DES MINES

Fondée en 1853 pour exploiter une mine de zinc en Espagne, la Compagnie Royale Asturienne des Mines s'est établie en France dès 1870 en créant à Aubry-lez-Douai une fonderie de zinc utilisant le procédé thermique en vigueur à cette époque.

L'évolution des techniques a amené la société à modifier le procédé utilisé et à mettre en service en 1975, toujours sur le même site, de nouvelles installations de production de zinc par électrolyse. En outre, le complexe industriel d'Aubry comprend des installations de fabrication d'acide sulfurique, d'alliage et d'oxydes de zinc, et surtout un laminoir de zinc, installation importante et moderne qui constitue pour la Compagnie une intégration vers l'aval extrêmement intéressante dans les conditions difficiles que vivent, depuis une dizaine d'années, les fonderies de zinc européennes. Malgré cet atout, l'importance de ses charges financières et la réduction progressive des marges de traitement lui consenties par les mineurs, ont amené la société, fin 1982, à négocier avec ses principaux créanciers financiers, et sous l'égide des pouvoirs publics français, une importante restructuration de sa dette et à apporter son établissement d'Aubry et un petit

atelier de zinguerie situé à Tonnay-Charente à une nouvelle filiale française: Asturienne-France, dont la société-mère détient la totalité du capital.

A ce jour, l'Asturienne-France reste un élément important de la production de zinc en France puisqu'elle représente environ le tiers de la capacité de production de métal et la moitié de la production de laminé du pays.

Grâce à des charges financières réduites et à une certaine réduction des effectifs résultant d'investissements de productivité, la nouvelle entreprise, qui actuellement bénéficie de plus d'un certain redressement du marché du zinc, devrait être en mesure de faire face à ses engagements et de sauvegarder au mieux l'emploi dans une région durement touchée par la crise.

Quant à la maison-mère, elle continue à exercer des activités en France à travers sa filiale, la Française Asturienne de Participation, dont le principal actif est une participation de 75% dans Asturienne-Panamet, société qui distribue et vend dans toute la France des produits laminés et ouvrés de zinc et de plomb ainsi que des accessoires divers pour le bâtiment.

PAPETERIES DE BELGIQUE

La S.A. Papeteries de Belgique est la première entreprise belge du secteur papeter. Elle constitue avec l'ensemble de ses filiales en Belgique, en France et aux Pays-Bas, un groupe diversifié dont le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 21.417 Mio de FB en 1982. Les activités du Groupe couvrent quatre secteurs: production, transformation, distribution et services informatiques.

La production comprend:

- 1 usine de Lamberbrugge (Gand-Belgique) qui, avec 3 machines fabrique quelque 250.000 T/an de papier journal et magazine;
- 1 usine de Maresquel (Pas-de-Calais, France) qui réalise sur 2 machines quelques 100.000 T de papiers fins d'impression-écriture;
- la Cartonnerie de Duffel (Malines-Belgique) produisant sur 1 machine 25.000 T de cartons multijets pour boîtes pliantes.

SOFINA

Sofina est une importante société financière belge à vocation internationale dont les intérêts se situent principalement dans le secteur de l'énergie, de la finance, des services et de la technologie.

La valeur estimative de son patrimoine atteint, fin 1982, 16,3 milliards de F.

La vocation internationale de la Sofina se traduit par le fait que 1/3 environ de son portefeuille est investi à l'étranger, en majeure partie (25%) en Amérique du Nord et, pour le reste, dans les autres pays de la C.E.E. (9%).

Le secteur de l'énergie détiend une part prépondérante dans le portefeuille de la Sofina: la société est présente dans le secteur de l'électricité en Belgique, directement via sa position dans l'Uneg et indirectement via des participations dans les sociétés holdings Tractebel et Electrobel.

Depuis les années 70, la Sofina a poursuivi un effort vigoureux de présence dans le secteur du pétrole et du gaz naturel. Elle a utilisé à cette fin sa filiale Sidro. Celle-ci a constitué un portefeuille de valeurs de pétrole et de gaz naturel: elle a, en outre, pris des participations directes aux Etats-Unis dans des associations constituées en vue de l'exploitation et de l'exploitation de réserves pétrolières.

Le secteur des services financiers est le second par ordre d'importance: le principal actif de Sofina en ce domaine est une participation majoritaire détenue dans le groupe Ippa, spécialisée dans la collecte de l'épargne, d'une part, les prêts

hypothécaires, le financement de ventes à tempérament et les prêts personnels, d'autre part.

En outre, la Sofina détient le contrôle d'une société française, la Société Centrale pour l'Industrie, cotée à la Bourse de Paris, qui a une vocation financière similaire à celle de la Sofina.

Le 3ème secteur auquel la Sofina est intéressée est celui des services: elle a ainsi, notamment, des positions dans le secteur de la distribution en Belgique via Colruyt et GB-INNO-BM, et dans le secteur du tourisme via le groupe Sun International. Elle a contribué au développement en Europe de la société américaine Knogo, spécialisée dans l'installation de matériel anti-vol.

Au cours de ces dernières années, le secteur de la technologie avancée a retenu une attention croissante de la Sofina. Elle a constitué un portefeuille de valeurs américaines de haute technologie et est intervenue dans le secteur du venture capital aux Etats-Unis avec des partenaires européens et le concours d'un conseiller américain. Grâce aux contacts noués dans ce domaine aux Etats-Unis, la Sofina a été, fin 1982, à l'origine d'une initiative importante par la création d'une société de venture capital (Advent Belgium), créée avec le concours de partenaires belges et étrangers et le même conseiller américain.

Le titre de la Sofina est coté aux Bourses de Bruxelles et de Luxembourg.

SIBEKA

Sibeka, société d'Entreprise et d'Investissements, filiale de la Société Générale de Belgique, opère dans le domaine du diamant où elle s'efforce de réaliser une intégration verticale depuis la recherche minière jusqu'à la commercialisation des diamants.

Les différentes activités de la Société sont exercées soit directement, soit à l'intervention de sociétés filiales. Dans le domaine de l'exploitation minière, SIBEKA détient des participations dans la Société Minière de Bakwanga «MIBA» au Zaïre, Mineração Tejucana au Brésil et la Compagnie de Diamants de l'Angola «Diamang» en Angola. Par ailleurs, elle détient 50% du capital de 3 sociétés qui procèdent à la fabrication de diamants synthétiques et de composites et qui sont situées en Irlande, en Suède et en Afrique du Sud.

Dans le secteur de l'outil diamanté, Diamant Boart, filiale de Sibeka, occupe une situation de pointe. Les outils et machines mis au point par cette société sont commercialisés dans le monde entier où ils sont unanimement appréciés. Ils sont destinés au travail de la pierre, du verre, des métaux, aux sondages miniers et pétroliers.

En France, Sibeka et Diamant Boart sont présentes au travers des sociétés suivantes: En région parisienne, Diamant Boart Serod (outils diamantés), C.M.V. et Intraco (machines pour le travail du verre optique et du verre plat).

A Blois, S.M.G. et Sidamo (outils et machines pour le second œuvre du bâtiment). A Pau, Diamant Boart France S.A. Division Pétrole a récemment entamé la fabrication d'outils pour le sondage pétrolier.

VIEILLE MONTAGNE

Chef de file de l'industrie du zinc en Europe, Vieille-Montagne, société de droit belge créée en 1837, est à la fois le plus ancien et l'un des plus importants producteurs mondiaux de zinc brut ainsi que de zinc laminé et d'autres produits dérivés.

Les implantations de la Société, qui occupent globalement 3.500 personnes en Belgique, en France, en Allemagne et en Suède, lui ont conféré de longue date un caractère international.

Au cours du dernier quart de siècle, par un effort continu de modernisation, Vieille-Montagne a mis en œuvre des techniques originales dont découle sa réputation mondiale de fournisseur de «savoir-faire» industriel dans les domaines fondamentaux du grillage des minerais par fluidisation, de la lixiviation et de l'électrolyse automatisée du zinc métal. Le Siège social et la Direction générale de la Société sont, depuis l'origine, établis dans la région liégeoise.

Son importante Section française comporte les quatre sièges d'exploitation ci-après dont la gestion administrative et commerciale est assumée par une Direction installée à Paris, agissant en parfaite synergie avec l'ensemble des autres Sections de la Société:

à Viviez: unité de production de zinc électrolytique, de haute pureté, laminé continu à large bande répondant à l'ensemble des besoins de la société; installation de traitement de résidus d'électrolyse et ateliers divers;

à Bray: zinguerie produisant, outre les zincs ouvrés pour le bâtiment, du fil de zinc et du zinc allié;

à Creil: atelier de production d'une gamme très diversifiée d'oxyde de zinc;

à Talais: en site maritime, unité moderne de grillage des blémes installée en 1974 pour l'alimentation des usines électrolytiques belge et française de la société.

CMB

La CMB occupe le premier rang parmi les entreprises de transport maritime belges. Avec ses armements associés, elle dispose en effet d'une quarantaine de navires d'une capacité de charge dépassant les 2 millions de tonnes.

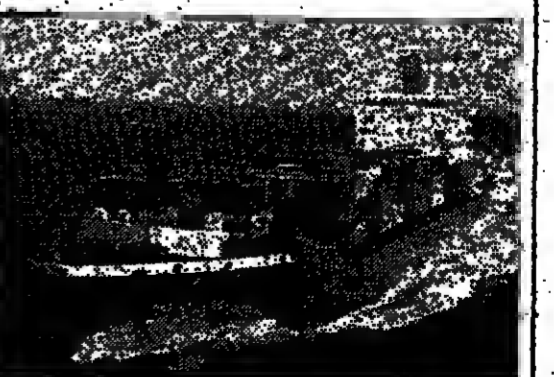
La CMB exploite au moyen de navires porte-conteneurs et de cargos polyvalents un réseau de lignes régulières desservant les principaux partenaires commerciaux d'outre-mer de l'Europe: l'Afrique, le Moyen et l'Extrême-Orient, et les deux Amériques. Elle assure en outre des services côtiers en Europe depuis la Scandinavie jusqu'au sud de l'Espagne.

Sur chacun de ses services, la CMB est associée à des armements étrangers au sein de puissants consortiums, de façon à pouvoir garantir des départs réguliers et fréquents à des tarifs stables.

La CMB prend aussi une part active au transport maritime de marchandises en vrac. Une partie de sa flotte de vraquiers de gros tonnage est exploitée sous le couvert de contrats à long terme. Ses autres porteurs de vrac opèrent au plan mondial sur le marché libre de l'affrètement et sont exploités, aux côtés d'une flotte considérable de navires affrétés, par sa filiale Bocimar.

Les armements Methania et Exmar, auxquels la CMB est intéressée, sont spécialisés dans les transports de gaz liquides, d'hydrocarbures et de produits réfrigérés.

La CMB est également le chef de file d'un important groupe de sociétés apparentées dont le champ d'activité s'étend à une série de fonctions commerciales et industrielles qui prolongent le transport par mer ou y sont étroitement liées. Il s'agit notamment d'activités dans le domaine de la manutention portuaire, de l'entrepôtage et de la distribution de marchandises diverses, de conteneurs, d'unités de charge, de fers et aciers et de pondéreux en vrac, d'opérations de transport routier, de réparation navale, de remorquage, de sauvetage et d'assistance off-shore, de réparation et d'entretien de conteneurs et de châssis routiers, d'assurance et d'informatique.



chexico 150

FLANDRE : le miracle victime de la crise

TOUT est relatif. Comparée à la catastrophe wallonne, la Flandre demeure prospère et dynamique. Mais l'image du succès flamand que cherche à sacraliser le militantisme de ses dirigeants mérite d'être nuancée. Sans nier leurs efforts ni même l'intérêt des résultats obtenus, il faut constater que la Flandre a une économie qui reste en crise avec des performances qui, au cours des dernières années, n'ont pas été meilleures, voire moins bonnes, que celles de la R.F.A., de l'Italie ou même de la France. Comme le souligne M. Karl Van Miert, le président du P.S.B. (1), les succès de son parti, la récente victoire en Flandre — c'est une première — de la F.G.T.B., le syndicat socialiste, la participation active des Flamands à la grève des services publics en septembre, témoignent d'un mécontentement grandissant de la partie nord du pays, dû principalement à la montée du chômage. La Flandre conserve des atouts, ses ports et ses écoles, mais aussi des faiblesses : des entreprises largement dépendantes de l'étranger et une structure de production peu orientée vers les secteurs d'avenir. La politique économique menée au niveau du pays et à celui de la région est-elle celle qui convient pour valoriser ces atouts et surmonter ces handicaps ? Les réponses sont partagées.

Une belle histoire

C'est une belle histoire que celle du miracle économique flamand, moins connu mais plus impressionnant que le fameux miracle italien, comparable au fabuleux décollage japonais. Avant 1960, la Flandre avait une économie arriérée encore très largement agricole. Un grand port, Anvers, et une industrie traditionnelle (textiles, chandiers navals, constructions métalliques anciennes, mines) avec des poches de sous-développement importantes à l'est d'Anvers, au Limbourg, en Flandre orientale. Le taux de chômage était élevé, les travailleurs flamands étant souvent obligés d'émigrer vers la sidérurgie wallonne ou de s'employer comme saisonniers en France. Une Belgique peu dévouée par la guerre, l'argent était alors facile à gagner. Les grands groupes belges comme la Société générale, qui possédaient les industries de base et accumulaient les dividendes de l'empire colonial, n'ont pas eu la volonté de développer le nord du pays. Une affaire de mentalité : les Flamands, pensaient-ils, étaient des paysans, une réserve de main-d'œuvre à bon marché, la base de l'industrialisation ne pouvait se situer qu'en Wallonie et à Bruxelles.

Vint 1958, le Marché commun, l'ouverture des frontières. La Flandre, avec ses P.M.E. tournées vers le marché local, avait une base trop faible pour engendrer le développement. Les multinationales, soucieuses de tirer profit du Marché commun, occupèrent massivement l'espace économique flamand. Il avait, il est vrai, beaucoup pour plaire :

— un climat social favorable avec des salaires bas, une population très catholique, docile à la hiérarchie, travailleuse, formée et souvent en quête d'emploi en raison du déclin déclinant de la Wallonie.

— une situation géographique idéale avec deux ports, Gand et Anvers, et un réseau de communications très dense en constant développement ;

— de nombreuses P.M.E. facilitant à la fois l'approvisionnement et la sous-traitance combinés à un dispositif législatif de soutien à l'investissement plus astucieux que ceux des pays voisins. « Ce sont les étrangers qui ont créé l'économie flamande, ils ont été alors à l'origine de 70 % des investissements nouveaux », commente M. Herman Van Rompuy, un des économistes du C.V.P. (2). Entre 1960 et 1970, on inaugura une ou deux usines par semaine. Anvers n'était littéralement explosé ; il est devenu le quatrième port du monde, se dotant d'une industrie complexe : raffineries, pétrochimie, chimie lourde, chimie fine, automobile, construction métallique. Les entreprises nouvelles, d'abord américaines puis, dans une seconde phase, fréquemment allemandes, venaient s'ajouter à celles déjà implantées, telle la Bell Telephone, filiale d'I.T.T., à Anvers depuis cent ans, sans parler de cette carte de visite prestigieuse que représente depuis cinq siècles la taille et le commerce du diamant.

Anvers, avec son port qui s'étend sur 10 000 hectares (sans compter les 5 000 ouverts sur la rive gauche de l'Escaut, mais dont l'industrialisation est lente), est un interland qui va jusqu'au cœur de l'Allemagne et qui est devenue l'une des régions les plus riches du monde. Le développement de Gand et de sa zone portuaire fut tout aussi intense. Là fut créé Sidmar, la sidérurgie maritime la plus moderne de la C.E.C.A. Le dynamisme de la région de Courtrai, fondé sur les P.M.E., fut lui aussi remarquable : moyennant un effort de rationalisation douloureux en termes d'emplois, l'industrie textile, comme celle du tapis, se sont assainies. C'est dans la périphérie flamande de Bruxelles que l'on trouve Renault,

dont les investissements en 1982 ont représenté à eux seuls plus de 10 % des investissements nouveaux en Belgique. L'automobile, avec l'usine de Ford à Genk, construite au début des années 60, qui emploie 10 000 personnes, avec dès le départ (phénomène assez rare) une direction flamande, a fait échapper le Limbourg à la pauvreté.

Déclin du traditionalisme catholique

Le boom économique a donc été exceptionnel, changeant radicalement la Flandre. Il en a fait une région moderne et dotée d'un équipement industriel de qualité. Les mentalités, bien sûr, s'en sont ressenties. Les Flamands avec leur syndicalisme à l'allemande restent sages, mais le traditionalisme catholique, visant les gens sur place, a régressé. Ils ont retrouvé les réflexes de leurs ancêtres avec une ouverture vers l'extérieur, surtout vers les États-Unis (l'Europe et singulièrement la France les attirent peu) et, dans le même temps, une assurance, une sorte de complexe de supériorité qui parfois agace.

La Flandre désormais à l'abri de toute menace ? Le choc pétrolier a démontré l'inverse. Les implantations étrangères se sont ralenties à partir de 1973 pour bientôt presque complètement cesser. A cela plusieurs raisons : la crise et la baisse de la demande, bien sûr, mais aussi une saturation de la plaque tournante flamande, et surtout des salaires qui, de 1960 à 1973 avaient monté de façon vertigineuse pour atteindre des niveaux suédois. La raison du succès allait-elle devenir celle de la déroute ? Les multinationales allaient modifier leur stratégie et se retirer ? Cela, on s'est passé. Quelques entreprises ont plié bagage sans crier gare, il y eut parfois des réductions d'activité (par exem-

ple Siemens au Limbourg) mais pas de reflux massif. Des usines comme Bayer, B.A.S.F., qui sont venues ici pour leur approvisionnement et qui y ont beaucoup investi ne se retirent pas du jour au lendemain », constate M. Bob Cools, le bourgmestre d'Anvers.

La Flandre, comme d'autres, a été affectée par la récession mondiale avec — fruit de la phase précédente — quelques investissements hypertroués (l'équipement de la rive gauche de l'Escaut à Anvers, et surtout la construction du port de Zeebrugge), avec aussi des canards boiteux pénibles à traîner. Principalement les mines du Limbourg, dont le déficit d'exploitation est spectaculaire. Plus préoccupant dans cette Belgique formée au concept de politique industrielle, le capital flamand n'a pas été capable de prendre le relais des investissements étrangers. La base industrielle nationale et régionale fait défaut. « Ils ne sont pas parvenus en vingt ans à faire ce que les Suédois, les Suisses, les Autrichiens ont réussi. La pérennité industrielle de ces petits pays qui se sont placés sur des créneaux porteurs est mieux assurée que celle de la Flandre », commente un économiste socialiste.



Graphique de « Flanders' Technology », un diagramme circulaire montrant la répartition des investissements technologiques par secteur.

La troisième révolution

La situation n'est sans doute pas aussi sombre qu'un tel commentaire pourrait porter à le croire. La production industrielle, en prenant pour base 100 les indices de 1970, n'a atteint en 1983 l'indice 124 en Flandre contre seulement 97 en Wallonie. L'écart de vingt-sept points, d'ailleurs, que tout discours, explique les tensions que traverse le pays. Mais en 1982 la croissance du P.N.B. dans la partie flamande a été de l'ordre de 1 %, probablement légèrement inférieure à ce qu'a connu la France. Le chômage y croît plus vite qu'en Wallonie. M. Van Rompuy souligne qu'il n'y a pas de même nature. Il résulte de l'augmentation de la population active et non pas de la perte d'emplois, comme en Wallonie. Cependant il semble que, si, effectivement, les raisons démographiques jouent, le chômage en Flandre

suivis de propos plus sceptiques sur les possibilités d'aller au-delà. Pour plusieurs raisons. L'exécutif flamand (comme l'exécutif wallon) a des compétences mais peu de moyens. La politique de régionalisation de 1980 est ambiguë. Des hommes comme M. Van Rompuy réclament pour la Flandre plus d'autonomie « afin de ne pas se laisser entraîner par la majorité socialiste de Wallonie ni paralyser par l'immobilisme de l'Etat central ». En réalité toutes les choses se passent comme si les grands partis politiques, pour des raisons d'ailleurs très différentes, ne tenaient guère, malgré leurs discours, à pousser très loin l'expérience de la régionalisation.

Nous avons des adhérents d'une religion qui ne sont pas convaincus eux-mêmes », note M. Savaris. Quant au bourgmestre Cools, convaincu qu'il faudra revoir à froid les frontières entre le régional et le national, convaincu aussi que ce dernier devra rester puissant, il se demande si faute de moyens, et par conséquent de suivi opérationnel, des démonstrations telle « Flanders Technology » ne restent pas essentiellement « verbales ». A ces raisons de perplexité s'en ajoutent d'autres, au moins chez les socialistes. « M. Geens est un conservateur. Tout combatif qu'il est, est-il disposé à conduire une véritable politique industrielle », s'interroge l'un d'entre eux. La réponse que donne le chef de l'exécutif flamand ne tranche pas. Après avoir constaté que la Flandre n'avait pas échappé au phénomène de désindustrialisation, que dans certains secteurs elle avait pris du retard, qu'il lui fallait se renouveler, il ajoute, en retrait par rapport à ce diagnostic, que son souci est de « créer le climat pour la rénovation », et que, pour le reste, « une vraie politique industrielle est de faire confiance au marché ». Des propos, une attitude, qui, effectivement, peuvent être considérés comme contradictoires.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Parti socialiste belge.
(2) Parti social-chrétien flamand.

LES SYNDICATS : un pluralisme politique et confessionnel

DES leur apparition au dix-neuvième siècle, les organisations ouvrières ont hérité du clivage entre cléricaux et anticléricaux qui traversait la bourgeoisie de l'époque. La tradition s'en est perpétuée, sans modifications majeures, et rend compte encore du pluralisme des syndicats. C'est ainsi que, dès l'origine, coexistaient et s'opposaient syndicats socialistes et syndicats chrétiens, qui sont nés et se sont développés à l'intérieur de frontières — sectorielles et géographiques — souvent très étroites.

En effet, si la F.G.T.B. compte un nombre pratiquement égal d'affiliés wallons et d'affiliés flamands, à la C.S.C. au contraire les wallons ne représentent guère qu'un cinquième des effectifs. Des organes ont d'ailleurs été créés pour représenter les régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles) : des interrégionales à la F.G.T.B., des comités régionaux à la C.S.C.

De la revendication à la concertation

La coordination interprofessionnelle nationale ne s'est opérée que très lentement. Les premiers jalons furent posés par le parti ouvrier belge, qui créa une commission syndicale en 1898, ainsi que par la Ligue démocratique belge, qui fonda une section syndicale en 1901 et un secrétariat général de l'Union professionnelle chrétienne en 1903. Les structures syndicales chrétiennes continuèrent à évoluer dans les années suivantes avec la création d'une structure wallonne d'une part, flamande d'autre part, en 1908-1909, et d'une structure nationale en 1912.

L'unification des syndicats libéraux survint en 1930 avec la création de la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (C.G.S.L.B.). A partir de 1937, une organisation nationale interprofessionnelle, la Confédération générale du travail de Belgique (C.G.T.B.), assura la coordination des syndicats agrégés par la commission syndicale du parti ouvrier. En 1945 — après l'échec de négociations en vue de réaliser une unité syndicale englobant les chrétiens, — une nouvelle organisation, la Fédération générale du travail de Belgique (F.G.T.B.) naquit de la fusion de l'ancienne C.G.T.B. et de plusieurs organisations syndicales qui s'étaient développées dans la clandestinité : la Confédération belge des syndicats uniques, de tendance communiste, le Mouvement syndical unifié, dirigé par André Renard, et le Syndicat général unifié des services publics.

La F.G.T.B. et la C.S.C. (Confédération des syndicats chrétiens) sont des organisations interprofessionnelles nationales aux structures à la fois verticales (les centrales professionnelles) et horizontales (les régionales interprofessionnelles), avec un poids généralement plus important des centrales. Ce poids est encore plus grand à la F.G.T.B. du fait de l'autonomie plus importante des centrales par rapport aux organes nationaux. A la F.G.T.B. comme à la C.S.C. les fédérations ou expansions sont, depuis vingt ans, celles qui représentent les services publics et le secteur tertiaire privé. La C.G.S.L.B. est, elle, extrêmement centralisée.

Depuis une vingtaine d'années, les effectifs de la C.S.C. sont plus nombreux que ceux de la F.G.T.B., longtemps largement majoritaire. L'industrialisation récente de la Flandre explique en partie cette évolution ;

ou indirecte : la Confédération des syndicats chrétiens était une des organisations constitutives de la Ligue nationale des travailleurs chrétiens (L.N.T.C.), qui était elle-même un des quatre groupes fédérés au sein du parti catholique ; l'adhésion à un syndicat socialiste entraînait de même l'affiliation indirecte au parti ouvrier belge. Ce système ne fut rétabli après 1945 ni dans l'un ni dans l'autre cas. Mais, au moment de la « question royale », la F.G.T.B. participe avec le parti socialiste belge et les autres organisations socialistes à la constitution du Comité national et des comités régionaux d'action commune ; de même, au moment de la question scolaire, le Mouvement ouvrier chrétien, qui avait pris la suite de la L.N.T.C., se retrouva, avec le parti social-chrétien et les autres organisations chrétiennes, dans les comités de défense de l'école libre.

Malgré ces liens, il n'est toutefois pas possible d'assimiler syndicats et partis. Il y a toujours eu dans les organisations ouvrières chrétiennes, surtout en Wallonie, un refus de reconnaître le P.S.C. comme expression politique. Depuis une dizaine d'années, alors que venait de devenir autonome le Mouvement ouvrier chrétien flamand (A.C.W.) d'une part et le MOC francophone et wallon d'autre part, ce dernier a reconnu le pluralisme politique en faveur de la démocratie chrétienne au sein du P.S.C., mais aussi de ceux qui étaient engagés dans des partis fédéralistes (F.D.F. et Rassemblement wallon), voire de ceux qui exploiraient avec plus ou moins de succès les voies d'union des progressistes avec d'autres composantes de la gauche politique. De même, l'expression fréquemment utilisée de « syndicat socialiste » pour désigner la F.G.T.B. ne recouvre pas compte de toute la complexité des situations, la base de recrutement de cette dernière étant politiquement plus large et plus diversifiée que celle des partis correspondants, les partis sociaux francophone et néerlandophone. Aussi les organisations syndicales ont-elles une capacité de pression politique d'autant plus grande qu'elles sont moins identifiables à un parti déterminé, tout en conservant avec celui-ci des canaux de communication et des lieux de dialogue.

Jusqu'en 1940, la liaison s'établissait entre syndicats et partis par un mécanisme d'affiliation collective

avec la crise toutefois, on a constaté un certain enrayement des mécanismes de concertation ; en outre, à plusieurs reprises, au cours des dernières années, les négociations entreprises en vue de la conclusion d'accords de programmation sociale interprofessionnels se sont soldées par un échec.

XAVIER MABILLE.

La Documentation Française vous informe

En Belgique et au Luxembourg les ouvrages et publications de LA DOCUMENTATION FRANÇAISE peuvent être directement commandés auprès de MLD PAUL DIDIER rue des Six - Jetons, 65-1000-Bruxelles

Crédit du Nord Belge

25 Agences en Belgique.

- Bruxelles
- Lille

Une grande banque au service des particuliers et des entreprises.
La force d'un réseau international.

Siege social : 32, rue du Fossé-aux-Loups
1000 Bruxelles
Filiale du Crédit du Nord.

Wallonie : une région unifiée par la crise

L'AVENIR n'est plus ce qu'il était. Ce mot de Paul Valéry qui ouvrait en 1982 le très sérieux « dossier » pour « Wallonie 2000 » est incontestablement adéquat. Pas très loin en tout cas de cet autre mot plutôt punk relevé, un jour de grève, récemment sur un mur de Charleroi : « No future ».

Quand la Wallonie, déjà Etat dans l'Etat et maintenant crise dans la crise, s'interroge ainsi sur son avenir et y répond avec une sorte d'humour noir, comment ne pas être tenté d'aller imprudemment dans le sens de l'histoire pour promettre à ce pays prompt et totale déconfiture ? Image assez facile d'une région sinistrée qui irait bientôt, de coups de ciseaux en coupe de colère, à son propre enterrement. Image trop facile d'un pays, la Belgique, qui ne tiendrait plus ensemble que par la force de l'habitude, ou la crainte du saut dans l'inconnu.

Certes on connaît ses classiques, le fameux diagnostic de Michelet qualifiant la Belgique de « pure invention anglaise », car « il n'y a jamais eu de Belgique et il n'y en aura jamais ».

La Belgique, pays fiction, construit sur un malentendu fondamental, le feu et l'eau, le rouge et le blanc, serait condamnée par la fracture originelle. La Belgique déjà un songe, bientôt une nostalgie.

A oser, on dirait que la perspective, fondée ou non, souhaitée ou pas, n'est plus tout à fait de saison devant l'ampleur des problèmes qui se posent et se poseront à la Wallonie. Dans la Belgique ou hors d'elle, si le pire devenait sûr.

Deux dates

Car voilà bien toute une région, dont on ne sait trop d'ailleurs si elle est une entité ou encore un conglomérat de principautés, vieillissantes et jalouses de leurs splendeurs passées, réduite à une question brutale : l'avenir de la Wallonie peut-il être autre chose que la poursuite d'un déclin ?

Poser la question suppose déjà une connaissance plus précise des données, sur la situation écono-

que de la Wallonie. En ce sens, le dossier « Wallonie 2000 » ne saurait être séparé du constat sur la Wallonie 1960-1980.

De manière schématique, il se traiterait en effet de limiter la question économique wallonne à deux dates : la crise du charbon 1960, la crise de la sidérurgie 1980. Les deux temps forts du déclin et d'une désindustrialisation qui pèsent d'une manière évidente et dramatique sur toute une région, d'une certaine façon unifiée par l'épreuve. Le complexe charbon-acier ayant imposé le choix et souvent même la localisation de la plupart des autres activités, l'impact double du déclin, et de la crise, à partir de 1974, a souligné les auteurs du dossier « Wallonie 2000 » : « généraliser le jeu des mécanismes de la dépendance régionale et transformé la région wallonne en communauté de destin économique ».

Dépendance et communauté de destin, deux points essentiels en effet. La dépendance bien sûr parce que, outre le poids du passé de centralisation et de concentration, encore accentué par la crise, outre la non-existence d'un secteur financier wallon, toute la région s'est vue prise dans l'évolution socio-politique belge des deux dernières décennies. Et celle-ci, d'une certaine manière, a accentué les effets de la crise. Un peu comme si aux effets du déclin et de la désindustrialisation étaient venus s'ajouter ceux d'une régionalisation mal digérée, c'est-à-dire selon les auteurs du dossier, « une surinstitutionnalisation et une surréglementation ». Une succession d'interférences entre le niveau traditionnel de décision économique, celui de l'Etat central, le niveau régional mis en place depuis une vingtaine d'années, le niveau international par la seule application des traités de la C.E.E., et le niveau qu'on pourrait appeler supranational, celui des grands groupes aux stratégies parfois totalement contradictoires avec l'intérêt national ou régional, explique que à la fois certaines paralysies dans l'action et le caractère souvent excessivement politique de toute décision économique.

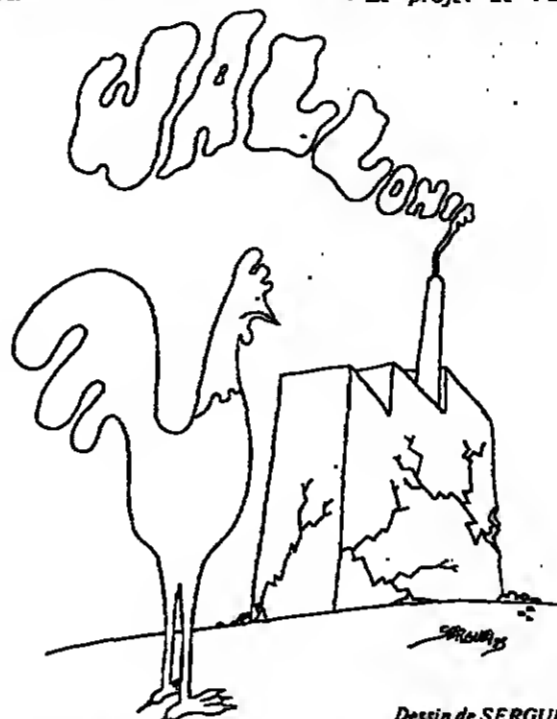
Le cas cruel de l'industrie sidérurgique wallonne illustre bien, soulignent les auteurs du rapport, l'importance des interférences entre ces divers niveaux de décision. Pour la Wallonie deux problèmes majeurs demeurent ouverts : celui de l'exacte répartition des compétences, dans les matières économiques et connexes, entre l'Etat central et la région. Quelles que soient en effet les précisions contenues dans les lois de réformes institutionnelles d'août 1980, une pression se maintient du côté wallon comme du côté flamand, en vue d'obtenir une extension des compétences régionales. Et celui de la connaissance des ressources de la région qui, même en déclin et en crise, n'est pas une région pauvre.

A l'évidence, la réponse est là encore négative. Certes, le passé pèse sur le présent, d'une société wallonne hypercloisonnée, de mentalités « principautaires », des vieilles rivalités entre Liège, Charleroi, Namur, en somme Etats dans la région d'une vie politique ou syndicale trop longtemps marquée par les affrontements entre chrétiens et socialistes.

Les rapports avec Bruxelles

Mais à cela s'ajoute une autre dimension, celle des rapports avec Bruxelles. Sur ce point, la comparaison avec la Flandre est, selon le rapport, « éclairante ».

Le projet de l'autonomie



Dessin de SERGUEI.

On en arrive là à la question essentielle : contrainte par la crise à être communautaire de destin économique, la Wallonie est-elle devenue simultanément une communauté de destin politique ou, si l'on préfère, une entité politique ?

culturelle reçoit l'adhésion unanime de l'expression politique de la communauté flamande de même que l'extension des compétences des organes de la communauté à de nouvelles matières et enfin l'exercice par les mêmes or-

ganes des compétences reconnues tant à la région qu'à la communauté. Unité de vue, unité d'action donc. Au contraire le projet de planification, de décentralisation économique, de régionalisation ne reçoit l'appui assuré que d'une majorité de l'expression politique wallonne. En fait est évoqué là le problème « central » des relations avec Bruxelles.

La formule institutionnelle adoptée du côté flamand a été rendue possible par l'identité d'options et de priorités entre Flamands de Flandre et Flamands de Bruxelles. Il n'existe pas de cohésion symétrique entre Wallons et Bruxellois francophones.

A partir de là, de ce constat de l'existence d'un « espace de décision wallon » encore mal délimité et d'une région engluée dans des mécanismes de dépendance (crédit, énergie, agriculture, par exemple), se pose bien évidemment la question de la véritable mise en place d'une autonomie wallonne. La Wallonie doit-elle, veut-elle, peut-elle accéder à une autonomie plus grande ?

Economiquement, quelles sont les possibilités d'organiser un développement autocentré ? Culturellement, est-il possible de voir s'affirmer davantage une identité wallonne ? Politiquement, quel peut être le développement de l'espace de décision wallon ?

Des questions sans réponses

Autant de questions, encore sans véritables réponses, qui limitent évidemment toutes perspectives d'avenir ou plutôt toutes spéculations sur le devenir de la « Wallonie 2000 ». L'éclatement du pouvoir politique wallon, les vieilles habitudes, provoquent l'éparpillement des efforts de rénovation. Dans l'attente d'un choix fondamental et, de toute façon, douloureux, sauvetage à tout prix de l'acier dévoreur de crédits ou invention d'un grand projet industriel wallon, l'heure est d'une certaine manière à la gestion utilitaire des crédits, dans le souci

d'un maximum de rendement économique immédiat.

Et à un méticuleux inventaire des possibilités wallonnes, qui d'ailleurs soulève au moins autant de questions qu'il ouvre de voies. Que la Wallonie soit, par son histoire et sa nature, une région de communications et d'échanges pose immédiatement le problème du degré d'ouverture souhaitable sur les régions voisines. L'Etat belge, la Communauté européenne, ou le reste du monde, entre la dépendance et la nécessité. Que des secteurs de l'innovation, que des filières industrielles puissent être explorées (agro-alimentaire, énergies et métaux nouveaux, biotechnologie, informatique et ses technologies appliquées), que la nécessité d'un engagement dans la recherche fondamentale et appliquée se fasse sentir, tout cela implique immédiatement d'autres questions. Dans ces domaines « déjà balisés », la Wallonie peut-elle s'affirmer, opérer une percée qui développerait un important effet d'entraînement ? De la même façon, l'innovation suppose l'initiative. Et donc l'investissement. Mais quels investissements, publics ou privés, mixtes ? Cette région, plutôt socialisante de cœur, doit-elle faire un choix entre privatisation et socialisme ?

L'innovation suppose encore la capacité de mobilisation des ressources wallonnes et du potentiel humain. Qui aujourd'hui et demain en Wallonie sera porteur de la rénovation et du changement ? Existe-t-il dans une société ultra-institutionnalisée une classe nouvelle d'entrepreneurs ou de gestionnaires wallons ? On en revient là encore aux problèmes de dépendance et d'habitudes. La Wallonie, région plus affectée que d'autres par la crise, pourrait en ce sens être un extraordinaire laboratoire d'expérimentation industrielle, entre des hommes aux prises avec des institutions hésitantes et une région qui chemine entre l'autonomisme et la dépendance.

PIERRE GEORGES.



Wallonie

3.200.000 amis en bord de France!

son peuple
son patrimoine



sa tradition
industrielle



sa main-d'œuvre
qualifiée



ses technologies
de pointe



son infrastructure
ses parcs industriels



RÉGION WALLONNE
Square Frère Orban, 7
B-1040 BRUXELLES
Tel.: 02/230.58.39
Telex: ECOWAL 25749

SOCIÉTÉ RÉGIONALE D'INVESTISSEMENT DE WALLONIE
S.R.I.W.
Place Joséphine-Charlotte, 19
B-5100 JAMBES
Tel.: 081/30.64.11
Telex: 59415

444.100.1550

JP Min 1550

(Publicité)

*** LE MONDE - Samedi 8 octobre 1983 - Page 21

La Recherche pharmaceutique Janssen : pour une collaboration franco-belge

Ce message s'adresse à tous ceux qui, en France, veulent contribuer à la lutte contre la maladie, donc au développement de la thérapeutique.

Les laboratoires Janssen Pharmaceutica considèrent en effet que pour mettre les connaissances acquises en matière de thérapeutique à la disposition de tous, une collaboration internationale est aujourd'hui indispensable.

En 30 ans d'existence, les laboratoires Janssen Pharmaceutica ont réussi à se placer au tout premier plan : 1ère entreprise dans le monde par le nombre de nouveaux médicaments mis sur le marché, 5ème par le nombre de molécules en cours d'expérimentation sur la période 1970 - 1980. Janssen est par ailleurs l'un des deux laboratoires pharmaceutiques désignés par le European Management Forum parmi les 100 entreprises les plus novatrices en Europe.

Le Dr. Paul Janssen, qui préside aux destinées du centre de recherche de ce laboratoire, peut ainsi faire état aujourd'hui de la synthèse de près de 60.000 molécules et du développement de près de soixante médicaments originaux.

Ce sont des classes thérapeutiques entières qui ont pu de cette manière voir le jour : neuroleptiques, analgésiques, antiparasitaires, antimycosiques, antidiarrhéiques...

...et la recherche se poursuit. De nombreuses molécules sont actuellement en cours d'expérimentation tant en cardiologie, en gastro-entérologie qu'en immunologie, en anesthésiologie et en neuro-psychiatrie.

C'est la recherche qui, en fait, a donné à Janssen ce dynamisme et qui lui a permis d'atteindre ces performances, une recherche qui repose sur quatre grands piliers :

-la pluridisciplinarité:

L'innovation naît de la collaboration d'un grand nombre de spécialistes tels que chimistes, ingénieurs, biochimistes, pharmacologues, biologistes, vétérinaires, pharmaciens, médecins, qui font du travail d'équipe et ont entre eux des contacts directs, non hiérarchisés.

-la confrontation permanente avec la pratique:

L'observation des résultats thérapeutiques obtenus dans la pratique médicale est source d'enrichissement et d'enseignement pour l'équipe de chercheurs.

-la recherche fondamentale:

il ne peut y avoir de véritable innovation thérapeutique que si l'on sort du cadre étroit de la recherche appliquée.

-la liberté:

la recherche demande une disponibilité d'esprit, une créativité qui est incompatible avec une réglementation tatillonne.

Mais une recherche dynamique et performante ne suffit pas.

Encore faut-il que les progrès thérapeutiques qui en résultent soient diffusés à travers le monde.

Pour cela, Janssen est présent dans 150 pays.

En France, la société Janssen-Le Brun a ses propres activités de recherche, de production et d'exportation.

Janssen veut aller plus loin encore en recherchant une véritable collaboration scientifique avec l'industrie pharmaceutique française. Une telle coopération doit permettre à la France, d'une part, de tirer parti de l'apport scientifique que constitue la découverte de nouvelles molécules, et d'autre part, d'enrichir l'arsenal thérapeutique mis à la disposition du corps médical et faire bénéficier ainsi les malades des médicaments les plus modernes.

Il est entendu que ce type de coopération ne peut s'effectuer que sur les bases d'une entente véritable, claire et équitable, qui préserve l'intérêt de tous pour le bénéfice du malade.



"La recherche est notre but. Ce but a un principe directeur: améliorer la qualité de la médecine".
Dr. Paul Janssen.

Janssen Pharmaceutica	Janssen-Le Brun
Turnhoutseweg 30	Laboratoire Pharmaceutique
2340 Beerse	5 Rue de Lübeck
Belgique	75116 Paris

Le système bancaire le plus dense du monde

La Belgique est, indéniablement, le pays le plus « bancarisé » d'Europe, avec une agence pour 2 700 habitants, et environ 80 comptes pour 100 habitants. La densité du système bancaire s'établit même aux premiers rangs mondiaux. La caractéristique de ce système est d'abord d'être très concentré —

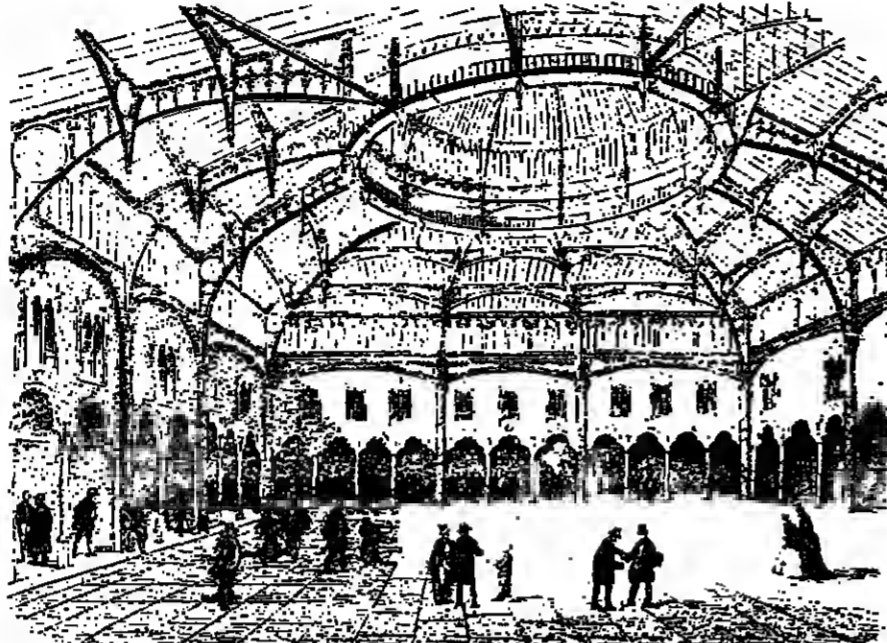
cause de fusions ou de rachats. Ont disparu ainsi un certain nombre de petites banques, victimes de la concurrence des établissements financiers aussi bien publics (caisses d'épargne) que privés. Les mutations structurelles ont donc été très importantes. La conséquence en est que les trois premières banques, la

1 182 agences, le réseau le plus dense du pays. Outre les services aux particuliers, elle entretient des relations étroites avec d'importants groupes industriels, notamment dans le sidérurgie, où elle doit porter à bout de bras, en association avec le gouvernement, l'homme malade de l'industrie belge, à savoir les aciéries wal-

grandes holdings industrielles et financières du groupe de Lannoo, la Banque de Bruxelles joint ses intérêts en 1975 à ceux de la Banque Lambert, fondée au milieu du siècle dernier par Samuel Cahen-Lambert, dont le fils entra par la suite dans la branche belge des Rothschild.

Vient ensuite la Krediet Bank, avant tout une banque flamande, héritière directe du banquier du Bocrenbond et du vieux Crédit général de Belgique, et dont les 400 agences sont concentrées principalement dans les provinces flamandes et dans la capitale belge. Son slogan est : « Une banque indépendante pour une clientèle indépendante », et elle est connue, en outre, pour son activité sur le marché international des euro-obligations, où elle occupe le quatrième rang, essentiellement par le canal de sa filiale de Luxembourg.

De création relativement récente (1935), issue de la fusion de deux petites banques, flamandes comme on l'a vu, la Krediet Bank a bénéficié d'une croissance très rapide, s'efforçant de ne pas prendre trop d'intérêt dans l'industrie, où les « accidents » se multiplient en raison de la crise économique qui ébranle la Belgique depuis plusieurs années. Elle a préféré se tourner davantage vers l'international.



La Bourse d'Anvers (L'Illustration, 1858.)

trois grandes banques nationales représentant près de la moitié de son bilan total, — ensuite d'être extrêmement internationalisé, tant sur le plan des activités que sur celui des établissements, l'implantation de banques étrangères, très nombreuses et très importantes en Belgique, ayant été favorisée par les autorités.

Une organisation très concentrée

S'il existe actuellement 82 banques en Belgique, dont 57 de droit belge et 25 de droit étranger, 42 établissements à participation majoritaire belge ont disparu depuis 1960, essentiellement à

Société générale de banque, la Banque Bruxelles Lambert et la Krediet Bank représentent 47 % environ du total du bilan du secteur bancaire, 49 établissements de très petite taille comptant à peine pour 7 %, selon les indications fournies par la Krediet Bank dans son bulletin hebdomadaire.

Ces trois grandes banques, aux activités très diversifiées, s'intéressent aux ménages comme aux entreprises au travers d'un vaste réseau d'agences. La plus importante est, on le sait, la Société générale de banque, « colosse financier belge », filiale de l'énorme groupe de la Société générale de Belgique, et qui tient environ 35 % du marché avec ses

lonnes de Cockrill-Sambre, dont la situation financière est particulièrement critique.

Au second rang vient la Banque Bruxelles Lambert, issue de la fusion de la Banque de Bruxelles et de la Banque Lambert, et filiale du groupe Bruxelles-Lambert. La Banque de Bruxelles, créée en 1871 par deux groupes financiers privés, l'un israélite, Errera-Oppenheim, l'autre catholique, Delleny-Tiberghien, n'a pris son véritable essor qu'après 1920, alors que les activités bancaires de la Société générale de Belgique remontent à 1822, avec notamment l'émission de monnaie. Contrôlée par Brufina et Cofinindus, les deux

Les activités internationales et la pénétration étrangère

Les grandes banques belges consacrent la moitié de leur activité à l'étranger, secteur soumis à une très forte concurrence de la part d'établissements géants, de sorte que ces banques belges ne figurent pas parmi les cinquante plus grandes du monde, comme c'est le cas pour les françaises, les anglaises et les allemandes.

En outre, la concurrence internationale s'exerce très activement en Belgique même, où vingt-cinq banques de droit étranger, en fait des succursales, se sont installées. Si on ajoute que, dans la moitié des banques belges, plus de la moitié du capital appartient à un ou plusieurs groupes étrangers, en général des banques, on s'aperçoit que les intérêts internationaux prennent une très grande place dans le système bancaire belge. Certains établissements étrangers sont installés depuis plus d'un siècle, la Banque de Paris et des Pays-Bas notamment, le Crédit lyonnais, mais la grande majorité de ces établissements ne sont apparus que depuis le début des années 70. C'est que la Belgique présente beaucoup d'attraits : position géographique très favorable, bonne infrastructure financière, communications aisées et présence des autorités communautaires.

Au total, le système financier belge présente une physionomie très particulière : concentration intense, grande diversification, grosse activité internationale et présence très importante de l'étranger.

Ce sont tous les signes d'une nation développée et, surtout, gardienne d'un capitalisme libéral qui a, jusqu'à présent résisté à toutes les crises.

FRANÇOIS RENARD.

Les « eurocrates » : des privilèges mécontents

ILS sont dix mille à Bruxelles, superbement payés et, avec en prime, la sécurité de l'emploi. Les fonctionnaires des Communautés européennes ne sont pourtant pas des gens satisfaits de leur sort. Innouvé un peu mal à l'aise lorsqu'ils évoquent leur situation, ils présentent leur « défense » avec une dose de maladresse. Les « eurocrates » contestent, en règle générale, que leurs traitements soient supérieurs à ce qu'ils auraient s'ils étaient restés dans leur pays d'origine. C'est peut-être vrai pour un nombre limité d'entre eux, mais probablement pas pour la majorité.

Toujours est-il qu'ils justifient, à quelques rares exceptions près, leur haut niveau de rémunérations avec une fougue pouvant aller jusqu'à la véhémence (1), comme s'il fallait cacher une certaine forme de mauvaise conscience, alors qu'après tout il n'y a rien d'anormal dans cet avantage lorsqu'il coïncide — ce qui est relativement courant dans les secteurs opérationnels — avec la compétence et l'efficacité.

Soumis depuis quelque temps à la critique souvent très dure de la presse, ils sont excédés et surtout sur la défensive. Longtemps à l'abri de la crise économique, leur pouvoir d'achat a augmenté de 16 % de 1971 à 1979. Mais les fonctionnaires européens sont placés sous surveillance depuis 1981 par les gouvernements nationaux. Depuis cette année-là, le

anecdotes d'abord. Que penser de ces fonctionnaires, inévitables comme trois pièces et propriétaires de l'indispensable B.M.W., agacés par la grève des services publics belges mais fort peu préoccupés par le sort d'un pays au bord d'une grave crise ? Comment interpréter cette phrase étonnante d'une récente circulaire syndicale à propos du prélèvement de crise : « expression de notre solidarité avec le monde extérieur » ? Enfin, la critique tellement courante qu'elle en est devenue banale sur la « ruine » et la « torpeur » bruxelloises, c'est la raison que donnent beaucoup de fonctionnaires pour justifier la prime de dépaysement... après vingt ans d'installation dans un confort douillet.

Plus fondamentalement, c'est l'avenir tout court de la fonction publique européenne qui est en jeu. Deservie par les blocages de la C.E.E. et l'affaiblissement du rôle de la Commission, elle n'a pas encore trouvé la bonne réponse à sa crise de fonctionnement. Conçue pour traiter tous les aspects de l'activité économique et sociale, elle se retrouve aujourd'hui avec des services entiers qui tournent à vide. Agée à peine de vingt-cinq ans, elle est déjà une vieille administration, avec les défauts (elle est, par exemple, très peu informatisée) des services publics traditionnels, sans en avoir toujours les qualités. A tel point qu'elle a déjà ses « anciens combattants », qui



Dessin de MENAGER.

relèvement de leurs salaires dépend en partie de l'accroissement moyen des traitements dans les services publics nationaux. La nouvelle méthode de calcul a en pour effet d'entamer quelque peu leur pouvoir d'achat, d'autant qu'ils acquiescent également depuis deux ans un « prélèvement de crise » qui, compte tenu des difficultés budgétaires des Dix, est parfaitement raisonnable.

Le retour au sort commun leur a donné, semble-t-il, un sentiment d'insécurité et même d'injustice. A croire que les eurocrates n'admettent pas, au fond d'eux-mêmes, d'être logés à la même enseigne que leurs homologues des Etats membres. C'est certainement là le principal reproche qui peut être adressé à l'administration européenne : sa tendance à penser qu'elle a une place et un rôle à part, en dehors de toute contingence.

Conscients que le temps n'est plus aux revendications salariales ni à la réduction des horaires (même si les fonctionnaires du conseil des ministres, beaucoup moins nombreux que ceux de la Commission, ont obtenu la semaine des trente-sept heures et demie), ils mènent actuellement bataille — suivant en cela leurs syndicats d'une corporatisme forcené — contre la nomination — le « parachutage » — de fonctionnaires nationaux à Bruxelles.

Cette attitude de repli et de fermeture a déjà des effets visibles.

regretter la Commission Hallstein (du nom du premier président de nationalité allemande) et qui expliquent tous leurs « malheurs » par la faiblesse de ses successeurs.

La réalité est que — enfermés dans leur microcosme — un grand nombre de fonctionnaires européens jouent au jeu stérile de la promotion. Surtout en cette période de fin de mandat de la Commission (décembre 1984), les « stratégies de couloir » font preuve d'une activité fébrile. La partie est difficile dans une administration qui compte quarante-six directeurs généraux pour vingt-deux directions générales et cent trente-cinq directeurs pour à peine une centaine de directions. Le gonflement des effectifs au sommet de la hiérarchie laisse peu d'espoir aux jeunes fonctionnaires. D'autant que le respect des équilibres entre nationalités — et là les gouvernements ne sont pas exempts de tout reproche — constitue aussi un frein sérieux à l'avancement.

MARCEL SCOTTO.

(1) Les traitements mensuels nets de base (impôts et cotisations sociales déduits) varient de 6 600 F (huisier) à 50 000 F (directeur général), auxquels il faut ajouter 16 % de « prime de dépaysement », sauf pour les fonctionnaires de nationalité belge.

Les relations commerciales et financières franco-belges sont notre métier.

La Banque Belge (France) est installée à Paris et à Lille.

La Société Générale de Banque dispose également d'un réseau national de 1.200 agences et d'un réseau international réparti dans 43 pays. Sa présence active aux points stratégiques du commerce mondial lui permet d'être à l'écoute de tous les marchés et d'en saisir rapidement les opportunités.

En France, comme en Belgique et dans le monde, nous avons les moyens de répondre à vos besoins.


EN FRANCE, LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE,
PREMIÈRE BANQUE BELGE,
S'APPELLE
BANQUE BELGE (FRANCE).



Banque Belge (France) à Paris:
12, rue Volney 75002
Tél.: 261.50.37/261.81.10 (arbitrage)
Télex: 210921 f/670348 f (arbitrage)

Banque Belge (France) à Lille:
96, rue Nationale 59000
Tél.: 57.57.42

Société Générale de Banque
Direction de l'Etranger
Montagne du Parc 3
1000 Bruxelles
Tél.: 516.21.11
Télex: 61050 geba b



Banque Paribas Belgique
Fondée en 1872

la Banque Paribas Belgique
est l'une des plus importantes banques belges
avec plus de 60 succursales et agences
réparties dans tout le pays.

Le Groupe Paribas dans 51 pays sur 5 continents.
Siège social: World Trade Center, Tour 1, boulevard Emile Jacomains 162, boîte 2, 1000-Bruxelles

045100155A

Quelque chose de spécifiquement belge...

(3) *L'Activité surréaliste en Belgique*, avec une préface de Marcel Mariën, Editions Lefebvre-Hoessmann, 1979.

(3) *L'Activité surréaliste en Belgique*, avec une préface de Marcel Marin, Editions Lebeer-Hossmann, 1979.

SOGEN
Société Générale Allocations
Siège social: 8, rue du Louvre
Tél. (88)

Albert-André Lheureux vient, lui aussi, à l'Opéra de Wallonie, de faire des gestes dans l'art lyrique avec *«J'enfant et les Sorillages»*. C'est lui qui fêta cette année les vingt ans de ce théâtre l'Esprit frappeur, qui inaugura la mode de l'exploration des lieux impropres en s'installant, à ses débuts, dans les caves de la maison paternelle. Depuis, il n'a démontré que des vertus théâtrales de quantité et d'espaces. Les pouvoirs publics viennent de rendre hommage à son talent de découvreur en transformant le centre culturel de la communauté française les bâtiments du jardin bo-

Dans le Palais des beaux-arts, la gigantesque maison de la culture conçue par Victor Horta, face au Palais-Royal, où s'est déroulée le concours Reine Elisabeth, où sont organisées les activités multidisciplinaires des festivals Europalia, où est logé le Musée du cinéma que dirige Jacques Ledoux, une compagnie théâtrale poursuit ses activités depuis plus de quarante ans : c'est le Rideau de Bruxelles, animé par Claude Éricane, formé à l'école du Cartel, grand professeur d'art dramatique au Conservatoire, amoureux des beaux textes et du jeu de

Gérard Mortier, le directeur de la Comédie-Française, est un homme de talent et de production est un homme de la vie du spectacle à Bruxelles, vient de lancer une formule tout comprise qui permet aux parisiens, grâce au T.E.S., de venir voir un opéra chez lui le dimanche après-midi.

JACQUES DE DECKER.

res qui ont paralysé la vie dans le courant du 19^e septembre ont eu, de ce point de vue, une délicate importance théâtrale. La jeune compagnie, qui avait été Zoo Story, dans la stade de la gare du Nord à Paris étonnée par les conditions de travail, a eu l'occasion de faire un grand travail. Elle doit attendre les marqués aux cinémas de son théâtre, qu'il a appelé, non sans intention, le Nouveau Théâtre de Belgique, et la littérature : au cours de ces mois d'octobre et de novembre, il organise des rencontres autour de Suzanne Lilar, nouvelles Hector Bianciotti et Elisabeth Badinter, notamment, prend leur contact et leur adresse les lettres, sous l'une des scénarios principaux, j'ajoute, joyau de l'architecture de prestige de la fin du siècle dernier, les nous pour pousser l'élégance jusqu'à lui confier la direction d'un foyer culturel dont il fut le premier à repérer les ressources. Avec sa pièce à succès, une comédie sur les instituteurs écrite par la poétesse Liliane Winters, la *ville des profs*, est en train de donner une nouvelle direction pour les bâtiments scolaires.

l'acteur. Il permet à des metteurs en scène d'un grand talent de s'épanouir, donne leur première chance à de jeunes comédiens, se fait un point d'honneur à encourager les dramaturges, prête son talent d'acteur aux jeunes metteurs en scène. Il fut de la *Fin de partie* mondiale de Delval, il est à l'origine de la création de la Compagnie, qui dirige l'Atelier théâtral de Joinville-la-Neuve, une dynam

se, qui, retour de Paris, s'installe à Bruxelles, sa ville d'ailleurs feu des quatorze, mais quatre, en effet, auxquelles il se voue. Le théâtre, mais aussi la musique, les arts plastiques — les expositions très récentes — le centre cul-

Dans le P
gais-royal
cours Reine
ganistes les
gaires des f
logé le Musé
Jacques Le
théâtre pou
plus plus de
Rideau de
Claude Étien
Cartel, gran
matique au
reux des bea

ais des beaux-arts, la maison de la culture d'Antonie Horta, face au 10, où se déroule le « Consilab », où sont organisées des activités multidisciplinaires. Európolis, où est du cinéma que dirige eux, une compagnie suit ses activités de quarante ans : c'est le Centre de la culture de Bruxelles, animé par le Centre de la culture, fermé à l'école du Centre de la culture, professeur d'art dramatique, Conservatoire, amoureuse des textes et du jeu de scène, et de la place de la culture de Bruxelles, où se trouve le Centre de la culture, Parisiens, grâce à un opéra après-midi.

Il s'est passé de théâtre pendant la semaine, le Centre de la culture, les Parisiens, Bruxelles, deuxième ville de France, un téléphone au moment.

JACQUES

hier, le directeur de la
 le talent de décou-
 ducteur est un orfèvre
 de du spectacle à
 de lancer une for-
 pris qui permet aux
 de au T.E.B., de venir
 chez lui le dimanche
 à il que, si les hommes
 posaient une sembla-
 n'intéresseraient pas,
 amateurs de théâtre à
 es n'est-elle pas la
 de théâtre franco-
 ?

UES DE DECKER.

Groupe © SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

NAME OF REGISTRANT	NAME AND ADDRESS OF ELECTRONIC FILING AGENT	ADDRESS OF ELECTRONIC FILING AGENT	COMPANY OF ELECTRONIC FILING AGENT	DATE OF SIGNATURE
NAME HERE				

Un entretien avec M. Jean Gol

(Suite de la page 17.)

« Mais nous tirons les leçons d'un certain nombre d'événements : d'une part, le gouvernement doit mieux faire passer son message. Il doit aussi, sans que ce soit un prétexte à ne pas décider, mieux préparer par des dialogues et la concertation un certain nombre de décisions. Par ailleurs, le point faible, c'est que l'opinion publique ne comprend pas toujours la nécessité des sacrifices. Dans tous les pays européens, elle n'est pas encore suffisamment consciente de la gravité de la crise. Beaucoup de gens croient qu'il y aurait un équilibre réel dans les sacrifices, et il est évident que chacun des groupes de pression tend à démontrer à sa clientèle que c'est elle qui fait l'effort, sinon unique du moins principal, alors que les autres catégories ne font rien. Toutefois, si le déséquilibre existait encore un tant soit peu dans les sacrifices demandés, les correctifs indispensables devraient être apportés. »

« On vous a souvent présenté comme un « thatchérien ». Dans la politique de Mr Thatcher, la réduction du pouvoir syndical joue un rôle important. Qu'en est-il dans votre stratégie ? »

« Je pense personnellement que la Belgique a souffert, et pas seulement au niveau des syndicats, d'un véritable envahissement de l'Etat par les groupes de pression les plus divers. On peut dire que s'est installé jusqu'au cœur de l'Etat une féodalité partagée entre les différents groupes de pression et que cela ne facilite pas, surtout en période de crise, la prise de décision rapide. Ceux qui ont intérêt à ce que des pièces tombent sont à l'intérieur de la machine à sous, ils n'ont même pas besoin de tenter leur chance. Par conséquent, un des maux de la société belge, c'est précisément cette colonisation interne de l'Etat par les groupes de pression, dont les syndicats. »

« Une des innovations que ce gouvernement a apportées, c'est de réduire l'effet paralysant de la concertation sociale et de définir clairement ses limites : une discussion la plus large, la plus ouverte possible, la recherche d'un accord de tous les partenaires sociaux. Mais les partenaires sociaux ne doivent pas pour autant décider à la place du gouvernement ni paralyser complètement toute décision par des palabres prolongées. Ce qui fut le cas sous certains gouvernements antérieurs. Enfin, un phénomène nouveau de cette grève - dont je n'ai aucun raison de me réjouir - c'est l'éclatement de l'action syndicale. Aucun démocrate n'a intérêt ni à la politisation extrême de l'action syndicale ni à l'émiettement et au corporatisme, parce que cela amène nécessairement à des actions incontrôlées. Et tout gouvernement sérieux a intérêt à avoir devant lui des interlocuteurs responsables. »

« Quelle échéance vous êtes-vous fixée pour la réussite de votre politique de rigueur ? »

« Il faut déjà voir ce qui s'est fait. Nous avons eu des résultats assez spectaculaires sur le plan du rétablissement de la compétitivité des

entreprises, de la balance commerciale et de la balance des paiements. Deux grands équilibres pour lesquels les résultats ont peut-être été plus lents que nous l'avions espéré, notamment en raison de la conjonction internationale : le déficit des finances publiques et le niveau de l'emploi. En ce qui concerne les finances publiques, nous avons réussi à stabiliser le déficit. Entre 1979 et 1981, le déficit par rapport au P.N.B. avait pratiquement doublé, passant de 6,7 à 12,7 %. C'est formidable. Quelques points de plus et nous nous trouverions dans la situation des pays les plus déficitaires et les plus endettés du monde. Ce qui est évidemment insupportable. Cette course à l'abîme s'est arrêtée, et nous essayons de faire le chemin inverse. Cela impose des mesures difficiles. Il y a le problème principal qui préoccupe à juste titre tout le monde, c'est celui du chômage. Mince consolation, mais c'est le même type de consolation que votre gouvernement exprime pour sa part : le chômage progresse moins vite chez nous qu'ailleurs. L'emploi arrêté de se détériorer. Nous espérons stabiliser le chômage fin 1984. »

« Cela dit, je suis persuadé qu'il n'y aura pas de politique de relance, même sélective, dans un seul pays européen, car ces efforts-là s'annulent mutuellement et placent ceux qui les tentent dans une situation bien plus mauvaise encore. Nous avons l'espoir soit d'une relance extérieure, soit - et c'est une des raisons pour lesquelles nous sommes tellement européens - d'une relance concertée entre les différents partenaires européens, parce que les effets seraient alors cumulatifs. »

« Les membres de la C.E.E. n'ont jamais réussi à harmoniser leurs politiques économiques. Croyez-vous que les conditions soient aujourd'hui meilleures ? »

« Plus nous descendons bas collectivement par rapport à celle des Américains et des Japonais, et plus nous serons amenés à prendre conscience de la nécessité d'une politique économique non seulement concertée mais finalement sur certains points commune, qu'il s'agisse de la relance, des marchés publics, des nouvelles technologies, du dialogue - l'Europe parlant si possible d'une seule voix - avec le Sud ou les Etats-Unis. »

Euromissiles et pacifisme

« La Belgique doit accueillir en 1983 des euromissiles américains. Vous attendez-vous à un « automne chaud » ? »

« En Belgique, les mouvements les plus extrêmes sont de toute façon toujours plus modérés qu'ailleurs. Parler d'« automne chaud » serait exagéré, mais nous sommes parfaitement conscients qu'un mouvement pacifiste d'opposition à l'implantation des missiles aura lieu dans tous les pays européens. Je suis radicalement opposé à ce mouvement - je crois qu'il joue à la fois sur des sentiments généraux souvent un peu naïfs, et qu'il y a aussi une grande part de manipulation. Ces mouve-

ments servent principalement à déstabiliser la conscience collective des Européens et des Occidentaux dans une vaste négociation qui dépasse de très loin les manifestations, au grand bénéfice de l'U.R.S.S. Ces manifestations, au-delà de leur objectif, ont un effet exactement inverse à celui espéré, c'est-à-dire qu'elles ne servent pas la paix. Car la paix, depuis la deuxième guerre mondiale, a été garantie par l'équilibre des forces entre les deux blocs, et en particulier par la défense de l'Europe, assurée malheureusement pas par les Européens eux-mêmes - je dis malheureusement, mais ils n'ont jamais voulu vraiment payer pour leur défense. A ce stade, il est évident que ce type de manifestation a essentiellement pour effet de nous rendre plus vulnérables et de rendre la partie d'en face plus exigeante, donc de mettre en danger la paix. »

« Le gouvernement belge continue de soutenir la double décision de l'OTAN. »

« Nous ne devons pas prendre de décision d'installation effective avant 1985. La Belgique a souscrit la double décision de l'OTAN de 1979. Elle espère que les négociations de Genève permettront que nous ne soyons pas amenés à installer ces missiles ou que nous serons amenés à n'installer qu'une partie des missiles si le côté soviétique ne fait un effort de démantèlement des SS-20. Mais nous avons dit aussi que dans la mesure où il n'y aurait pas de succès dans les négociations de Genève, nous prendrions notre part de l'effort décidé en commun par les alliés. »

« Pensez-vous que les forces de dissuasion française et britannique devraient être incluses dans les négociations de Genève si c'est la condition d'un compromis ? »

« Jusqu'à présent, le gouvernement belge n'en est pas partisan. Une dernière question est inévitable : où en sont les relations franco-belges et qu'attendez-vous de la visite du président Mitterrand ? »

« Les relations entre la Belgique et la France sont des relations traditionnellement excellentes et naturelles à un double titre parce que voisins immédiats, unis par une histoire commune, et peut-être plus spécifiquement et étroitement dans la partie francophone du pays qui se sentent communauté spirituelle et intellectuelle avec la France. Donc, nous accueillons le président Mitterrand non comme un chef d'Etat étranger, mais comme un ami proche. Parce que la France est une amie proche à la fois des moments heureux et des moments difficiles, ce dont tous les Belges, avec émotion, se souviennent. Nos relations bilatérales sont très bonnes, et nous avons pas mal d'intérêts en commun à défendre dans le cadre européen, où nos vues sont extrêmement proches, mais aussi un certain nombre de problèmes bilatéraux seront discutés : infrastructure, coopération nucléaire, notamment le dossier de la centrale nucléaire de Chooz. »

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

Quinze siècles de querelles communautaires

(Suite de la page 17.)

Ainsi, en 1968, ils ont expulsé la section francophone de l'université catholique de Louvain, une des plus anciennes d'Europe, qu'ils ne voulaient plus tolérer sur le sol flamand. Une nouvelle université a été fondée à Louvain-la-Neuve en Wallonie, et la bibliothèque de l'alma mater a été partagée : les livres aux numéros pairs restant en Flandre, ceux aux numéros impairs étant transférés à la nouvelle université ! A l'époque, le conflit entraîna la chute du gouvernement.

Dans ce climat, la régionalisation était devenue inévitable. Il fallut plus de dix ans pour la réaliser, au prix d'innombrables et interminables « tables rondes ». Pour contenir tout le monde, on a élaboré une pyramide d'institutions aux pouvoirs qui se chevauchent et qui fonctionnent mal. Le résultat n'a satisfait personne, et la Belgique est devenue le pays qui compte le nombre le plus élevé de fonctionnaires au kilomètre carré.

L'impasse bruxelloise

Les assemblées ne se comptent plus. Outre la Chambre et le Sénat, il y a le « Parlement » francophone et le « Parlement » flamand, restés tous deux à Bruxelles, et l'Assemblée wallonne, qui siège à Namur. Il y en a un aussi pour les germanophones de l'est, qui sont soixante-trois mille seulement. Il y a un exécutif régional flamand et un autre francophone, ainsi qu'un exécutif wallon, qui, lui, étend ses activités aux communes de la région de langue allemande. La troisième région, Bruxelles, a droit aux mêmes organes et pouvoirs que les deux autres, mais, comme le monde politique n'a pas réussi à se mettre d'accord sur l'avenir de la capitale, son statut est gelé et la gestion de la ville-région est confiée à trois ministres du gouvernement central.

Le problème de Bruxelles sera-t-il jamais réglé ? On peut se poser la question. La ville est à 80 % francophone, mais les Flamands minoritaires invoquent le fait qu'elle est la capitale « de tous les Belges » et revendiquent l'égalité absolue dans l'administration, ce que les partis politiques bruxellois refusent catégoriquement.

L'agglomération est composée de dix-neuf communes, et la loi de 1963 (qui créa la frontière linguistique) interdit toute extension de la ville bilingue sur le sol des communes flamandes qui l'entourent ; c'est une garantie pour les Flamands contre la « tache

d'huile » francophone, mais les habitants de Bruxelles estiment qu'ils ont été enfermés dans un « carcan ». S'ils veulent s'évader et aller vivre à l'extérieur, ils ne relèveront plus d'une administration francophone, même si les francophones deviennent majoritaires dans cette périphérie. Seules six communes dites « à faibles » continueront à pratiquer, comme des dix-neuf communes de la capitale, le bilinguisme « à la demande » : on vous y donne une carte d'identité en français et on vous y répond dans cette langue si vous l'exigez.

Les Flamands, par crainte d'être « assimilés » et de perdre leur identité, ne feront pas une seule nouvelle concession. Ils estiment déjà qu'on leur a « volé » la capitale, totalement flamande il y

que cela signifiait, Dieu et moi. Aujourd'hui, seul Dieu sait encore. »

Un exemple : les élections régionales n'ont pas nécessairement lieu à la même date que les élections nationales et la vie du gouvernement régional n'est pas liée à celle du gouvernement central. Les majorités ne sont pas les mêmes : par exemple, les socialistes sont majoritaires dans l'exécutif francophone alors qu'ils sont absents du gouvernement central. On devine combien l'accord entre le gouvernement régional et le cabinet central peut être difficile à réaliser. A citer aussi cette initiative des gouvernements régionaux qui voulaient des représentations diplomatiques à l'étranger : il a fallu que le roi lui-même leur rappelle que les affaires étrangères



à moins de deux siècles. Ils ne sont pas prêts non plus de céder à la Wallonie la petite région des Fournons (six mille habitants) que leur a octroyé la loi linguistique de 1963 en échange d'un transfert de territoire de la Flandre à Hainaut (cinquante mille habitants).

Les compétences des diverses institutions sont si complexes que les juristes eux-mêmes s'y perdent et leurs interprétations entraînent sans cesse de nouveaux conflits. On rappelle à ce propos le mot du leader socialiste Camille Huysmans, compagnon de Jaurès. Interrogé, quand il était premier ministre, sur la signification d'un projet compliqué, Huysmans expliqua : « Quand nous l'avons rédigé, nous étions deux à savoir ce

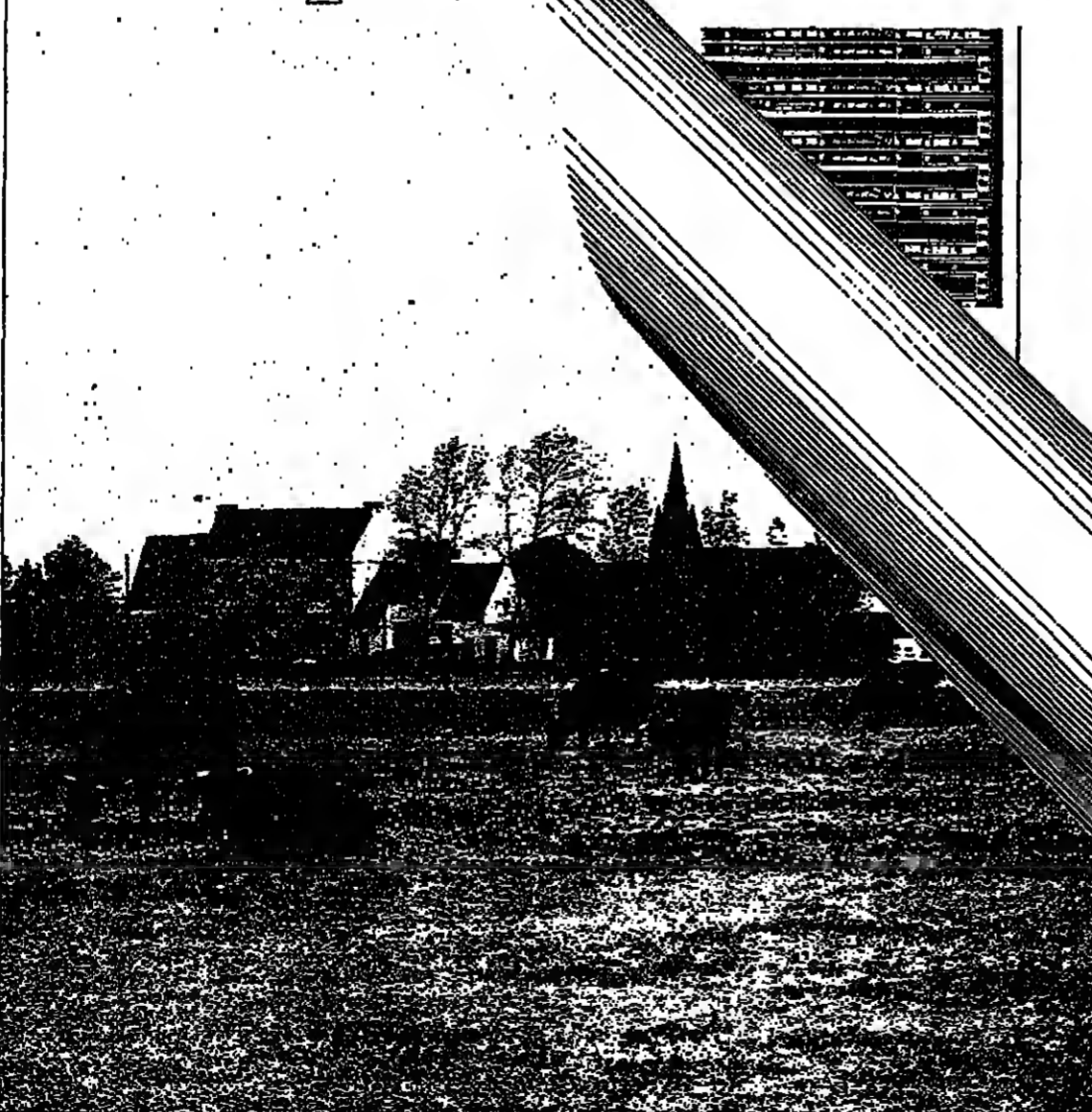
restent, uniquement, de la compétence du ministre des relations extérieures. »

On n'en finirait pas de relater les cas qui auraient ravi Courtois et qui sont sources de conflits. Alors, où va la Belgique ? Trouverait-on d'autres formules plus saines ? Les structures fonctionneront-elles mieux après redébat ? Nul ne le sait et les hommes politiques haussent les épaules en affirmant que « le bon sens traditionnel des Belges finira bien par triompher ».

C'est sans doute un peu court, mais les Belges ont toujours reporté la solution de leurs problèmes au lendemain.

PIERRE DE VOS.

Ce que cache le "plat pays"...



Jamais la beauté de notre « Plat Pays » n'a été chantée aussi brillamment que dans la merveilleuse chanson de Jacques Brel. Il a fallu un francophone pour chanter l'éloge de la Flandre, qui a peut-être tort de ne pas assez se vanter elle-même de ses atouts...

Sous la beauté naturelle, célébrée par Brel, se trouve une énorme vitalité économique et commerciale. Avec 57 % de la population la Flandre réalise 62 % de la produc-

tion industrielle belge et 68,3 % de l'export. Il est clair que le dynamisme industriel, l'esprit d'entreprendre et l'éblouissement du commerce international culminent en ce moment dans la partie nord du pays. Depuis 1970 la production industrielle de la Flandre a augmenté de 40 %, celle de la région bruxelloise de 5 %, tandis que celle de la Wallonie a diminué de 3 %.

La Flandre a une très ancienne tradition métropolitaine. Bruges au moyen-âge, Gand au 16^e siècle, Anvers et Bruxelles au 20^e sont de vraies métropoles commerciales. Le commerçant, l'exportateur et l'investisseur étranger y ont toujours été accueillis à bras ouverts. La Flandre refuse catégoriquement toute idée de protectionnisme dans l'Europe de demain.

Il y a d'ailleurs de quoi se sentir très vite à l'aise en Flandre. Toute l'infrastructure et l'appareil commercial sont en place. Toutes les grandes banques nationales (françaises, suisses, canadiennes...) sont représentées par des sièges importants. Et... la majorité des flamands se défend bien dans la

langue de Voltaire et celle de Shakespeare.

Le gouvernement flamand, mené par M. Gaston Geens, son premier ministre résolu et dynamique, s'est lancé agressivement dans la promotion des nouvelles technologies. La « troisième révolution industrielle » a déjà culminé en Mai '83 dans « Flanders Technology », le plus grand salon international de l'innovation technologique au monde.



Si vous voulez en savoir plus sur les possibilités commerciales en Flandre, n'hésitez pas à contacter directement le Gouvernement Flamand. Adressez-vous au Cabinet du Premier Ministre, 30, rue Josef II, B-1040 Bruxelles. Tél. : 2219.12.10, télex : 62292 B.

La Flandre
un bon voisin
un bon partenaire
commercial.

PIZZA SANTA LUCIA

COCHON DE LAIT

Librairie à Bruxelles

Les femmes de qui on peut se fier

LE CHALUT

af 11 00 1520

BIBLIOGRAPHIE

«Le Maghreb à Paris et en France»

«Voyage, la guérilla» (dictionnaire arabe).

EXALTÉES à New-York, puis à Paris, les communautés étrangères vivant dans les mégapoles sont des îlots de civilisation différente transportés par-delà les frontières. Pas moins de cent vingt-deux nationalités sont représentées en France et forment autant d'ambassades à «visage humain», pour qui soit les marocains, algériens et tunisiens - constituent la communauté maghrébine. C'est de loin la première, en nombre de ressortissants : sans compter les clandestins, plus d'un million et demi de personnes dont huit cent mille algériens. Le Maghreb - est l'Occident de l'Islam - forme en France un «territoire» de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, que les circonstances de la vie et de l'histoire ont conduits à vivre en France.

Le guide du Tunisien Ezzedine Mestiri nous y promène en passant par un bon examen préalable de ces populations, avec cartes et statistiques à l'appui. Le livre foisonne de renseignements de tous genres, destinés aussi bien aux étrangers à cette communauté qu'aux Maghrébins arrivant en France. Des restaurants, épiceries, hammams et marchés à la situation de la femme, en passant par les activités culturelles, l'enseignement de l'arabe et le «catéchisme» islamique, l'auteur examine avec audace et humour les possibilités offertes par et pour la communauté arabe de France. L'ensemble est ponctué de témoignages, de proverbes ou anecdotes et d'illustrations de talentueux «Seldin» (Slimane Zeghidour, auteur de l'important ouvrage sur la Poésie arabe moderne entre l'Islam et l'Occident) publié en 1982 aux Éditions Karthala.

Deux remarques toutefois, à l'adresse de l'auteur de ce guide plus parisien que national. Voulez-vous rappeler en introduction le rôle des émigrés maghrébins durant la guerre d'Algérie. Ezzedine Mestiri livre des chiffres qui paraissent fantaisistes aux historiens à propos du nombre des victimes algériennes en France. Sans doute le guide n'était-il pas le lieu idéal pour aborder un tel sujet avec sérénité et précision. Au chapitre de l'Islam, les dissensions religieuses ne sont pas abordées malgré l'actualité de cette question, en France comme ailleurs. Dans l'importante liste des mosquées ne sont pas distingués les lieux «intégristes» des autres.

Un livre qu'il faut conserver précieusement de toute façon, tant pour la richesse de ses informations pratiques que la qualité de son approche du Maghreb-sur-Seine.

BERNARD LEBRUN.

* Ezzedine Mestiri, Guide du Maghreb à Paris et en France. Éditions Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris, 134 p., 60 F.

Le Caire secret

(Suite de la page 25.)

Un peu plus loin, défigurée comme tous les autres monuments par des kiosques parasites, vendeurs de chaussures, de vaisselle, de boîtes en plastiques, vendeurs d'œufs, de sandwiches ou de voleilles... la mosquée de Salah Talaï (1160) étonne par son style unique.

Mais plus touchantes encore que les mosquées et autres édifices religieux, il ne faut pas manquer de visiter les maisons et ce qui reste de quelques palais extraordinaires. Juste en dessous de la très belle mosquée de Sultan Hassan qui, fort heureusement, tout le monde verra, le palais de la Sella au bois dormant, le palais Yasbek (quatorzième siècle). Pour antrax, pousser une porte jaune dans la ruelle Manah al Waqf, et traverser le logis d'un vieux grabataire qui fait signe de passer du fond de son lit. Au fond de sa chambre, une autre porte ouvre sur quelques marches branlantes, voie d'accès à une colline de déambulation et de déambulation divers sur laquelle s'est installée, dans des hangars de fortune, une famille de menuisiers squatters, spécialistes, comme tant d'autres au Caire, de la reconversion de caisses en meubles «Louis Farouk» dorés.

On daicand, plié sur soi-même, jusqu'au palai adormi...

La splendeur que l'on découvre coupe le souffle. L'entrée monumentale est d'un style identique à celui des mosquées, aussi belle que celle, précisément, de Sultan Hassan. De proportions grandioses pour un bâtiment civil, elle se termine en coquille renversée entre des retombées de stalactites de pierres sculptées.

Alors que toute autre trace de la cité royale de Kaloum a disparu, les restes de ce palais, construit en contrebas de la citadelle, permettent d'en imaginer le style et les proportions.

Un éboulement latéral donna accès aux salles voûtées majestueuses du rez-de-chaussée. De là, ce qui resta d'un escalier mène les plus courageux à ce qui est la plus importante de l'époque bahrita que l'on connait au Caire. Cette salle, dont il ne reste que le grand iwan, atteignait probablement 35 mètres de long. Du plafond, un seul arc brisé dépassait subsistant, dont la hauteur donne une idée du volume de la salle. Les vestiges de vitraux, de plafonds de bois peints, les grilles forgées et l'ensemble du décor disent le faste et le raffinement de ce palais et de l'époque.

Un autre palais, celui de Besh-tak (quatorzième siècle), a plus de chance. Il est en train d'être reconstruit et restauré par une équipe allemande (1). Situé en plein bazar, il est, toujours sur la Qasaba, presque au face de l'impressionnant groupe de mausolées des sultans Qaloun, Nasser Mohamed et Barquq. On y pénètre par une rue perpendiculaire à la Qasaba là cet endroit appelé rue Muiz al Din Allahi, la rue Qamez. Il suffit de dire le nom du palais pour s'en faire indiquer l'entrée par les gens du lieu qui le connaissent bien. La vue, à travers les mouchassabih des fenêtres du grand iwan de la salle haute, qui donna sur la continuité des trois mausolées, est magique. Mais construit depuis peu sur l'emplacement du somptueux

Bain d'Inal, qui vient de disparaître de ce fait, un bâtiment jaune, aussi neuf que hideux, créva les yeux. Son style «arabesque» sur cette partie jusqu'alors miraculeusement intacte de la rue en a anéanti l'unité.

Car, indépendamment de la beauté de chaque monument, c'est l'articulation des bâtiments, le rapport particulier que chacun entretient avec l'ensemble de l'architecture de la rue, de par son implantation même, les variations d'un même art sur chaque dôme, sur chaque minaret et la façon extraordinaire dont tous les éléments se complètent en harmonie qui font la perfection de cet endroit, plus perceptible encore le jour tombé.

Après neuf heures du soir, le tumulte s'estompe. Les scooters, camions, et autres métaux hurlants n'y sont plus. La vie du quartier reprend ses droits et aussi la voix humaine. On entend le porteur de boissons ambulants, harnaché de verres et de bouteilles; on peut s'arrêter chez le pâtissier qui fait sa kunafa ou passer un long moment à admirer la dextérité du marchand de crêpes.

Les conversations vont bon train autour des minuscules tables de café qu'on a sorties sur la chaussée. L'éclairage public est maigre, la rue est sombre, mais les bâtiments caressés par la lumière liquide de la lune semblent phosphorescents. C'est le vrai moment de la promenade.

ÉLISABETH SZIGETI

(1) Cette restauration s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation du quartier Darb Qimiz, projet qui vient de recevoir l'un des prix de la Fondation de l'Aga Khan pour l'architecture.

Quelques livres

Palais et maisons du Caire du quatorzième au dix-huitième siècle, par Jacques Revault et Bernard Maury (trois tomes), publié par l'Institut d'archéologie orientale du Caire (IFAO 1975, 1977, 1979).

Trois palais d'époque oromane au Caire, par Alexandre Lézine (IFAO, 1972).

En anglais : dans les librairies des grands hôtels au Caire : *A practical guide to Islamic monuments in Cairo*, édité par l'Université américaine. Écrit par Richard Parker et Robin Sabio, c'est un bon petit livre pourvu de plans détaillés.

A ne pas manquer le long de la Qasaba...

De la rue Azhar à Bab el Futuh

• Le mausolée et la madrasa de Qasub el Ghuri (1503), groupe de façades sublimes, hélas presque invisibles derrière une passerelle vert pomme et défigurée par une boutique cinquantaine de coiffeur.

• Un peu plus loin en montant vers la mosquée d'Al Azhar, la Wekalet el Gburi, exemple bien conservé d'un caravansérail du seizième siècle, aujourd'hui un centre d'artistes et d'artisans.

• Madrasa d'Al Ahraf Barsbay, au coin de la rue Moukri et du bazar aux épices.

• A gauche de la Qasaba, le mausolée de Salah Ayoub (1260), un peu plus loin, le mausolée, la madrasa et le maristan

(hôpital) de Qaloun (1279), puis le mausolée d'Al Nasser Mohammed (1304).

• De l'autre côté, le mausolée de Barquq (1386).

• La maison de Khatkhuda (1350), dont il reste une très belle salle, est dans la rue qui mène à Bab el Qadi. Pour la trouver, chercher sur le côté gauche de la rue une porte avec, sur une plaque des Antiquités égyptiennes le numéro 50 en vert.

• Pour se reposer du bruit et de la chaleur, pousser la lourde porte de la maison Subaymi (1648), un bon exemple du confort et de la qualité de l'architecture domestique du Caire.

De la rue Al Azhar vers Bab Zuwayla

• La maison de Gamal el Din : une maison bourgeoise du seizième siècle construite, elle aussi, dans le style mamelouk.

Après Bab Zuwayla, vers la mosquée d'Ibn-Tulun

• La maison Al Razzaz, un vrai dédale. Construite par Qaitbay au quatorzième siècle et agrandie par la suite, elle s'étend de la rue Bab el Wazir à la rue Souk el Silab. Il reste, autour d'une cour-jardin touchante, de très belles salles et appartements. Malheureusement, l'ensemble menace ruine.

On peut acheter ce sortant du bon pain tout chaud à la boulangerie traditionnelle qui est en face de la porte.

• La mosquée de Qijmas el Ishaqi (quatrième siècle). Cette petite mosquée bien conservée est un bijou de l'architecture des mamelouks circassiens.

SKI de FOND

Venez rencontrer nos guides Islande, Lapone et au Salon Neige et Montagne

C'est à ski de fond, sur nos raids de Printemps, qu'il faut découvrir l'ISLANDE et la LAPONIE FINLANDAISE pour mieux ressentir l'espace, le silence, la pureté absolue des immensités arctiques, quand les aurores boréales nimbent de couleurs irréelles les volcans sous la neige, les lacs gelés. La glisse est idéale, l'aventure passionnante, une semaine d'initiation sérieuse* au ski nordique vous permet d'y participer!

LAPONIE FINLANDAISE

- le lac INARI 10 jours - 5 980 F
- à l'océan glacial arctique 10 jours - 6 500 F
- SAARI SELKA 13 jours 7 000 F

ISLANDE

- LANDMANALUGAR 10 jours - 6 950 F
- de L'HEKLA au VATNAJOKULL 10 jours - 7 100 F
- Traversée de l'ISLANDE 15 jours - 9 400 F

***HAUTES-ALPES**

Stages tous niveaux dans un village oublié du Queyras où la neige et une ambiance chalet-reuse ne font jamais défaut.

Une semaine 1 350 F ou 1 490 F

Hébergement - matériel - vidéo - sauna - compris

NOUVEAU SUISSE

stages télémark en gruyère suisse la randonnée hors piste en moyenne montagne accessible aux skieurs de fond, grâce aux techniques de descente et de virage télémark... le ski sauvage de demain.

terres d'aventure

3-5, rue Saint-Victor, 75005 PARIS

Tél. : 329.94.50

BON POUR RECEVOIR LA BROCHURE 84 SKI DE FOND

Nom _____

Adresse _____

GRAND VIN DE BORDEAUX

Château La Lande Maussé

FRONSAC 1981

APPELLATION FRONSAC CONTRÔLÉE

Cru célèbre de Bordeaux, aux coteaux de St-Eulienne et du Roussel. Les Fronsacs ont été officiellement classés dans le groupe des grands vins de Libournais avec les St-Eulienne et les Pomerol.

R.G. BOLZAN, propriétaire-viticulteur SAINT-VIVIEN, 33580 MONSIEUR. Tél. : (56) 61-69-78

Tarif et documentation sur demande.

PUSHKAR INSOLITE

14 000 F par personne - 14 personnes maximum

Du 7/11 au 26/11

PEUPLES DU MONDE

10, rue de Turenne 75004 Paris

271-50-56

TOURISME S. N. C. F. TRAIN + CROISIÈRE

vous propose 3 croisières méditerranéennes d'automne

ISRAËL - ÉGYPTÉ - TURQUIE - GRÈCE - ITALIE

A bord de l'AZUR de la Compagnie des CROISIÈRES PAQUET

Départ de PARIS les 31 octobre, 28 novembre et 8 décembre 1983 pour TOULON, par voie.

Départ de TOULON les 1^{er} et 27 novembre et le 5 décembre 1983 pour NAFLES (Italie), LE PRÉ-ATHÈNES (Grèce), ISMIR (Turquie), HAIFA (Israël), PORT-SAÏD-ALEXANDRIE (Égypte), KATAKOLON (Grèce). D'abordement à TOULON et continuation sur PARIS par train.

PROX. au départ de PARIS : de 5 700 F à 12 370 F par personne, selon la catégorie de cabine choisie.

Possibilité de départ de toutes les gares S.N.C.F. de France.

Renseignements et inscriptions : Dans les agences TOURISME S.N.C.F. LAY 17 A - Dans les gares S.N.C.F. de PARIS et R.E.R.

Par correspondance : Tourisme Cides 127 - 75045 PARIS CEDEX - Ou par téléphone : 321-49-44

SPORTS D'HIVER EN ROUMANIE

SKI ALPIN ET SKI DE FOND à Sinaia, Prédéal et Poiana-Brasov

FÊTES DE NOËL ET DU JOUR DE L'AN

1 SEMAINE à partir de 2.195 F tout compris avec remontées mécaniques illimitées.

Inscriptions auprès de votre agence de voyages.

Renseignements et documentation : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 38, av. de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.25.42 et 742.27.14

DOCUMENTATION "Vacances d'hiver en ROUMANIE"

à envoyer à M. Adresse _____

0244 001550

«Le Maghreb à l'étranger et en France»

ET DU TOURISME

LE VOYAGE A L'UNIVERSITÉ

L'autre dialogue Nord-Sud

L'UNIVERSITÉ française n'aime guère le tourisme et les experts en sous-développement, moins encore. Ils sont nombreux, les chercheurs qui se sont penchés sur les conditions requises pour assurer un développement agricole solide. Ils abondent, les spécialistes qui ont essayé de faire décoller les pays pauvres à coup d'industrialisation. Mais cherchez dans les thèses et les rapports, le tourisme n'existe pas et, quand on l'évoque, c'est pour le ravalier au rang des mirages économiques qui ne rapportent rien au pays d'accueil et qui coûtent à celui-ci une partie de son âme. Les pays en voie de développement, «bords» des nations industrialisées, écrit Franz Fanon.

L'association du tourisme et du sous-développement provoque des réactions tellement affectives, surtout chez les intellectuels, qu'il faut se réjouir de lui voir consacrer une soirée devant le dôme de l'Université de Bordeaux-M. Ce ne sont pas tant les 1346 pages que Georges Cazes a consacrées au *Tourisme international dans le tiers-monde*, la problématique géographique qui entraînent l'adhésion, mais la démarche d'un géographe universitaire, qui rompt avec l'attitude «romantique» de nombre d'experts en développement.

Le propos de Georges Cazes pour paraître équilibré et modéré dans le ton; il n'en reste pas moins qu'il attaque ce qu'il appelle «les discours univoques». Le premier de ces discours est aussi le plus ancien. Il s'agit de la thèse soutenue au début des années 70, sur les bienfaits du tourisme. Les chantres de cette panacée? Les organismes internationaux, au premier rang desquels figuraient la Banque mondiale, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT), ancêtre de l'Organisation mondiale du tourisme. C'était l'époque où le tourisme, «moyen de compréhension entre les peuples», apparaissait comme l'activité économique miracle nécessitant un investissement minime et procurant la plus grande manne possible de devises.

On est revenu sur cette attitude, explique Georges Cazes, car

il coûte très cher de construire un aéroport international ou une usine de désalinisation de l'eau de mer. Ces investissements créent souvent les besoins essentiels des populations résidentes. Ainsi a-t-on vu les paysans de la région de Pattaya (Thaïlande) manifester contre l'affectation des canalisations d'eau potable aux hôtels et non à leurs villages. Le galimatias euphorisant n'est pas neutre. Il recouvre le désir de diffuser un modèle culturel et de multiplier les pays candidats à l'accueil des touristes; l'abondance de l'offre ne peut qu'avantager les organisateurs de voyages.

En réaction, est né le «discours sociologique» sur les méfaits du tourisme. A partir d'exemples criants, il a choisi de rejeter en bloc le phénomène touristique. Selon cette thèse, celui-ci provoque une dépendance aliénante du pays d'accueil vis-à-vis des agents de voyages et des transporteurs étrangers; il entasse de façon dramatique la clientèle sur les littoraux; il prostitute les populations; il diffuse un modèle occidental qui dévalorise les cultures et les efforts traditionnels.

«Ce discours dérape. Il est vrai que le tourisme est la seule activité qui rapproche de façon saisissante le riche et le pauvre, le citadin et le rural, l'étranger et l'indigène. Mais je suis frappé de voir que, en Algérie, où la série télévisée «Dallas» fait fureur, on s'indigne seulement de la pollution culturelle que distillent les quelques touristes étrangers. Nous sommes restés un peu rous-seautes, en France, la mauvaise conscience s'ajoutant au mythe du bon sauvage. Car c'est faux de dire que personne ne profite du tourisme dans les pays en voie de développement. Tout d'abord il profite aux catégories aisées, comme toujours. Ensuite il rapporte à l'Etat, aux entreprises de construction, aux petits commerçants et aux hôteliers. On peut dresser une typologie des effets d'entraînement: le secteur tertiaire en général, les transports, l'artisanat et le bâtiment reçoivent un coup de fouet en cas d'investissements touristiques; en revanche, le secteur primaire, l'agriculture et la pêche, ainsi que les équipements collectifs pâtissent gravement de l'intrusion.

L'intégration est-elle la panacée qui gommait les défauts évidents du tourisme? Pas si vite, répond Georges Cazes. L'intégration recouvre des réalités contradictoires. Il y a l'intégration-piège, celle qui oblige les pays du tiers-monde à accepter les bouleversements apportés par les sociétés industrialisées. Supprimez le visa; accueillez des vols charters; construisez des hôtels; ouvrez-vous. Il s'agit, en fait, d'entraîner ces sociétés mal structurées dans le cycle du développement où elles s'endetteront et achèteront les matériels des pays industrialisés.

La Casamance comme idéal

Il y a encore l'intégration-absorption qui permet à une société étrangère de contrôler les flux de clientèle et d'en tirer le profit par le biais de concentrations d'entreprises. La compagnie British Caledonian «tient» la Sierra Leone grâce à un conglomérat où s'associent l'aviation, l'hôtel et l'organisation de voyages.

L'intégration qui est le favori de l'auteur, c'est celle qui laisse la vie et l'économie locales, son environnement digérer les nouveaux venus. Peut-on établir un palmarès? «Au point de vue paysager, les clubs Méditerranée sont sans conteste des réussites, et les installations concentrées de la mer Noire, un râteau. Dans le domaine économique, le développement de Cancun (Mexique), qui a déraciné des milliers de paysans, attirés par le mirage des dollars touristiques, s'est révélé être une véritable catastrophe. En revanche, les campements de Casamance (Sénégal), construits et gérés par les villageois, qui font vivre leurs hôtes un peu selon leur mode de vie, représentent l'idéal. Malheureusement, qui dit vraie intégration dit petite taille et progressivité, et ces impératifs contredisent la phase industrielle où se trouve le tourisme international.

Le doute, qualifié éminemment scientifique, sous-tend toute la démarche de Georges Cazes. Il n'empêche pas, pour autant, de conclure. Sur le tourisme en général: «Il est un médium moins massif, moins efficace et moins destructurant que beaucoup d'autres, bien qu'il fasse l'objet de vives critiques.» Sur les remèdes:

«On pense le tourisme dans les pays en voie de développement en termes de retard à rattraper. C'est courir à l'échec. Le tourisme fera sentir quelques bienfaits à la condition que le pays d'accueil invente lui-même ses propres modèles, un peu comme le Sénégal l'a fait. Deux votes me semblent s'ouvrir à eux: tout d'abord, les pays en voie de développement doivent mieux contrôler la distribution des produits touristiques en créant des organismes d'Etat qui dialogueront d'égal à égal avec les hôteliers, les transporteurs et les marchands de vacances. D'autre

part, il leur faut être très vigilants sur les modèles architecturaux et spatiaux qu'ils accepteront dans leur environnement.

Histoire de ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

ALAIN FAUJAS.

* L'Association française d'experts scientifiques (3, rue Camille Taban, 75018 Paris, tél. 522-39-16) organise le 21 octobre à 17 h 30 à l'hôtel Ibis-Montmartre (5, rue Caulaincourt, 75018 Paris) un débat sur le tourisme international dans le tiers-monde avec la participation de M. Georges Cazes.

Autocars au ralenti

(Suite de la page 25.)

Toutefois, ce bilan n'est pas aussi préoccupant pour tous les professionnels. Ainsi, M. Judas, qui dirige Transhorizon, une petite entreprise de huit autocars, est satisfait. «Nous avons fait le plein de nos week-ends et de nos circuits à l'intérieur de l'Hexagone.» Il a même réussi plusieurs voyages à l'étranger, mais il a dû serrer les prix.

Il appartient à la catégorie des petits autocaristes heureux qui enregistrent, selon M. Furet, une augmentation de 10 % de leur chiffre d'affaires «touristique» en 1983. Véritables O.S. du transport, ils cherchent à maintenir l'équilibre de leurs entreprises entre le ramassage scolaire, les transferts de personnel et le tourisme. Et, pour être compétitifs avec les grands, ils comprennent leurs marges et font preuve d'imagination.

La créativité et le dynamisme sont décidément la clé de la réussite. Par exemple: Giroux-Voyages organise depuis cinq ans un pèlerinage transsaharien de Paris à Dakar en autocar Renault 4x4 de grand confort; les grandes espèces, les étapes nocturnes sous le ciel étoilé du Tanezrouft et le whisky «sur le glaçon» en plein désert sont au programme.

Voyagiste et transporteur toulousain, la Fram a misé depuis longtemps sur la carte du tourisme en autocar, à grand renfort de publicité, mais aussi en sortant des sentiers battus. «La saison estivale n'a pas été trop catastrophique», déclare la responsable des ventes. Nous n'avons pas atteint notre objectif: mais nous avons tout de même noté une progression de 1,5 % en nombre de clients.

Les amateurs de tourisme en autocar ont changé. Ils ont rejoint et dépassent des voyages à thème. Mais la sortie de l'amicale des sœurs-pompier, les week-ends de neige des comités d'entreprise et le semaine à Nice hors saison pour le troisième âge font encore recette.

Les constructeurs ont compris la nécessité de s'adapter à cette évolution de la clientèle. Ainsi, Renault-Véhicules Industriels, qui, dans le passé avait sous-estimé l'importance du marché du grand tourisme, annonce la naissance, à la fin du mois, d'un autocar de grand tourisme baptisé FR 1. «Excursion, tourisme et grand tourisme seront les trois grands types de cette nouvelle gamme imaginée à partir de nouveaux concepts technologiques», précise M. Jean Jacquet, directeur de la division autocars autobus de R.V.I. — Nous croyons à l'avenir du tourisme en autocar, ajoute-t-il.

MIREILLE GIGNOUX.

Vous rêvez de piloter un avion?

Vous pouvez voler seul dans... 3 mois!

Ne vous privez plus de ce plaisir extraordinaire. Commencez par un vol d'initiation. Après, si vous le cœur vous en dit, inscrivez-vous à l'école de pilotage. Renseignements: Aéroclub de Fontenay-Trésigny 77610. — Tél. 409-21-45

SAHARA

Venez vivre l'expérience unique du plus beau désert du monde, avec les Touaregs, le plus souvent à pied, de dunes en canyons, d'émotions en émotions... de grands moments. LES AMIS DU SAHARA - 329.06.80 49, rue Montagne-Sainte-Genève 75005 Paris

RÉSIDENCES Campagne · Mer · Montagne

JUAN-LES-PINS 100 m de la mer, près belles villas, 4 grandes piscines, grandes salles de bal, 2 piscines, 250 m de jardin + petit 2 piscines tout confort. 1 600 000 F. — Tél.: (93) 39-02-08.

LE CANNET (Alpes-Marit.) 2 pces, entrée, ref., à neuf, 43 m² + balcon plein sud. Parkings + cave. 300 000 F. Tél. (93) 39-02-08

HÔTELS

Côte d'Azur

HOTEL BEAU SEJOUR *** Rue des Fauvettes, 06404 CANNES-CEDEX Tél.: (93) 39.63.00 - Téléc. 470975

Pris spéciaux selon durée du séjour Proche centre ville, plages et Squet Jardin. Piscine. Restaurant. Garage.

06500 MENTON HOTEL CÉLINE-ROSE *** 57, av. de Sospel, 06500 MENTON Tél. (93) 28-28-38

Chambres tout conf., calmes et ensoleillées. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Pens. compl. 83/84, 152 à 172 F T.T.C.

Montagne

05490 ST-VERAN (Haute-Alpes) LE VILLARD - Tél.: (42) 45-82-08

Chambres duplex avec cuisine. 2 à 6 personnes.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

MAS DE GARRIGON *** Roussillon 84220 Gordes. Tél.: (90) 75-63-23

Accueil: Christiane RECH.

Italie

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés

Réservation: 41-33-33 VENISE Tél.: 411150 FENICE I

Directeur: Dante Apollonio.

BIENVENUE A BORD DU BOEING 767 PARIS - TEL-AVIV

PARIS

Lundi	15 h 10
Mardi	15 h 10
Mercredi	15 h 10
Jeudi	15 h 10
Vendredi	15 h 10
Samedi	15 h 10
Dimanche	15 h 10

TEL-AVIV

Profitez d'un vol encore plus agréable. Décollez de Paris et posez-vous à Tel-Aviv avec EL AL. Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages ou EL AL.

EL AL

LIGNES AÉRIENNES D'ISRAËL

Paris 75009 - 24, boulevard des Capucines, Tél. 742.45.19, Marseille 13001 - 41, La Canebière. Tél. (91) 90.07.30.

NOUS INVITONS VOUS DANS NOTRE MARVELLOUS ISLAND...

... EN AUTOMNE ELLE EST SUPERBE ET VERY DÉPAYSANTE...

... C'EST JERSEY OF COURSE!

Elle est attachante cette petite île que nous, les trois petits léopards, symbolisons depuis plus de sept cents ans. L'automne est la période idéale pour découvrir les charmes de ce passionnant, ravissant et joyeux petit Etat.

Dans votre palace de grand luxe, ou dans votre petite pension très bon marché, vous êtes soigné au maximum. Et à Saint-Hélier, la capitale, un Londres en miniature, vous découvrirez calmement un étonnant shopping. Jersey, c'est la détente et une qualité de vie particulière. Consultez votre agence de voyages.

PLUS QUE JAMAIS! JERSEY vous attend

Avec ou sans carnet de change il est facile de passer un ou plusieurs jours à Jersey.

Leçons par air et par mer. Départ de Paris, Bretagne, Normandie...

Pour recevoir une documentation en couleurs, ayez la gentillesse de retourner ce coupon à Maison de l'île de Jersey, Département F10, 19 boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 742.93.68.

NOM _____

ADRESSE _____

F2

era	7)
3a	
329	
) :	
are	
re-	
57	
GC	
GC	
ade,	
e,	
6	
.C.	
-e	
Pen-	
de	
int-	
te	
8) :	
a-	
radio	
Pa-	
25-	
na,	
12	
3)	
ra-	
39-	
3)	
3)	
k	
0)	
est	

COMMUNICATION

Téléfrance-U.S.A. a cessé ses émissions

De notre correspondante

New-York. - Téléfrance-U.S.A., qui diffusait chaque soir quatre heures de programmes en français à quelque huit millions d'abonnés au câble à travers les Etats-Unis, a cessé ses émissions le 30 septembre faute d'argent. Malgré les efforts de ses supporters, les deux actionnaires français, la Sofrad et Gaumont, ont refusé de continuer à subventionner la station créée en 1976 (le Monde du 29 juillet).

Le réseau de programmes par satellite (S.P.N.), qui assurait la diffusion de Téléfrance-U.S.A., a tenté de son côté de trouver de nouveaux bailleurs de fonds. Selon son directeur, M. Edward Taylor, une société de production américaine, dont il tait le nom, tenterait de ramener Téléfrance-U.S.A., mais sur la base de quatre à huit heures d'émissions hebdomadaires au lieu de vingt-six.

En attendant, S.P.N. remplace les programmes français (qui étaient constitués surtout de bons films généralement assez anciens, ou de séries de télévision) par un mélange de programmes internationaux et de sujets d'ordre domestique : c'est ainsi qu'on voit d'œuvres signées Jean Renoir, Jean-Luc Godard, Jean-Marie Drut ou Armand Lauaux, les abonnés américains pourront voir des «Echos de la Méditerranée», «Hello Jérusalem», «Cent vingt minutes avec le Japon», «Ici la Nouvelle-Zélande», émaillés

de conseils de cuisine et de puérilité, ou de suggestions sur la façon de dresser son chien...

N. B.

[L'aventure commencée il y a sept ans par M. Jean-Claude Baker, l'un des fils adoptifs de Josephine, s'arrête donc, au moins provisoirement. Téléfrance-U.S.A. avait pourtant réussi à attirer un public de fidèles estimés à environ sept cent mille téléspectateurs sur l'ensemble des Etats-Unis. Mais le budget de la station (environ 4 millions de dollars par an) n'a pu être financé par les recettes de publicité, dont la régie avait été confiée à Régie-Presses (Publicis). D'autre part, aux termes du contrat entre les deux actionnaires principaux, la Sofrad, holding d'Etat, et Gaumont entreprise privée, cette dernière s'était engagée à rembourser la Sofrad des avances en compte courant qu'elle avait consenties (en même temps que Gaumont), si l'exploitation s'arrêtait avant le 1^{er} juillet 1984. C'est ce qui s'est produit, et la Gaumont va devoir rembourser 3 millions de dollars, le déficit cumulé s'établissant à environ 8 millions de dollars.

Développement trop rapide, défilance de la règle publicitaire (qui a fait moins bien que M. Baker seul auparavant), engagement jugé par certains insuffisant de la part de la Sofrad... ces raisons peuvent expliquer la fin d'une entreprise intéressante pour la diffusion de la production audiovisuelle en Amérique du Nord. Un essai de reprise avec comme partenaire, la société canadienne de câble Vidéotron n'avait pu aboutir.]

UNE RENCONTRE A TALLOIRES

Qu'est-ce que la liberté de communiquer ?

De notre envoyé spécial

Talloires (Haute-Savoie). - Une soixantaine de journalistes ont participé, du 30 septembre au 2 octobre, à Talloires, à une réunion organisée par l'université américaine T.U.F.T.S. (située dans le Massachusetts, mais qui a un centre européen près d'Annecy), en collaboration avec le World Press Freedom Committee (1). Il s'agissait de prolonger la Déclaration de Talloires, adoptée en mai 1981 par un groupe à peu près semblable de journalistes et de discuter des moyens d'approfondir « le concept de liberté de la presse ». Il s'agissait aussi de « préparer », en en dénonçant les hypothétiques dangers, la prochaine Assemblée de l'UNESCO.

Les débats ont tout de suite pris un tour violemment hostile à l'organisation internationale. Les discours les moins nuancés étaient le fait de certains représentants des organes d'information américains et britanniques. Voilà deux ans, c'est en présence de M. Amadou Mahtar M'Bow, secrétaire général de l'UNESCO, que les mêmes accusations avaient été lancées, et la confrontation avait alors mal tourné. Cette fois, ceux et celles qui assimilent le Sud à l'empire soviétique, l'UNESCO aux dictatures sans scrupules et les sociétés occidentales

à des modèles de liberté crurent pouvoir faire réagir sans problème et voter sans difficulté un document dénonçant globalement l'action de l'organisation mondiale. C'était compter sans les résistances apparues, notamment pour l'Occident, chez les représentants des agences de presse et chez certains journalistes, pourtant des plus modérés, venus du Sud.

L'offensive anti-UNESCO a en partie échoué. Les passages extrêmes du texte original ont été « ouïs ». Le document final n'a pas été signé : il prend la forme d'un « rapport » proposé « à tous ceux qu'il concerne ». En résumé, le texte, après s'être référé au document de 1981 (qui rappelait que le droit d'être informé et d'informer est un droit fondamental), souligne l'importance de l'assistance - privée et publique, bilatérale et multilatérale - aux pays en développement dans le domaine de la communication.

« Il condamne les procédures imposées ou inspirées par des gouvernements ou des organes intergouvernementaux », aux fins de « démocratisation de la communication » et de « participation à la communication », ainsi que tout « code de conduite » de la presse et tout projet de « protection des journalistes ». Il rejette le concept de « souveraineté nationale » dans le domaine de l'information. Le document condamne l'importation des organes d'information privés et indépendants, de la liberté d'expression dans les médias étatiques, la nécessité d'améliorer la « couverture » des pays en voie de développement. Il estime que la presse contribue au développement grâce à son rôle de dénonciation des abus du pouvoir et que les nouvelles techniques ne peuvent que renforcer l'espace de liberté.

Sans prendre à partie directement l'UNESCO, le document n'en demeure pas moins une réaffirmation, nuancée ici et là, d'une vision traditionnelle (en Occident) des questions de la communication. Il limite implicitement le débat à une confrontation entre les tenants du statu quo et les partisans d'un « nouvel ordre de l'information et de la communication », sans l'enrichir d'idées neuves. Il considère l'information comme une pure essence, comme si elle n'était pas fortement conditionnée par un environnement économique, financier, technique et culturel. Seul, M. Walter Cronkite, commentateur vedette de C.B.S.-News, a, pendant quelques instants, évoqué le problème. Il s'est en effet étonné de la décision prise par le gouvernement américain d'autoriser des compagnies privées à stocker et à vendre en exclusivité des informations recueillies par satellite et concernant notamment les découverts, n'importe où dans le monde, de gisements de matières premières.

Ce seul mais important exemple aurait pu provoquer une simple réflexion sur les inégalités croissantes dans le domaine de la communication et, partant, de l'information. Mais Talloires 83 s'en est tenu au credo de Talloires 81 sur la liberté totale des flux. Or plaider en faveur de la liberté pour tous sans tenir compte des rapports de forces ne revient-il pas à perpétuer et accentuer les phénomènes de domination ?

JACQUES DECORNOY.

(1) Fondé en 1976, cet organisme a son siège aux Etats-Unis. Sur la soixantaine de représentants d'organes d'information présents à Talloires, 50 % environ étaient américains. Le « Sud » était représenté par quatre Africains, trois Asiatiques et huit personnes venues des Caraïbes et d'Amérique latine. Le Monde était présent sans toutefois participer aux débats.

L'Assemblée nationale se dote d'un système de télématique parlementaire

MM. Louis Mexandeau, ministre délégué aux P.T.T., et Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, ont inauguré jeudi 6 octobre un système d'information et de communication télématique ouvert aux députés.

A la fois représentant du peuple et législateur, le député doit sans cesse se partager entre sa circonscription et l'Assemblée nationale à Paris. On estime qu'il est en moyenne trois jours par semaine auprès de ses électeurs, souvent très loin du Palais-Bourbon.

Un micro-ordinateur serveur lui offrira désormais une série de prestations qui lui permettront de maintenir un lien avec l'activité législative, d'année en année plus intense. Quel est l'ordre du jour ? Où en est le programme de travail arrêté par la conférence des présidents ? Quelles sont les réunions prévues par la commission ou son groupe politique ? Qui a été nommé à telle ou telle fonction ? Où en sont les travaux de la dernière séance ? Quels sont les propositions ou les projets de lois déposés récemment ? Quels sont les rapports ou les textes disponibles ?... Telles sont les questions auxquelles les députés pourront obtenir une réponse en quelques minutes à l'aide d'un clavier, depuis un bureau de leur circonscription (1).

Tous ces éléments sont contenus dans une petite banque de données mise à jour tous les soirs. Mais le système défend encore d'autres informations. Un mémorandum informatif rassemble en effet les principales données économiques, sociales et juridiques de l'actualité, au fur et à mesure de leur publication. Il s'agit essentiellement des indicateurs et indices de l'INSEE ou des instituts étrangers, des statistiques douanières sur le commerce extérieur, des comptes de la nation, des données concernant la protection sociale et du sommaire du Journal officiel, que les députés ne recevront plus deux ou trois jours après sa parution. Une réplique en Vidéoex du Guide pratique des formalités (édité par Berger-Levrault) devrait aussi permettre aux

députés de fournir rapidement à des électeurs qui viennent les consulter des renseignements sur les méandres de la vie administrative.

Enfin, une application de « messagerie électronique » donnera aux députés la possibilité de correspondre non seulement avec d'autres collègues, mais aussi avec les services de l'Assemblée. Ils pourront par exemple prendre connaissance des messages que le standard du Palais-Bourbon y aura inscrits, voire préparer une intervention à la tribune, pour le lendemain, ou la rédaction d'un amendement en demandant des indications aux différents fonctionnaires chargés de les assister.

Le système de télématique parlementaire débute cette semaine avec le recordement de cent cinq députés choisis par les présidents des groupes politiques. Tous devraient être équipés d'ici au mois d'avril 1984 en métropole. Au-delà, ce sera la tour des députés des DOM-TOM. Dans un second temps, si les députés le souhaitent, le système pourra être étendu à la fourniture d'autres banques de données déjà disponibles à la division informatique. Telles les banques sur les questions écrites ou orales, ou celle qui permet de suivre la procédure des textes depuis leur dépôt jusqu'à la parution au Journal officiel ; ou d'autres banques encore comme celles de l'Agence France-Press, de l'INSEE, des Communautés européennes, de la Documentation française, etc.

Il s'agit essentiellement d'une question d'argent. Car les consultations du système de télématique parlementaire ne coûteront aux députés que le prix d'une taxe téléphonique de base, le reste étant pris en charge par le budget de l'Assemblée nationale. Le coût global de ces premières applications est de 2,5 millions de francs ; l'extension des consultations reviendrait à tripler environ cette somme.

E. R.

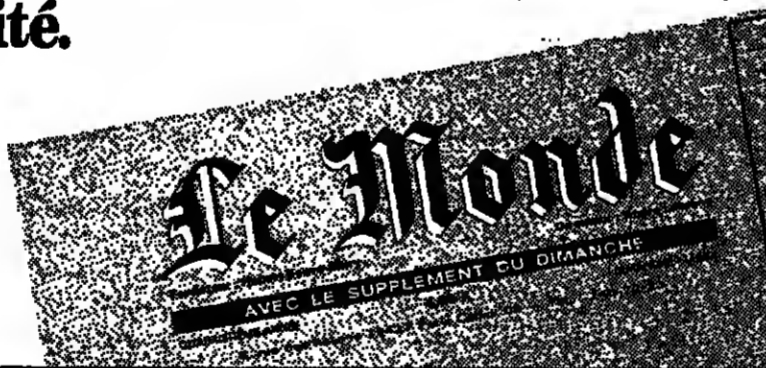
(1) Il s'agit des mêmes terminaux Minut qui ceux du programme d'annuaire électronique de la direction générale des télécommunications.

SAMEDI DIMANCHE

- **NORVÈGE :**
Les taste-morues des îles Lofoten.
- **ALGÉRIE :**
Deux coopérants (presque) imaginaires.
- **SOUDAN :**
L'odyssée d'un réfugié éthiopien.
- **ÉTATS-UNIS :**
A un an des « présidentielles ».
- **HISTOIRE :**
La Corse, premier département français libéré.
- **FOOTBALL :**
Langues vertes... à l'A.S. Saint-Etienne.
- **ÉCHECS :**
Rencontres avec Kortchnoï.

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



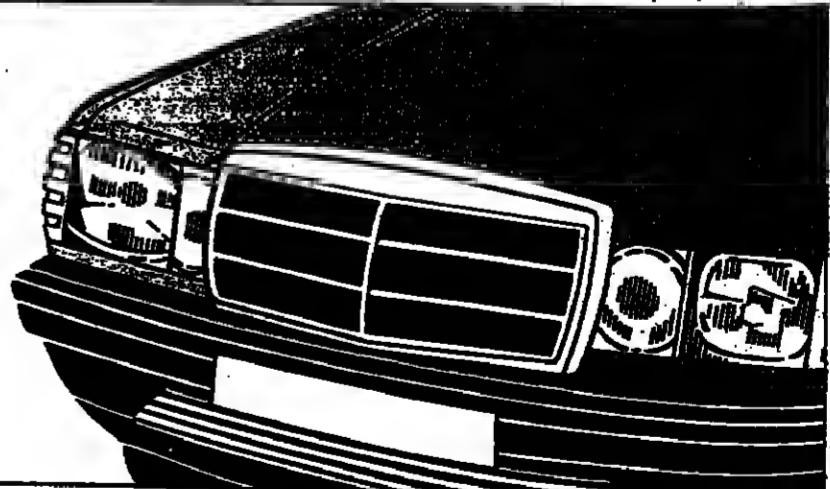
Essayez une Mercedes 84 et gardez-la pour le week-end.

A la grande Cascade du Bois de Boulogne du 1^{er} au 9 octobre.

De 10 h à 19 h, venez essayer toutes les Mercedes 84 : les nouvelles 190, la gamme des 200, les classes S et les 4x4. Après tirage au sort, peut-être garderez-vous pour un week-end, la voiture de votre essai.



Mercedes-Benz



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en août : + 0,6 %

	des 12 derniers mois (août 83/août 82)	des 6 derniers mois (août 83/fév. 83)	des 3 derniers mois (août 83/mai 83)	du dernier mois (août 83/juillet 83)
● ENSEMBLE	+ 9,7	+ 5	+ 2	+ 0,6
● ALIMENTATION	+ 8,9	+ 4,7	+ 2,4	+ 1
(y compris boissons)	+ 13	+ 6,6	+ 2,4	+ 1,9
Produits à base de céréales	+ 8,3	+ 3,4	+ 2,6	+ 0,6
Viandes de boucherie	+ 4,3	+ 0,9	+ 1,8	+ 0,9
Poissons, volailles, gibiers, produits à base de viande	+ 8,4	+ 1,9	- 0,4	+ 0,5
Produits de la pêche	+ 10,7	+ 4,2	+ 1,9	+ 0,6
Laites, fromages	+ 9,1	+ 4,7	+ 2,5	+ 0,7
Œufs	+ 20,9	+ 16,3	+ 15,1	+ 2,7
Corps gras et beurres	+ 5	+ 5,9	+ 3,4	+ 1,3
Légumes et fruits	+ 7,6	+ 5,5	+ 4,6	+ 2
Autres produits alimentaires	+ 9,1	+ 6	+ 1,1	+ 0,4
Boissons alcoolisées	+ 13,6	+ 7,2	+ 2,2	+ 0,9
Boissons non alcoolisées	+ 9,3	+ 4,8	+ 1,9	+ 0,4
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 10,1	+ 5,2	+ 1,4	+ 0,4
1) Habillement et textiles	+ 11,2	+ 5,8	+ 1,5	+ 0,4
Vêtements de dessous	+ 9,6	+ 4,6	+ 1,6	+ 0,3
Autres vêtements et accessoires	+ 10,2	+ 5,9	+ 1,9	+ 0,4
Articles chaussants	+ 9,2	+ 4,3	+ 1,9	+ 0,5
Autres articles textiles	+ 9,7	+ 4,8	+ 1,9	+ 0,5
2) Autres produits manufacturés	+ 7,4	+ 4,5	+ 1,7	+ 0,7
Mécaniques et typis	+ 9,8	+ 6	+ 2,4	+ 0,6
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 8,1	+ 4,3	+ 1,8	+ 0,5
Autres articles d'équipement de ménage	+ 5,4	+ 4,1	+ 0,4	+ 0,3
Savons de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 10,8	+ 5,4	+ 3,6	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 10,3	+ 5,8	+ 2,1	+ 0,5
Vidéocassettes	+ 2,1	+ 1	+ 0,4	+ 0,3
Photocopie, optique, électro-acoustique	+ 9,1	+ 4,4	+ 2,3	+ 0,5
Autres articles de loisir	+ 9,4	+ 4,6	+ 1,6	+ 0,7
Combustibles, énergie	+ 13	+ 5,9	+ 3,8	+ 0,3
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 11,1	+ 5,5	+ 1,8	+ 0,5
● SERVICES	+ 9,9	+ 3,9	+ 1,6	+ 0,1
Services relatifs au logement	+ 10,4	+ 4,1	+ 1,5	+ 0,2
dont loyers	+ 13,2	+ 7,1	+ 3	+ 0,3
Soins personnels, soins de l'habillement (1)	+ 11,9	+ 6,2	+ 2,4	+ 1,8
Services de santé	+ 11,9	+ 6,9	+ 1,7	+ 0,4
Transports publics	+ 11,8	+ 6,9	+ 1,7	+ 0,4
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 9,6	+ 5	+ 2,6	+ 0,4
Hôtels, cafés, restaurants, casinos				
Autres services (3)				

L'indice de l'INSEE, calculé sur une nouvelle base (100 en 1980), s'est inscrit à 140,2 en août, contre 139,4 en juillet.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche »

93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

SOCIAL

Un entretien avec M. Yvon Chotard

(Suite de la première page.)

« Nous devons faire tous les sacrifices pour briser l'inflation et rapprocher notre pays de ceux qui, bien avant nous, ont réussi à la maîtriser. Incontestablement, cela passe par la fin de la course des salaires et des prix. »

« Je ne connais pas d'autres moyens de casser ce cycle infernal que de définir une politique salariale sans la confronter immédiatement avec l'indice des prix, que de désindexer les salaires des prix. Ainsi, pour 1983, nous maintenons comme objectif les 8 %, sans nous demander si ces 8 % seront atteints ou dépassés. Et, pour les salaires de 1984, nous attendons la mi-novembre pour faire une recommandation à nos branches professionnelles. »

« Qu'en sera-t-il des clauses de sauvegarde ? »

« Aucune rencontre de clause de sauvegarde n'est prévue d'ici à la fin de l'année. Si certains accords ont été - notre vocabulaire est un peu différent de celui du secteur public - une « clause de revoyure », je puis vous assurer que nous insistons pour que ce ne soit pas l'occasion d'un rajustement des salaires. »

« Il y aura donc éventuellement baisse du pouvoir d'achat dans certains secteurs si les prix dépassent 8 % en 1983 ? »

« Au cours des années précédentes, nous avons enregistré, dans des pays voisins, que les syndicats avaient accepté de ne pas réclamer le rajustement des prix lorsque les prix avaient dépassé les prévisions. Nous ne voyons pas pourquoi en 1983 les syndicats français - qui préparent le réalisme économique - seraient pas jusqu'au bout et n'adopteraient pas la même attitude. »

« Éviter les dérapages sur les salaires »

« Quand M. Le Pors dit que la fonction publique ne doit plus jouer « les premiers violons » en matière salariale et que les entreprises du privé doivent commencer les négociations sans l'attente comment réagissez-vous ? »

« Nous n'attendons pas les décisions qui seront prises dans le secteur public. Nous fixons notre position à la mi-novembre. Mais si le secteur public donne le mauvais exemple, nous en subissons les conséquences. Ce qui s'est produit dans un passé proche et lointain nous incite à être très vigilants sur les éventuels débordements du secteur public, qui n'a pas toujours donné le bon exemple. »

« Comment allez-vous appliquer l'obligation légale de négocier les salaires réels qui joue dès cette année ? »

« Il y a une grande difficulté que nous avons perçue et signalée lors de l'élaboration des lois Auroux. Le gouvernement de l'époque n'a pas voulu la voir. Cette obligation de négocier est l'occasion et l'instrument d'une accélération des salaires, donc de l'inflation. »

« Il est évident que lorsqu'il y a deux négociations superposées - dans l'entreprise et dans la branche professionnelle - il y a deux possibilités de dérapage. Mais nous ne laisserons pas les entreprises « dans la nature ». Nous leur rappellerons que la priorité, c'est la convention collective. Nous avons donc demandé à nos branches professionnelles d'examiner les moyens d'encadrer les négociations d'entreprise pour éviter les dérapages sur les salaires. »

« Estimez-vous que les conditions sont réunies pour que les entreprises se mobilisent effectivement pour l'emploi ? »

« Je suis étonné, cette année, de l'extrême pudeur de tous - et en particulier des syndicats - à évoquer les problèmes de l'emploi comme s'ils avaient perdu toute acuité ! Pour le C.N.P.F., l'emploi reste la priorité fondamentale. Yvon Chotard l'a d'ailleurs rappelé sans ambiguïté le 6 septembre. Toute notre stratégie vise à lutter efficacement contre le chômage. »

« Mais depuis deux ans, en matière d'emploi, nous considérons que le gouvernement a fait fausse route. Il ne peut y avoir de politique de l'emploi efficace qu'appuyée sur une politique de compétitivité de nos entreprises. Une politique de l'emploi artificielle peut donner des résultats au niveau des statistiques, pas dans les faits. Elle peut apporter un répit, pas une solution. Un fait le prouve : depuis un an, il n'y a plus, contrairement aux dix années passées, un solde positif de création d'emplois. Le nombre d'emplois diminue de près de dix mille par mois. C'est la preuve des difficultés des entreprises. C'est pour cela que nous disons que quand nous nous battons pour les entreprises, nous nous battons pour l'emploi. »

« Pourtant, depuis deux ans, nous avons fait preuve de bonne volonté. Nous avons joué le jeu. Nous nous sommes mobilisés pour l'emploi des jeunes. Nous avons accepté les entrées de solidarité, mais aujourd'hui il y a sept cent mille préretraités, et le coût de ces préretraités déséquilibre dangereusement le financement de la protection sociale et d'abord de l'UNEDIC. Le développement des préretraités amène peut-être les statistiques mais ne règle pas le problème de l'emploi et crée un nouveau type de problème social : on crée des ghettos. »

de préretraités. C'est un élément de déséquilibre grave pour notre société. »

« Nous n'irons pas plus loin dans cette direction. En attendant que la croissance économique et la prospérité des entreprises permettent de créer de véritables emplois, il faut prendre des mesures spécifiques. Il faut donner la priorité à l'emploi des jeunes et développer des formules spécifiques d'insertion professionnelle. Ainsi, on prépare l'avenir. Préparer l'avenir, c'est également développer la flexibilité du travail et des conditions d'emploi. C'est le sens de l'évolution du tout les pays modernes. C'est la conclusion du rapport du Michel Albert et de James Ball, présenté au Parlement européen. C'est la proposition que nous avons faite aux syndicats le 9 septembre. »

« Qu'attendez-vous des négociations du 21 octobre sur l'élaboration d'un nouveau régime de l'assurance-chômage ? »

« Que l'on ne dramatise pas la situation et que l'on ne clame pas que cette négociation est celle de la dernière chance ! Nous sommes en face de problèmes d'une grande complexité. Dans tous les pays où ils existent, les systèmes de protection sociale, et en particulier l'assurance-chômage, sont en difficulté. Il faut donc que cette négociation soit abordée de telle façon qu'elle aboutisse. Je rappelle que les solutions arrêtées par le gouvernement l'an dernier n'ont pas tenu la route plus de six mois. »

« Nous irons donc à cette négociation avec la volonté d'aboutir à un système nouveau dans lequel nous séparerons les indemnités qui correspondent à une assurance de solidarité nationale. Les premières sont du à la responsabilité des partenaires sociaux, les secondes de l'État. Nous négocierons dans un esprit positif mais en rappelant que ce sont les entreprises qui apportent l'essentiel de la contribution à l'indemnisation du chômage. Si elles ne veulent pas être victimes d'une croissance aveugle des dépenses, les entreprises n'entendent pas non plus se décharger de leur devoir de solidarité. Si nos partenaires abordent la négociation d'une manière aussi sereine, il n'y a aucune raison que, malgré les difficultés, nous ne parvenions pas à des solutions répondant à une approche nouvelle des problèmes d'emploi pour les cinq prochaines années. »

« Nous ne faisons pas la politique du pire »

« Si le patronat fuit son « tri » lors des élections à la Sécurité sociale entre les syndicats « marxistes » et les autres, ne risque-t-il pas de compromettre le « renouveau » de la politique contractuelle ? »

« Nous ne sommes pas plus gênés que la C.G.T. lorsqu'elle discute avec un patronat dont elle demande toujours la disparition. A ma connaissance, même après avoir lu l'interview de M. Krasucki dans le Figaro, je ne crois pas que la C.G.T. ait changé d'avis sur ce point. Le problème ne se pose pas en termes de maintien ou non de la politique contractuelle. »

« En ce qui concerne la Sécurité sociale, nous continuerons à réclamer le paritarisme puisque les entreprises apportent plus des deux tiers des ressources. Mais comme nous ne faisons pas la politique du pire, nous ne pratiquerons pas la politique de la chaise vide si le résultat des élections nous fait apparaître que, même minoritaires, nous pouvons encore jouer un rôle utile. Quant à mes critiques sur les syndicats « marxistes », elles résultent de notre opposition aux solutions qu'ils préconisent, pour la Sécurité sociale par exemple. »

« Comment voyez-vous le climat social dans les entreprises ? N'est-il pas contradictoire de prétendre, d'une part, la C.G.T. comme « calme et pondérée » sur le plan revendicatif et, d'autre part, voulant prendre le pouvoir dans l'entreprise ? Une reprise du dialogue avec cette organisation est-elle possible ? »

« Je constate actuellement une très grande inquiétude : inquiétude des chefs d'entreprise pour l'avenir de leurs entreprises, des salariés pour leur pouvoir d'achat, des cadres face à l'augmentation de la pression fiscale. Cette inquiétude est générale. Toutefois, le climat social reste calme. Cela s'explique par une meilleure prise de conscience des Français de la gravité de la situation mais aussi - et c'est en cela que ce climat est un peu artificiel - par la proximité des élections du 19 octobre. Quant aux négociations, nous les menons avec tous les syndicats, y compris la C.G.T., que nous respectons pour la confiance que lui fait un grand nombre de salariés, bien que nous soyons sans illusions sur ses objectifs réels. »

« Quel bilan dressez-vous de l'application des lois Auroux ? Demandez-vous toujours leur abrogation ? »

« Oui, car nous considérons que ce sont de mauvaises solutions à de vrais problèmes. Par exemple, nous sommes favorables à l'expression des salariés mais nous ne pensons pas que l'on y parviendra par quelques réunions par an. Seul point de satisfaction : le bilan des accords signés montre que le rôle primordial de l'encadrement dans le dialogue social a été reconnu comme nous le demandons. »

« Nous continuerons donc à développer notre politique d'innovation sociale dans les entreprises. Nous organiserons ainsi, en décembre, une journée nationale d'études sur le dialogue permanent dans l'entreprise. »

« Vigilant sur les lois Auroux, le C.N.P.F. est constant dans son attachement à la politique contractuelle. Il est faux de dire, comme M. Krasucki, qu'il n'y a plus de politique contractuelle. Depuis onze ans que j'ai la responsabilité de la commission sociale, nous n'avons jamais autant négocié. »

« Nous continuons à refuser d'opposer les deux aspects d'une politique sociale active : celui du dialogue avec les syndicats et celui de l'innovation sociale dans l'entreprise. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

JUSQU'AU 15 OCTOBRE 1983

-15%

SUR TOUS LES MATELAS ET SOMMIERS

PLUS CREDIT GRATUIT*

9 MOIS

*** A PARTIR DE 2 000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20 % COMPTANT**
après acceptation du dossier. Crédit Cofinoga/BHV.
Intérêts à la charge du BHV.
Livraison gratuite en région parisienne à partir de 800 F.

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH
DIVISION DES HYDROCARBURES
DIRECTION PRODUCTION
RÉGION HAOUA-BERKAOU

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 04/83/HBK/STN/INV.

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation d'une STATION D'INJECTION D'EAU HAUTE PRESSION AU CHAMP DE GUELLALA.

L'ouvrage à réaliser comprend essentiellement :

- Trois (03) électropompes centrifuges d'un débit unitaire de 2 000 m³/h.
- Deux (02) pompes de gavage (boosters).
- Une (01) unité de filtration d'eau.
- Une (01) unité de traitement d'eau.
- Une (01) sous-station électrique.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production et de construction de gros équipements, représentées par des sociétés à responsabilité limitée ou par des sociétés anonymes, et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés peuvent, dès parution du présent avis, retirer le cahier des charges en s'adressant à la SONATRACH - DIRECTION PRODUCTION - RÉGION HAOUA-BERKAOU - SERVICE TRAVAUX NEUFS - B.P. N° 26 - QUARGLA (Algérie) - Tél. : 42967 HBK DP 02.

Les offres, établies en cinq (05) exemplaires et accompagnées des documents exigés par le Décret N° 82.45 du 10 avril 1982, doivent parvenir sous pli recommandé et cacheté à l'adresse sus-indiquée au plus tard le mercredi 29 février 1984, terme de rigueur.

L'enveloppe extérieure, qui doit être anonyme, portera la mention « Appel d'offres international N° 04/83/HBK/STN/INV. RÉALISATION D'UNE STATION D'INJECTION D'EAU À GUELLALA, SOUMISSION À NE PAS OUVRIR, PLI CONFIDENTIEL ». L'enveloppe intérieure contiendra la soumission et les pièces réglementaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

ÉNERGIE

L'OPEP sur un fil

Prix stables, marché serein, demande et production raffermissées. Il y a quelques semaines, tous les indicateurs pétroliers étaient au vert. L'OPEP pouvait avoir le moral au beau fixe. Le redressement opéré depuis le mois de mars n'avait-il pas réussi au-delà de toute espérance ? Après un bon été, l'autisme promettait. La reprise de la consommation devait intervenir, tous les experts étaient d'accord, au plus tard au cours du quatrième trimestre. Et 1984 verrait la sortie définitive du marasme.

Depuis peu, cette vision idyllique tend à se brouiller. Quelques éléments s'allument, et l'inquiétude gagne les rangs de l'OPEP. On s'aperçoit que le sursaut de la demande observé depuis le début de l'été correspond pour l'essentiel à une reconstitution massive des stocks par les compagnies, alors que la consommation, sauf aux États-Unis - et encore, - reste partout déprimée. En répondant à cette demande accrue par un gonflement de sa production, laquelle dépasse depuis plusieurs semaines de près de 1 million de barils par jour le plafond de 17,5 millions fixé en mars, l'OPEP n'a-t-elle pas été victime d'un leurre ?

De plus en plus nombreux, en effet, les observateurs s'interrogent sur la réalité et l'ampleur de la reprise annoncée. Quand bien même elle se produirait d'ici à la fin de l'année, elle serait probablement plus faible que prévu et surtout, compte tenu de la fragilité du redressement économique aux États-Unis, risquerait de retomber à nou-

veau au début de l'an prochain. Si tel était le cas, l'OPEP pourrait payer fort cher ses imprudences de l'été.

Déjà, sur le marché libre, des inquiétudes se manifestent. Nombre de raffineurs et de négociants s'estiment, compte tenu de ces perspectives incertaines, surchargés, ont ralenti leurs achats ou, pire, pour ceux qui s'étaient engagés à terme, ont transféré sur le marché des quantités importantes. Pour la première fois depuis des mois, le cours du brut britannique « Brent » est retombé au-dessous de son cours officiel. Dans sa dernière édition, la revue spécialisée *Middle East Economic Survey* s'alarme de ce glissement « suffisamment marqué pour révéler les inquiétudes sur la stabilité du marché au cours du quatrième trimestre ».

Un déséquilibre latent

Il est certes encore trop tôt pour parler de retournement du marché. Mais l'évolution récente montre à quel point le redressement opéré par l'OPEP depuis la conférence de Londres, en mars dernier, reste fragile. Elle justifie la mise en garde récente adressée aux pays de l'OPEP par cinq experts pétroliers (1), rassemblés au sein du Groupe de recherche sur la politique pétrolière des pays exportateurs. Ce groupe, créé en novembre 1982, qui se veut indépendant de tout élan, avait été le premier, en décembre 1982, à prédire les risques d'un effondrement en spirale des prix si l'OPEP ne parvenait pas à imposer une discipline dans ses propres rangs et une cer-

taine compréhension chez les autres producteurs de brut. La suite des événements, de janvier à mars, leur avait donné raison.

Leur second rapport, publié le 26 septembre, pour être moins alarmiste, n'en ouvre pas moins pour l'OPEP des perspectives peu rassurantes. Le redressement *in extremis* opéré en mars a réussi, c'est vrai, au-delà de toute espérance, mais l'OPEP n'a pas éliminé les causes profondes d'un déséquilibre latent. Son numéro de haute voltige accompli, l'organisation continue de mirer sur un fil, les yeux bandés. Un faux pas, et la stabilisation si durement acquise sera compromise, disent en substance les experts.

Principal facteur de déséquilibre : la faiblesse persistante de la consommation mondiale. La demande adressée à l'OPEP ne représente encore que 60 % environ de son niveau maximum. De larges capacités restent donc inemployées, situation qui pourrait être aggravée par la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Le fait que la demande puisse augmenter d'ici à la fin de l'année (de 18 à 20 millions de barils par jour) ne changera rien au problème de fond, précisent les experts. « La demande restera bien en dessous du niveau correspondant à l'addition des productions souhaitées par chaque pays membre ».

Second agent destabilisant : le rôle joué par les pays producteurs et exportateurs de brut non membres de l'OPEP (Grande-Bretagne, Norvège, U.R.S.S., Mexique, principalement). Mis à part le Mexique, qui depuis mars a plafonné sa production à 1,5 million de barils par jour, les autres pays concurrents conti-

nent de produire au maximum de leurs capacités (la Grande-Bretagne a même depuis quelques mois augmenté son niveau d'exportation de 200 000 à 300 000 barils par jour). Il est donc toujours aussi vital pour l'OPEP de tenter de convaincre ces pays d'adopter des politiques plus « raisonnables ». Ce n'est pas impossible, estime le groupe, si ces pays, fort soucieux de préserver leurs rentrées en devises, prennent la mesure du risque encouru.

Le poids du marché libre

Troisième source d'instabilité : le rôle croissant du marché libre, hypersensible aux moindres déséquilibres, et la disparition quasi générale des contrats à long terme qui, jadis, régissaient les échanges entre les pays producteurs et leurs clients. Dans un marché fondamentalement excédentaire, les compagnies répugnent à s'engager sur le long terme. Le marché « libre » ou « spot », où s'échangent au jour le jour les quantités ne faisant pas l'objet de contrats, a pris une importance croissante. Il ne représente en volume guère plus de 15 % des quantités échangées (contre 4 à 5 % il y a cinq ans), mais il joue un rôle directeur de plus en plus grand dans la fixation des prix. Les pays producteurs sont, en effet, souvent contraints d'accepter des contrats mixtes, liés aux prix pratiqués sur le marché spot. Le système fiscal britannique encourageant les compagnies opérant en mer du Nord à vendre une partie de leur production sur ce marché, les bruts britanniques, les plus traités sur le marché spot, ont acquis en outre le caractère de

bruts de référence, ce qui n'arrange guère l'OPEP.

Enfin, les experts s'inquiètent de la structure des prix relatifs, qui ne reflète plus, estiment-ils, « la réalité du marché ». Pour certains bruts, notamment les plus lourds, l'écart entre le différentiel officiel et celui résultant du marché atteint 2 voire 3 dollars par baril. Ces distorsions font subir de fortes pressions au système des quotas de production mis en place par l'OPEP. Certains pays, dont les bruts sont sous-cotés - et donc se vendent bien, - sont tentés d'accroître leur production au-delà de leur quota.

Une discipline nécessaire

Les risques de voir le marché basculer à nouveau sont donc considérables tant que l'OPEP ne parviendra pas à réduire ces sources de déséquilibre, estime le groupe. La stabilisation n'a pu être obtenue depuis le printemps que grâce à la discipline retrouvée des pays membres, sur les prix et les quantités. Un relâchement de l'effort, alors que les perspectives d'évolution du marché restent moins claires que jamais, pourrait s'avérer catastrophique. C'est bien le cas actuellement, la hausse de la demande au-delà du plafond de 17,5 millions de barils jouant le rôle de « pousse à crime ».

La meilleure solution serait pour les pays de l'OPEP de s'entendre sur une nouvelle politique des prix et de redéfinir un plafond et des quotas exactement adaptés au niveau réel de la demande. Mais, outre que celui-ci est difficile à estimer, la réouverture de négociations, étant

donnée la faiblesse des quantités à redistribuer, risquerait de raviver des disputes interminables.

La pire des situations serait pour l'OPEP l'échec d'une telle tentative. Cet échec provoquerait un effondrement du système des quotas définis en mars. Or rien ne prouve - au contraire - que la reprise de la demande, en admettant qu'elle se maintienne au quatrième trimestre, se poursuivra en 1984. Après avoir, en accroissant considérablement la production, repoussé les stocks des compagnies, l'OPEP devrait, si tel était le cas, affronter au premier trimestre ou au printemps 1984 une nouvelle chute de la demande due à une consommation plus faible que prévu et à un désaccélération. Privée de la protection constituée par le système des quotas et du plafond de production, elle risquerait à nouveau un effondrement des cours.

Aussi les experts préconisent-ils de maintenir en l'état le plafond et les quotas de production décidés en mars, au moins jusqu'à la conférence ordinaire de décembre 1983. Cette politique pourrait certes entraîner, au cours des trois mois à venir, une certaine tension sur le marché. « Ce ne serait peut-être pas une si mauvaise chose », notent les experts, à condition que cela ne soit pas interprété comme un renversement du marché et entraîne pas une hausse des prix officiels. Cette tension permettrait sans doute, d'écarter les stocks, de moins d'éviter leur gonflement, et favoriserait une réorganisation des différenciels ainsi peut-être qu'un retour vers les contrats à long terme. Cette stratégie sera-t-elle suivie ? Lors de la dernière réunion du comité de surveillance de l'OPEP le 15 septembre, les pays « modérés » (Arabes du Golfe, Indonésie et Venezuela) l'ont défendue contre certains membres (Iran, Algérie, Nigéria), qui souhaitaient un relèvement du plafond de production ou des prix. Ils ont obtenu le maintien du statu quo. Pourtant, en dépit de nombreux appels à la discipline, la production OPEP s'est maintenue au-dessus du plafond fixé en mars. Fait troublant, ces dépassements sont pour beaucoup le fait de l'Arabie Saoudite, traditionnel chef de file des modérés. Or il est hautement improbable que le royaume wahabite ait réellement choisi de rompre avec la prudence recommandée par ses alliés. De là à penser que le puissant producteur de l'OPEP tente en laissant légèrement glisser le marché, comme il l'avait déjà fait plus brutalement en janvier, de donner un avertissement aux producteurs, membres ou non de l'OPEP, tentés d'augmenter leur production pour répondre à la demande, il n'y a qu'un pas. « En mars 1983 la peur d'un effondrement des prix n'est devenue être un merveilleux conseil de sagesse », notent les experts du groupe de recherche.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) MM. Noridine Ait Laoussine, Ali Jaidak, Robert Mahro, Francisco R. Parra et Ian Seymour.

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

(Publicité)

Le Préfet, commissaire de la République
du département des Côtes-du-Nord rappelle que,

Une enquête est ouverte, sur la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un poste de transformation 400/225/63 KV sur le territoire de la commune de PLAINE-HAUTE.

Conformément aux dispositions du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Ce dossier, auquel est joint un registre d'enquête, pourra être consulté à la mairie de PLAINE-HAUTE, du 4 au 26 octobre 1983, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, chaque jour ouvrable et de 8 heures à 12 heures les dimanches 9 et 16 octobre. De plus, le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de PLAINE-HAUTE, les 24, 25 et 26 octobre 1983, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, les observations du public.

Indépendamment de ces dispositions, l'étude d'impact pourra être consultée aux lieux, jours et heures ci-après, pendant toute la durée de l'enquête :

- à la préfecture des Côtes-du-Nord à SAINT-BRIEUC - 1^{re} direction - 2^e bureau Réglementation porte 19, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- à la Direction interdépartementale de l'industrie - 13, rue Dupont-des-Loges à RENNES, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera ouvert en chacun de ces lieux afin de recueillir les observations éventuelles du public sur l'étude d'impact.

POUR SUIVANT SON TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS

Le Monde

RÉALISERA, DU 14 AU 19 NOVEMBRE 1983.

UNE SEMAINE AVEC

L'Ile-de-France

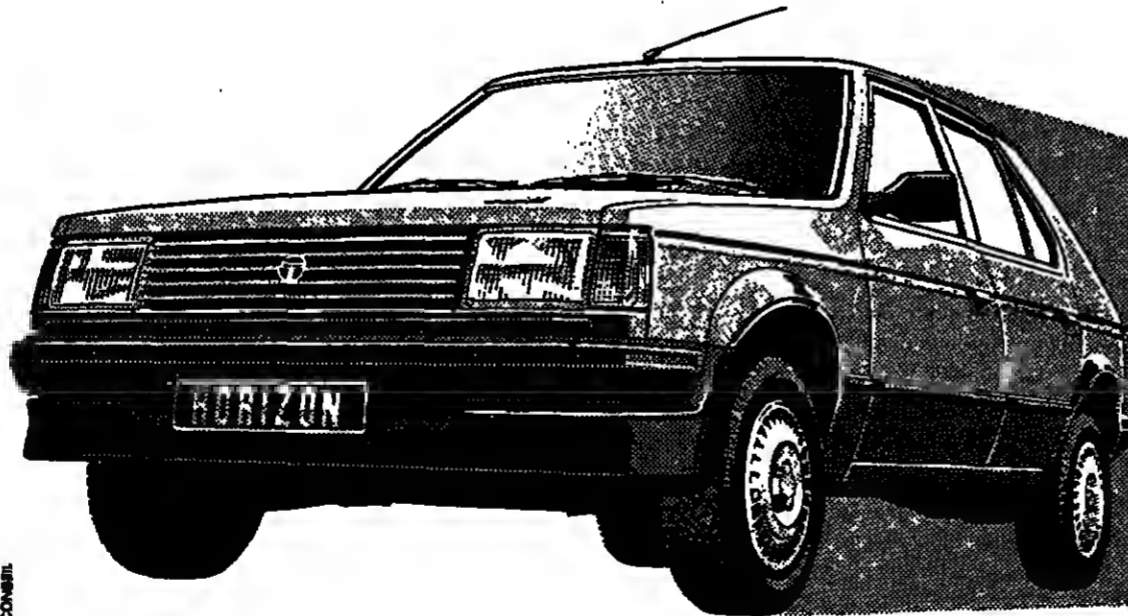
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA
PUBLICITÉ, CONTACTEZ LOUIS-MARIE LAGOUTTE

Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 PARIS - Tél. : 246.72.23
Tél. : MONDUP 641 774 F

HORIZON ULTRA

SERIE SPECIALE ULTRA EQUIPEE



Radio FM
Peinture gris métallisé
Vitres teintées
Spoiler
Essuie-glace arrière
Pneus larges
Sièges velours
Appuis-tête avant

46.500*

TALBOT HORIZON ULTRA

Modèle présenté : Série Spéciale Horizon Ultra année modèle 1984. Garantie anticorrosion 6 ans - * Tarif au 1.10.1983 - SAUF CORSE.

Les constructeurs ont les griffes

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4267-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 988 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 777 F 2 266 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

381 F 634 F 857 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

portent (trois volets) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital et d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonne-Méry (1944-1968)

Jacques Pauvert (1969-1982)

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437.

ISSN : 0000-0000

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE PHILOSOPHE ET LA POLITIQUE : « Réponse à Jean Baudrillard », par André Mandouze ; « Le socialisme impossible ? », par Yvon Quiniou.

ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS.
4. DIPLOMATIE
4. ASIE
4.5. AMÉRIQUES
- La vigoureuse immigration haïtienne aux États-Unis (II), par Nicole Bernheim.
6. AFRIQUE
- ESPAGNE : l'avortement sera partiellement autorisé.
- POLOGNE.

POLITIQUE

7. Les nouvelles filières de l'extrême droite (II), par Alain Rollat.
8. Le débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale.
10. L'opposition et les dénationalisations.

SOCIÉTÉ

11. Une campagne nationale contre l'alcoolisme.
12. JUSTICE
13. ÉDUCATION
13. DÉFENSE : un rapport parlementaire sur les sous-officiers.
- RELIGION : la mort du cardinal Cooke.
14. LETTRES
15. ENVIRONNEMENT : l'Assemblée nationale examine la convention sur la dépollution du Rhin.
- SPORTS.

SUPPLÉMENT

- 17 à 24. LA BELGIQUE MALGRÉ TOUT.
- Un entretien avec M. Jean Gol, chef du gouvernement par intérim.
- Quinze siècles de querelles communautaires.
- Littératures flamande et wallonne : quelque chose de spécifiquement belge...

LOISIRS ET TOURISME

25. LES DEUX ÉGYPTE : c'était là Memphis... Le Caire secret.
- Autocars au ralenti.
27. Le voyage à l'Université : l'autre dialogue Nord-Sud.
28 à 30. Cyclotourisme : Philatélie ; Hippisme ; Plaisirs de la table ; Jeux.

CULTURE

31. EXPOSITIONS : le tricentenaire de Colbert à la Monnaie de Paris.
36. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

37. MARCHÉ COMMUN : la contribution britannique au budget communautaire.
37-38. CONJONCTURE : les comptes de la nation au deuxième trimestre.
38. SOCIAL
39. AFFAIRES : les pouvoirs publics veulent empêcher la cessation d'activité de Dunlop-France.
40. ÉNERGIE : l'OTEP sur un fil.

- RADIO-TÉLÉVISION (33)
INFORMATIONS
SERVICES (16) :
- Journal officiel ; Loto ; Météorologie.
Annonces classées (34-35) ; Carnet (35) ; Programmes des spectacles (32-33) ; Mots croisés (30) ; Marchés financiers (41).

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE. EN PRÉSENTANT LES CHIFFONS RODIN.

TISSUS RODIN

TISSUS COUTURE L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Le capitaine Paul Barril est entendu par l'inspecteur général de la gendarmerie

Le ministère de la défense est soucieux de savoir rapidement si, oui ou non, le capitaine Paul Barril a eu des « initiatives personnelles » dans le cadre de la lutte antiterroriste. L'ancien chef par intérim du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) a ainsi été entendu, à Paris, vendredi matin 7 octobre, par le général Robert Andraud, inspecteur général de la gendarmerie. M. Charles Hernu, ministre de la défense, avait annoncé la veille qu'une enquête administrative sur les activités du capitaine était en cours (le Monde du 7 octobre).

Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a donné pour sa part quelques indications sur les rapports professionnels entre le capitaine Barril et le chef d'escadron Christian Proureau, conseiller du président de la République chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme. « Le commandant Proureau, a indiqué M. Gallo, a eu tout naturellement des contacts avec son

second, le capitaine Barril, et bien entendu, puisqu'il est chargé de la lutte antiterroriste, avec d'autres services. C'est son métier que de coordonner cette lutte antiterroriste, et, dans le cadre de ses directives, le capitaine Barril a eu un certain nombre d'initiatives.

« Il est possible que le capitaine Barril, dans le cadre de ces directives, ait eu des initiatives personnelles. J'en vois une qui est clore et qui appelle une enquête : c'est qu'il a écrit sur papier d'en-tête de l'Élysée. C'est un détail, mais un détail qui est sérieux, car il faut rappeler de manière très ferme que le G.I.G.N. ne se trouve pas à l'Élysée ».

« Il n'y a pas de police parallèle. Il y a le commandant Proureau avant, dans le cadre de sa fonction de coordination de lutte contre le terrorisme, un certain nombre de contacts avec tel ou tel service, dont le capitaine Barril et le G.I.G.N. », a ajouté M. Gallo.

Confusion et clarification

Les partisans de l'explication publique l'ont emporté sur ceux qui, à l'Élysée notamment, défendaient le « no comment ». On admet désormais que le capitaine Barril, chef par intérim du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), était en liaison avec le commandant Proureau, conseiller du président de la République, et l'avertissait de ses activités, mais c'est pour mieux insister sur le caractère de « franc-tireur » du capitaine et l'ambiguïté de ses « initiatives personnelles ».

Contradictions ? Ravissements ? Dans l'entourage du gouvernement, on confie qu'il eût plutôt d'une « évolution ». « La confusion » nous a-t-on expliqué — vient de ce que, en fait, le conseiller technique Proureau était resté, jusqu'en juin 1983, le commandant du G.I.G.N., tandis que le commandement effectif de cette unité d'élite était assuré par son second et ami Paul Barril. « Une confusion » qui permet à ces mêmes sources de décaler la responsabilité de la présidence de la République dans les initiatives de Paul Barril.

Ainsi continue-t-on de nier l'existence d'une « cellule » policière et gendarmière à l'Élysée, autour de M. Proureau : « Il n'y a pas un noyau secret menant des actions autonomes, mais un conseiller technique qui s'entoure

d'un certain nombre de spécialistes, parfois détachés, mais qui travaillent en liaison avec les services de police. Il est faux de prétendre qu'il existe une police parallèle à l'Élysée ».

Dans les tractations avec Jean-Marie Rouillon, l'un des fondateurs du groupe d'ultra-gauche Action directe, les mêmes milieux autorisés affirment que la justice — et en l'espèce M. Jean-Louis Bruguière, le juge d'instruction qui désire entendre l'ancien animateur d'Action directe — a été prévenue par l'avocat de celui-ci. Ce serait le refus du juge d'éviter le garde à vue à J.-M. Rouillon qui aurait fait échouer les négociations entamées par la capitaine Barril avec l'aval du chef d'escadron Proureau.

Enfin, on laisse entendre, sans autre précision, que la situation pourrait être clarifiée par « le retour à des formules plus traditionnelles ». En clair, les policiers et gendarmes détachés auprès du commandant Proureau pourraient rejoindre leur administration d'origine, ce dernier restant conseiller technique de la présidence de la République chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme, une hypothèse qui n'est cependant, pour l'instant, qu'une confidence.

EDWY PLENEL

Le « référendum par l'électricité » de la C.G.C.

UNE CONSULTATION SANS RÉSULTATS

Les « urnes » de la C.G.C. conserveront-elles leur secret sur les résultats du « référendum par l'électricité » par lequel les Français étaient invités le 6 octobre, de 20 h 30 à 20 h 35, à fermer toutes leurs lumières ? La Confédération française de l'encadrement a déclaré jeudi soir qu'elle était dans l'incapacité de dresser un bilan en raison de la décision de la direction générale d'interdire l'accès aux locaux du dispatching national. « L'application officielle, indique son communiqué, est que l'établissement E.D.F. ne veut en aucune manière contribuer, aujourd'hui ou dans l'avenir, à l'évaluation du mécontentement de tel ou tel groupe de pression extérieur à l'entreprise, qu'il soit politique, syndical ou autre (...). La C.G.C. n'est pas dupe et les Français et les Françaises ne le seront pas non plus. C'est la démonstration éclatante que le succès des deux manifestations lancées par la C.G.C. les 3 et 5 octobre inquiète le pouvoir au point qu'il interdit de mesurer l'impact à la troisième en imposant le block-out à E.D.F. ».

La C.G.C., qui avait cependant des ingénieurs au sein du dispatching national, pense être en mesure de communiquer des informations « dès que possible ». A l'U.N.C.M.-C.G.C. d'E.D.F.-G.D.F. aucun responsable n'était disponible le 7 octobre au matin pour répondre à la presse. En dépit du block-out officiel, plusieurs indications provenant de diverses sources font apparaître que ce mouvement a été « tout à fait imperceptible » sur la consommation. Au dispatching national, l'iguille qui dévie en cas de déséquilibre entre la production et la consommation a légèrement oscillé entre 20 h 30 et 20 h 35, mais comme à d'autres moments de la journée. Les résultats de ce « référendum » ne semblent pas avoir été très probants. La C.G.C. démontrera-t-elle prochainement le contraire ?

UNE MAJORITÉ D'OUVRIERS DE LA CHAPELLE-DARBLAY SE PRONONCE POUR LA REPRISE DU TRAVAIL

La consultation écrite, organisée par la direction des papeteries de La Chapelle-Darblay dans les usines Saint-Etienne-du-Rouvray et de Grand-Couronne en Seine-Maritime le 6 octobre, a permis de dégager une majorité pour la reprise du travail (54 % et 68 % respectivement dans chaque lieu). Ce résultat a été rendu public le 6 octobre par M. Alala Carolani, préfet de Haute-Normandie. Cette consultation était destinée à apprécier la volonté du personnel de remettre en route les deux usines, selon les dispositions prévues par le plan de réorganisation.

Mais pour M. Philippe Belloncle, responsable C.G.T. de l'usine Saint-Etienne-du-Rouvray, « ce résultat n'est pas significatif d'une volonté majoritaire de reprendre le travail dans les conditions imposées par l'État ». Nous avons demandé à l'ensemble du personnel de répondre positivement, car effectivement des personnels souhaitent travailler.

L'Union régionale C.G.C. de Haute-Normandie a qualifié, le 6 octobre dans un communiqué, les cégétistes de La Chapelle-Darblay de « meneurs professionnels qui, jour après jour, font miroiter des solutions irréalistes », et regrette que ses « omégalements », un plan de restructuration n'ait pas été retenu par le gouvernement.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

(Publicité)

En promotion exceptionnelle jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

M. Bonnet se défend de « lâcher » M. Giscard d'Estaing

Dans un article publié par l'Express (daté du 7 au 13 octobre) et intitulé : « Giscard perd un ami », M. Christian Bonnet, sénateur (R.I.) du Morbihan, reconnaît que « certaines des positions de M. Giscard d'Estaing (II) ont été démenties ». Il cite deux exemples : « la recherche louable mais utopique d'une majorité qui rassemblerait 70 % des Français » et le plaidoyer pour une extension « abusive » du référendum populaire. Dans ce même article, l'ancien ministre de l'Intérieur compare M. Barre à un « menteur ». Il estime notamment que, « défendant avec une conviction d'otrain et une ironie mordante des positions mesurées et réfléchies, Raymond Barre est, de ce fait, plus encore redouté que respecté par le pouvoir actuel ».

M. Christian Bonnet a réagi, vendredi matin, avec beaucoup de véhémence. Il nous a déclaré qu'il a pris connaissance avec « stupeur » de l'article publié par l'Express, dont le titre lui paraît « non seulement injurieux » pour lui mais aussi « rigoureusement contrôlé » au sein d'un texte manuscrit qu'il avait rédigé « avec un soin jaloux à la demande du signataire de l'article et qui portait sur les trois leaders de l'opposition ». Selon lui, « il ne s'agit pas seulement d'une déformation mais d'une provocation délibérée » dont le sénateur du Morbihan « entend tirer, après avoir pris conseil de [ses] avocats toutes les conséquences ».

M. Christian Bonnet a tenu à nous préciser qu'il avait aussi écrit que M. Giscard d'Estaing est « un ami de longue date » et qu'il lui « doit sur le plan public les plus belles années de [son] existence, celle où [il] a pu assouvir [sa] pas-

sion pour le service de l'Etat ». Il évoque « l'intelligence » de M. Giscard d'Estaing, qui, à ses yeux, présente « des aspects fascinants » et estime que ce n'est « manquer ni de l'attachement ni de l'admiration » qu'il porte à l'ancien président de la République que de dire que certaines de ses récentes déclarations l'ont « déçu ». Dans le manuscrit qu'il proposait à l'Express, M. Bonnet nous rapporte qu'il évoque « les liens très cordiaux » qu'il entretient avec M. Chirac, dont il admire « le dynamisme entraînant, la santé insolente et le sens de l'organisation ». « Ce n'est pas, dit-il, au motif de la défection de l'union et l'oubli du passé que ces liens allaient se modifier ».

Quand à M. Barre, qu'il compare à un « menteur », M. Bonnet juge que « la raison essentielle de la faveur grandissante dont il jouit dans l'opinion publique tient au fait qu'il a toujours tenu le même langage de vérité ». En 1980, ajoute-t-il, ce langage ne passait pas ; en 1983, ou vu de la désastreuse position du professeur Mitterrand, les Français comprennent qu'il avait raison et ceux-là même qui lui étaient le plus hostiles ont pour lui admiration et estime.

« Je n'écris pas la comédie du pouvoir ! », s'exclame M. Bonnet, choqué par la formulation de ses propos dans l'Express.

A la suite de la mise au point de M. Christian Bonnet, la rédaction en chef de l'hebdomadaire précise que « l'Express, comme tous ses confrères, est seul maître des titres qu'il publie. Elle regrette que M. Bonnet ait pu considérer le titre « Giscard perd un ami » comme injurieux ». Elle souligne que « sur le fond, c'est-à-dire sur l'essentiel, M. Bonnet n'apporte aucun démenti ». L'Express s'engage à publier dans son prochain numéro le « fac-similé intégral du texte rédigé de la propre main de M. Bonnet » de manière à ce que ses lecteurs « jugent eux-mêmes s'il s'agit ou non d'un ralliement de M. Christian Bonnet à M. Raymond Barre », comme l'a écrit l'auteur de l'article en cause.

Attaque contre la permanence du R.P.R. — Plusieurs dizaines de personnes ont attaqué la permanence du R.P.R. à Antony, dans la nuit de jeudi à vendredi. Deux personnes ont été légèrement blessées, indiquent à la préfecture des Hauts-de-Seine M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a dénoncé l'existence d'un « fascisme rouge » en France.

MM. DECORNOY ET SÉGUILLON NOUVEAUX RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS A TF1

Deux nouveaux rédacteurs en chef adjoints viennent d'être recrutés dans la presse écrite par TF1 : notre collaborateur Jacques Decornoy, qui prendra la responsabilité du service « monde » et M. Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de Témoignage chrétien, qui deviendra chef du service de politique intérieure. Ces nominations prendront effet le 1^{er} novembre. M. Séguillon remplace M. Roger Xavier Lanteri, qui « sera appelé prochainement à d'autres fonctions ». M. Decornoy chapeaute de son côté l'ancien service de politique étrangère, dont le chef reste M. Christian Bousquet.

La présidence de TF1 indique qu'au terme d'un processus de large concertation engagé à la demande du P.-D.G. de TF1 par Jean Lanzi, directeur de l'information, et conformément aux dispositions de la convention collective des journalistes, une procédure est engagée à compter de ce jour, en vue de désigner plusieurs nouveaux chefs de service. Ces changements, comme ceux qui interviendront dans les journaux télévisés, seront annoncés « au cours de la première quinzaine de novembre ».

[Né le 6 juillet 1937 à Orléans (Loiret), Jacques Decornoy, ancien élève de l'ENA, entre au Monde en juillet 1964. Rédacteur puis chef de la rubrique Asie, il devient chef du service Asie (1977-1979). Devenu rédacteur en chef adjoint, il a été membre de l'équipe de direction de notre journal. Jacques Decornoy est l'auteur, notamment, de l'Asie du Sud-Est, vingt ans à la recherche d'un avenir, et de Péri, jeune, peur blanche.]

[Né le 13 septembre 1940 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Pierre-Luc Séguillon, licencié en philosophie et en lettres, entre à l'hebdomadaire Témoignage chrétien en 1970. Nommé secrétaire général de la rédaction en 1976, il est également directeur de la rédaction d'En J'en, revue du CERES. Il a écrit plusieurs ouvrages-interviews avec MM. Chevènement, Stel et Garady.]

● Triple de Lancia au Rallye de San Remo. — L'équipage finlandais Alan-Kivimäki (Lancia) a gagné, vendredi 7 octobre, le rallye de San Remo devant les Allemands de l'Ouest Rhot-Geistdörfer (Lancia) et les Italiens Bettiga-Perissinot (Lancia). L'écurie italienne est devenue, au terme de l'épreuve, championne des marques.

la Qualité du Neuf au Prix de l'Occasion

N° 1 de la Fourrure d'Occasion

LES DEUX OURS

106 Bd de Grenelle 575.10.77

Paris 15^e M° La Motte Picquet

PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.
Vente à partir de 305,39 F par mois*
(Crédit souple et personnalisé).

Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

NICOLL
Spécial Automne

Jusqu'au 8 octobre

COSTUME

Mesure industrielle - 1750 F
avec gilet : 1990 F

NICOLL à Paris 29 rue Tronchet, depuis 1820

مكتبة